

MADAGASCAR

Revue de Presse avril 2010

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
01/04 : visite surprise d'Alain Joyandet et du conseiller Afrique de l'Elysée	01
08/04 : limogeage du ministre des Forces armées, le général Noël Rakotonandrasana	11
12/04 : « coup d'Etat au Conseil d'Etat »,	16
13/04 : l'armée lance un ultimatum aux autorités et à la classe politique	19
15/04 : face-à-face Ravalomanana-Rajoelina probable en Afrique du Sud	22
19/04 : une troisième tentative de « coup d'Etat », jugée peu crédible	27
22/04 : controverses tous azimuts autour de la rencontre de Pretoria du 28 avril	33
26/04 : la France en première ligne dans le projet de protocole d'accord de Pretoria	37
29/04 : Sommet de Pretoria : début laborieux, issue incertaine	43
Droits humains, gouvernance	45
Enquête sur la fusillade du 7 février 2009, version française du rapport d'Amnesty International, plainte déposée par le GTT à la CPI, « détenus politiques », droit à l'éducation, droit syndical, employées au Liban, tourisme sexuel, société civile en quête de bonne gouvernance, conflits d'intérêts et cumuls de fonctions.	
Actualité économique et sociale	50
Impacts de la crise politique	50
Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales	51
Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement	51
Divers	53

LA CRISE POLITIQUE

1^{er} avril : visite surprise d'Alain Joyandet. La France tente de prendre l'UE de vitesse mais son activisme et ses intentions exactes soulèvent bien des interrogations. Rumeurs persistantes de complot.

Visite éclair d'Alain Joyandet, secrétaire d'Etat français à la Coopération et d'André Parant, Conseiller Afrique de l'Elysée. Selon le Quai d'Orsay, la France estime que les voies du dialogue inter-malgaches ne sont pas épuisées et c'est en vue de surmonter les derniers obstacles à une sortie de crise consensuelle soutenue par la communauté internationale que ce déplacement a eu lieu. La France, lit-on dans le communiqué, continue d'encourager et de soutenir les efforts de médiation des partenaires internationaux. Pour la France, la clé de sortie de crise consensuelle réside dans l'organisation et la tenue d'élections crédibles dans les meilleurs délais. Un communiqué de l'ambassade de France précise qu'Alain Joyandet a rencontré Andry Rajoelina, Camille Vital et Albert Zafy.

Andry Rajoelina a défendu la légitimité de la CENI, un raccourci qui permet d'éviter de passer par les institutions définies dans la Charte de Maputo. Pour sacraliser cette institution contestée par certains, le président de la HAT demande à la France de s'impliquer, en sollicitant l'envoi d'experts électoraux pour aider les membres de la CENI. Le pouvoir se défend de vouloir convoquer lui-même les électeurs et de déterminer la date du scrutin, déclarant laisser le champ libre à la CENI. La présidence de la HAT a renouvelé son engagement à travailler avec toutes les personnalités de bonne volonté, même issues des autres sensibilités politiques, à travers la mise en place dans les plus brefs délais (?) d'un gouvernement d'union nationale qui sera opérationnel jusqu'à la tenue des élections

législatives. La Transition ne devrait pas aller au-delà du 31 décembre 2010. Une rencontre en Afrique du Sud entre le Secrétaire d'Etat français à la Coopération et l'ancien président a été annoncée dans la foulée de la visite d'Alain Joyandet, mais l'information a été démentie peu après par Marc Ravalomanana, qui affirme ne pas avoir été sollicité. En revanche, un entretien aurait déjà eu lieu en France avec Didier Ratsiraka. Il n'est pas exclu, selon *Mada.pro*, que les émissaires français se rendent en outre à Addis-Abeba, voire à Maputo (où se trouve le principal médiateur, Joaquim Chissano). Selon *24heures*, « pour répondre aux propositions d'Alain Joyandet, les trois mouvances auraient convenu de se concerter et d'adopter une position commune en réponse aux propositions françaises ». Les partisans des trois mouvances ont effectué un sit-in près de l'ambassade de France.

Françafrique. Prendre de vitesse l'UE dans la crise malgache. Le déplacement d'Alain Joyandet et d'Albert Parant, organisé « en catastrophe », aurait été décidé après la prise de position hostile à la HAT de Louis Michel, co-président de l'Assemblée parlementaire UE-ACP qui se tient à Ténériffe. Une condamnation dans le droit fil de la position très ferme, voire excessive pour certains, prise le 11 février par le Parlement européen. Si l'UE décide effectivement de sévir, la Françafrique aura moins de marge pour agir. Il sera plus difficile à la France de se mettre en porte à faux avec l'UE et de soutenir les initiatives unilatérales de la HAT, estime le blogueur Sammy Rasolo, qui affirme que la France va s'appuyer sur des observateurs complaisants de l'OIF pour légitimer les prochaines élections, en donnant l'impression de ne pas s'impliquer directement dans le processus qui conduira à la reconnaissance du régime. Mais pour que cette stratégie puisse fonctionner, il faut que cette élection se tienne avant que l'UE ne décide de prendre des sanctions. Le pouvoir est donc manifestement engagé dans une course contre la montre. Marc Ravalomanana l'a sans doute compris. Il a tenté de prendre les devants en essayant d'acculer Nicolas Sarkozy à se positionner par rapport à la décision de l'UA et en demandant à l'UE de s'engager également dans des sanctions ciblées contre le régime. Un membre influent de l'opposition, contacté par *Mada.pro*, s'est montré favorable à l'initiative française car, selon lui, « le gouvernement français a répondu favorablement à l'appel lancé par l'ancien président Marc Ravalomanana », lequel rendait le silence de la France et de l'UE responsable de la prolongation de la crise. Et le site fait ce commentaire : « Aujourd'hui, il s'agit, en fait, de mettre en sourdine le côté « partage du pouvoir » sur lequel les négociations ont buté, et de privilégier une organisation commune des élections par les forces politiques ». *La Gazette* s'attend déjà à une entrée de l'opposition, à un échelon ou à un autre, dans les instances qui sont en charge des élections, du ministère de l'Intérieur à la CENI.

L'activisme de la France devenu une nébuleuse d'intentions. Pour Sobika, « Seuls ceux qui ne font rien sont à l'abri des critiques, et la France a ce mérite de vouloir être active dans la crise malgache. Mais c'est à double tranchant, car cet activisme est vite devenu une nébuleuse d'intentions. La France, en tout cas sa diplomatie, que veut-elle ? Ou que ne veut-elle pas ? On peut dire sans trop se mouiller que la France ne veut pas d'un retour de Marc Ravalomanana. Pourquoi ? Parce qu'elle considère que son retour constitue une menace (de guerre civile) pour le pays. Une théorie qui épouse en fait celle de la HAT et cette concordance d'opinions sur le cas Ravalomanana ne fait que renforcer l'opinion générale quant un soutien officieux de la France au régime actuel. C'est donc une lapalissade, et la venue d'Alain Joyandet revêt plus un caractère de complaisance que de réelle médiation. Cette visite est-elle donc une plus-value dans cette crise ? Est-elle porteuse de solutions ou d'espoirs ? En fait, cette visite ne sert pas à grand chose, si ce n'est de rappeler à l'opinion publique et politique, que la France porte toujours de l'intérêt à la Grande Ile. Tout le monde est d'accord pour des élections, mais tout le monde n'est pas d'accord sur la nature des élections et ses composantes. Si la diplomatie française se veut être efficace, elle devrait agir plus en retenue et sous l'égide de l'UE, pour ne pas être accusée d'unilatéralisme et d'esprit partisan dans son action ».

Alain Joyandet aurait obtenu la reprise des négociations, croit savoir *La Gazette*. Le quotidien estime que le GIC et l'UA semblent avoir baissé les bras, laissant le champ libre à la France pour renouer les fils du dialogue, rompus après Maputo III, boycotté par le camp Rajoelina et qui s'est terminé par une « *farce grotesque* » (l'interdiction de rentrer au pays prononcée contre les délégués des trois mouvances). Pour la France, la principale contradiction provient de l'opposition frontale entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Pour la relance des pourparlers, il faut donc s'attacher à mettre face à face ces deux protagonistes. Si les négociations reprennent avec les 4 mouvances, il devra donc y avoir aussi des réunions restreintes mettant aux prises Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Si on s'était rendu compte plus tôt que cette confrontation directe était incontournable, on aurait évité ces longues et pénibles séances de marchandage sur les postes de la Transition. Les plus rapaces étant en effet ces mouvances qui, dans l'affaire, n'étaient que des seconds couteaux. Le lieu des négociations n'a pas été précisé, pas plus que la date, mais on peut supposer que ce sera avant le 27 avril, journée fixée pour la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE au cours de laquelle sera examinée l'application des sanctions adoptées par l'UA.

Le Congrès du MTS de Roland Ratsiraka décide de lancer la campagne de son leader par des actions sociales en faveur des habitants de la capitale. Des consultations gratuites et des soins médicaux seront proposés dans les quartiers défavorisés, avec distributions de médicaments. Le parti MTS prévoit aussi d'offrir des opportunités de créations d'emploi ou d'auto-emploi pour une centaine de projets. « *Nous pourrions suspendre les projets en question en période électorale si les règles de jeu l'exigent* », annonce cependant son président. Roland Ratsiraka prévient que si les autorités n'y prennent pas garde, le pays va de nouveau connaître un regain de violences et de désordres. « *La haine règne entre les différents courants politiques. L'extrémisme est en train de gagner du terrain* », a-t-il déclaré. Il propose l'élaboration d'une charte pour prévenir les violences physiques ou verbales et les mauvais comportements. Les congressistes se sont également montrés préoccupés par la gouvernance de la Transition.

Place du 13-Mai : un journaliste arrêté (puis relâché) par l'Emmo-Reg. *Midi* révèle que deux arrestations ont été opérées : le journaliste Lucien Ranaivoson de *Radio Feon'Imerina* et Guy Rangondona, ancien responsable de la sécurité au Magro d'Ankorondrano, siège des « *légalistes* ». Le journaliste aurait été repéré durant les échauffourées du 29 mars à la stèle d'Ambohijatovo. La question qui se pose est de savoir s'il s'y était rendu en qualité de journaliste ou de simple manifestant. Trois autres « *fauteurs de trouble* » ont été placés sous mandat de dépôt après leurs auditions au Parquet avec 3 autres personnes qui ont été remises en liberté. Accusés d'être à l'origine des troubles à Ambohijatovo le 29 mars, ils sont également inculpés d'outrage aux forces de l'ordre.

Rumeurs de complot : la « *Convention de Vohipiraisana* »¹. Le quotidien pro-HAT *La Vérité* écrit : « *Des politiques et des hommes en treillis, avides de pouvoir, ne semblent point chômer pour détecter la moindre brèche par où s'engouffrer dans le dessein machiavélique de siéger dans les plus hautes sphères de l'Etat. Ainsi, une haute personnalité militaire au sein du régime de Transition, de connivence avec une autre haute personnalité politique, mais déjà démise de ses fonctions au sein du même régime, a concocté un projet de texte, dénommé « Convention de Vohipiraisana ». Une Convention par le biais de laquelle ce haut gradé comptait octroyer les pouvoirs de Chef de l'Etat à un Premier ministre.[...] Comme la quasi totalité des responsables des hommes en uniforme a*

¹ Cf Blog Justmad, « *articles remarqués* » avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/98/06/448497/51489757.pdf>

catégoriquement refusé de suivre, le projet est tombé à l'eau. Un coup d'Etat de velours avorté ! ». Ce document préconiserait en son article premier « la mise en place d'un Conseil Supérieur Mixte de Médiation et de l'Ethique », « instance suprême de la Transition ». « Le Conseil, dirigé par un président, comporte 3 organes : un organe de médiation, un organe de Défense nationale et de Sécurité publique et un organe de Concorde nationale ». Par ailleurs, « le Conseil dispose d'un secrétaire exécutif permanent ».

Selon 24heures, « certains considèrent la Convention de Vohipiraisana comme la réplique à la Convention d'Epinal initiée par Norbert Lala Ratsirahonana, membre de la HAT, conseiller spécial d'Andry Rajoelina et président national de l'AVI. Cette Convention d'Epinal, signée le 6 juin 2009 par 8 hommes politiques membres d'un groupe de contact, proposait de réformer la Transition en nommant ses signataires à des ministères et Norbert Lala Ratsirahonana à la tête d'un organe législatif de 22 membres. Elle préconisait le remplacement du chef du gouvernement par Atom Sileny et privilégiait les relations avec les autorités françaises. Norbert Lala Ratsirahonana fut accusé de vouloir isoler Andry Rajoelina des politiques qui l'ont soutenu durant le mouvement populaire ».

Armée : des tracts contre le général Rakotonandrasana. Selon *Midi*, des tracts réclamant la démission du ministre de la Défense circulent dans les casernes. Il est soupçonné par les autorités d'être l'un des initiateurs de la « Convention de Vohipiraisana ». [Rappel : le général figure parmi les officiers supérieurs qui avaient rallié le camp d'Andry Rajoelina en mars 2009. Il était le chef de file des mutins du Capsat].

« Le régime de Transition menacé par divers « complots », écrit Madonline. Au cours des derniers jours, de folles rumeurs sur des velléités de coup d'Etat ont sérieusement inquiété les dirigeants de la HAT. Les médias pro-TGV ont dénoncé des « complots » qui viseraient à écarter Andry Rajoelina du pouvoir. Certains de ses proches collaborateurs ont dénoncé l'existence de manœuvres, notamment au sein de l'armée, en vue de transmettre le pouvoir à un groupe de militaires et d'intellectuels, chargé d'organiser une Conférence nationale, un référendum constitutionnel et des élections. Depuis le début de la crise, Andry Rajoelina affiche beaucoup d'hésitation dans sa démarche. Ce qui insécuriserait ses propres partisans. Le remaniement gouvernemental sensé s'ouvrir à des représentants des 3 mouvances se fait toujours attendre et le calendrier électoral n'est toujours pas fixé.

Les paramédicaux aux abonnés absents. Ils se disent déterminés à renforcer leurs revendications, après leur rencontre avec le président de la HAT. Aucun service ne sera assuré par les paramédicaux durant les fêtes de Pâques. «*Les paramédicaux sont malades*» ou encore « *nous revendiquons notre statut particulier*», tels sont les mots d'ordre qui ont été griffonnés avec leur sang sur le parquet et les vitres à l'entrée du grand hôpital HJRA. Une radicalisation condamnée par plusieurs médias qui considèrent ce geste comme une non-assistance à personnes en danger. La présidence de la HAT justifie l'échec des négociations par « *l'inconscience et la mauvaise foi* » des paramédicaux qui prendraient en otage les malades, selon *Tribune*. La revalorisation de la grille indiciaire de ces personnels aurait un impact budgétaire de 27 milliards Ar. Le pouvoir de Transition a fait savoir que ce montant ne peut être mobilisé ni pendant la Transition actuelle ni durant la IVème République. Il déplore l'extrémisme du mouvement, comme en témoignent, selon lui, les graffitis en lettres de sang apposés par les grévistes et qui ont causé un traumatisme chez les malades et chez les visiteurs. Les paramédicaux répliquent que l'Etat s'est rendu coupable d'une injustice, en donnant satisfaction aux revendications des seuls médecins, alors que dans les centres de santé de brousse, les paramédicaux effectuent des actes normalement dévolus aux médecins. Les leaders des personnels d'appui, les personnels administratifs et les paramédicaux des centres de santé publics de la capitale se plaignent d'être menacés de représailles de la part des autorités. «*La mise en application de sanctions à notre rencontre pourrait mal se terminer. Déjà,*

L'arrestation de certains d'entre nous le 15 mars dernier avait conduit à l'augmentation du nombre de ceux qui participaient au sit-in. Des sanctions seraient très mal pris par les collègues», a prévenu l'un des leaders.

2 avril : la visite des émissaires français relance les spéculations sur la reprise des négociations entre les mouvances Rajoelina et Ravalomanana. 18 « détenus politiques » en grève de la faim. Le Conseil d'Etat report sine die le recours du CNMDDH visant la désignation des membres de la CENI.

Un remake des négociations entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana serait discuté dans les hautes sphères du pouvoir. À l'issue de la visite d'Alain Joyandet et d'Alain Parant, *L'Express* rapporte que l'idée d'un tête-à-tête entre les deux protagonistes fait son chemin. L'option écarterait de fait les deux autres chefs de file, que le vice-amiral Hyppolite Ramaroson, vice-Premier ministre chargé des Affaires étrangères qualifie de «*simples modérateurs devenus acteurs incontournables du dialogue*». La mouvance Rajoelina ne serait pas hostile à une telle initiative, à condition que l'on ne remette pas sur la table les Accords de Maputo et que l'on ne remette pas en cause le choix, entériné lors de l'Atelier d'Ivato, d'organiser en premier des élections législatives débouchant sur une Assemblée constituante. L'élargissement du gouvernement et la tenue des élections dans les plus brefs délais constitueraient les exigences mises en avant par les émissaires français.

« Alain Joyandet : une médiation dans la médiation », titre Madonline. « Le secrétaire d'Etat français à la Coopération entame un nouveau cycle de négociation entre les mouvances. Une initiative que la France mène toute seule. Les propositions de sortie de crise de la France ne diffèrent guère de celle avancée par le président de la Commission de l'UA, Jean Ping. A savoir des élections « crédibles », un gouvernement d'union nationale, une garantie de sécurité et de retour au pays pour Marc Ravalomanana ». Pour le site, la HAT est incapable de gérer le pays et de mener la Grande Ile vers la IVème République. Les calendriers avancés par Andry Rajoelina changent au gré des événements. En face de lui, les opposants sont incapables de renverser la vapeur, et la situation est bloquée. Sans doute, les autorités françaises sont conscientes que Rajoelina est en train d'aller droit au mur, mais qu'il ne s'en rend pas compte. Sans doute aussi, la France est-elle consciente qu'on ne peut pas ignorer Marc Ravalomanana malgré le désir de la HAT de ne plus prendre en considération les volontés du président déchu de remettre sur le tapis les Accords de Maputo. Selon des sources concordantes, les Français veulent en finir avec la crise malgache.

18 « détenus politiques » de Tsiafahy en grève de la faim. L'information a été donnée par leurs familles au quartier général de la mouvance Madagasikara. Ces personnes qui ont été interpellées entre avril 2009 et janvier 2010. Les familles dénoncent l'absence de toute avancée des procédures les concernant et rappellent que les Accords de Maputo prévoient la libération des prisonniers politiques. La ministre de la Justice, Christine Razanamahaso, a toujours nié que ces personnes aient été emprisonnées pour motif politique, affirmant qu'ils sont poursuivis pour des délits de droit commun : actes de dégradation de biens ou pose de bombes artisanales. La garde des Sceaux a affirmé que, comme à l'étranger, ils ont le droit de faire une grève de la faim, l'administration étant tenue de prendre en charge les soins en cas de besoin. Commentaire de *Sobika* : «*Leur grève de la faim est juste car on n'est pas à Guantanamo. Si cela existait sous Ravalomanana, ce n'était pas tolérable et cela ne doit pas être tolérable non plus sous Rajoelina* ».

Près de 100 « mpibizina », vendeurs à la sauvette et petits trafiquants, interpellés par la police au centre-ville d'Antananarivo. Les forces de l'ordre sont arrivées à l'improviste,

pour passer au peigne fin les alentours, provoquant une vive émotion dans le quartier. Sous forte escorte policière, les personnes interpellées ont été embarquées à bord de plusieurs véhicules et conduits au commissariat. Pour le directeur de la PJ, l'opération répond au souci d'assainir les quartiers centraux devenus, depuis le début de la crise, le lieu de tous les trafics. Des milliers de personnes ont été victimes de ces individus malintentionnés, des centaines de plaintes ont été déposées, indique *Midi*. La multiplication de licenciements dans les zones franches et la dégradation de la situation économique ont provoqué l'explosion du commerce informel. Les rues de la capitale sont devenues un véritable bazar en plein air et les autorités municipales ont jusqu'ici échoué à canaliser et contrôler ces activités.

Pour *La Gazette*, « l'action est louable, l'efficacité est plus ou moins douteuse. En tout cas, la principale question qui se pose est de savoir si la rafle opérée à Analakely constitue effectivement le début d'un véritable assainissement. Une opération qui devrait commencer d'abord par la transparence sur le hold-up perpétré durant cette période de Transition sur stocks de riz, de farine et d'huile alimentaire de Marc Ravalomanana au port de Toamasina. [...] L'assainissement qui est la seule et unique voie pour Andry Rajoelina de récupérer la confiance de la population, doit aussi faire la lumière sur cette scandaleuse exploitation massive de bois de rose. Il est vrai que le trafic illégal de ce bois précieux a commencé avec le régime de M. Ravalomanana. Mais en dépit des discours du changement, c'est plutôt la continuité qui s'est prolongée sous M. Rajoelina ».

Conseil d'Etat : recours contre la CENI renvoyée sine die. La demande de sursis à exécution du décret portant nomination des membres de la CENI a été renvoyée à une date ultérieure à la demande de l'avocat de l'Etat. L'avocate agissait pour le compte du Comité Malgache de Défense des Droits de l'Homme (CNMDDH), qui conteste le mode de désignation des représentants de la société civile. Le président du CNMDDH, Alisaona Raharinarivonirina, explique que les nominations ont été faites avant la publication du décret réglementant la CENI, ce qui n'a pas permis aux associations intéressées de connaître les conditions de candidature. Le dépôt de la requête de sursis à exécution aurait dû avoir pour effet de suspendre la décision, or la prestation de serment des membres de la CENI s'est déroulée dans l'heure qui a suivie. Le président de la CNMDDH déplore que les autres organisations de la société civile n'aient pas réagi, ajoutant : « On ne peut donc pas compter sur la société civile dans l'instauration de l'Etat de droit dans ce pays. C'est le chacun pour soi, la recherche d'intérêts personnels ou d'intérêts propres à chaque organisation. Il y a là quand même une responsabilité de l'Etat. Il faudrait un encadrement juridique de la société civile ».

Le « Mouvement des ecclésiastiques » annonce la tenue d'un nouveau grand rassemblement de prière au cours duquel il présentera des propositions de sortie de crise. La commune d'Antananarivo a accordé l'utilisation du stade d'Alarobia. L'occasion sera saisie, dit-on, pour sensibiliser les responsables afin qu'ils mettent fin aux « alternances en prison » qui ne résolvent rien.

CPS de l'UA : 15 nouveaux membres chargés «d'appliquer les sanctions». Une «vaste restructuration» de cet organe est en cours, elle fait suite à l'élection de 15 nouveaux membres lors du 14e Sommet de l'UA, début février. On apprend de source diplomatique qu'ils auront notamment pour mission de «s'atteler à l'application d'un train de mesures imposées contre Madagascar et la Guinée». Ces sanctions n'ont encore rien d'effectif, les personnalités figurant sur la «liste noire» pouvant toujours effectuer des voyages à l'extérieur. C'est dans ce contexte que survient cette réorganisation du CPS, avec, en ligne de mire l'établissement d'une liste d'entités économiques «sanctionnables pour avoir soutenu le régime».

3 avril : Marc Ravalomanana favorable une rencontre à quatre. L'ambassadeur américain confirme sa position : pas d'élection sans réconciliation préalable.

Marc Ravalomanana pour une rencontre à quatre. L'ancien président est à nouveau intervenu depuis Johannesburg pour préciser sa position sur la reprise des négociations. Il n'a pas repoussé l'idée d'une participation plus importante de la France dans la recherche d'une sortie de crise, et ce compte tenu de l'appartenance de Madagascar au monde francophone. Il a laissé entendre que l'Afrique du Sud devrait également être l'un des acteurs importants de cette nouvelle tentative de rapprochement. Marc Ravalomanana a cependant ajouté que si rencontre il devait y avoir, elle devrait se faire avec les 4 parties malgaches et non pas seulement à deux, et ce pour des raisons de transparence. Évoquant son avenir personnel, l'ancien président a exprimé une nouvelle fois sa volonté de revenir à Madagascar pour « *servir son pays* », et a révélé qu'il avait refusé à Maputo les invitations à renoncer à une candidature aux élections, invitations qui avaient été formulées notamment par l'OIF. Il a même ajouté, sans préciser cependant qui lui aurait fait une telle offre, qu'il avait refusé des promesses d'argent et de restitution de la gestion du groupe Tiko conditionnées à une non-participation aux prochaines présidentielles. L'ancien président a de nouveau dénoncé le traitement, qu'il juge politisé, des dossiers de Tiko par la Justice et protesté de la séparation des affaires de ses sociétés de celles de l'État pendant ses deux mandats présidentiels. Des rumeurs ont été récemment propagées selon lesquelles l'Etat pourrait prendre en main la gestion du groupe Tiko.

Niels Marquardt : « Une élection sans réconciliation signifie sanction ». L'ambassadeur des Etats-Unis a expliqué lors de l'inauguration du nouveau siège de son ambassade que le pouvoir actuelle à Madagascar sera sanctionné par les États-Unis s'il persiste à organiser une élection sans réconciliation préalable : « *Un consensus est la seule porte de sortie de crise pour ce pays, mais c'est aux Malgaches de trouver leur propre voie de sortie de crise.[...] Le gouvernement américain a prévu un budget pour une élection consensuelle. [...] Si la voie choisie par l'autorité actuelle est maintenue, les sanctions de la part des Etats-Unis vont tomber. Tout le monde préfère ne pas aller dans ce sens de la punition* ». Le diplomate précise que son gouvernement n'a pas encore pris de décision quant à l'application des sanctions décrétées par l'UA : « *les diplomates ont un bâton et une carotte, nous préférons que ce soit la carotte qu'on utilise pour Madagascar mais pas le bâton* ».

Pour La Gazette, des zones d'ombre existent sur l'acquisition du domaine occupé par la nouvelle ambassade américaine. On sait qu'après avoir longtemps cherché, les diplomates ont jeté leur dévolu sur ces rizières qui ont été comblées. On laisse entendre que Marc Ravalomanana aurait remis gracieusement cette parcelle à l'ambassadeur en 2007. C'est à cette date également qu'à proximité l'ancien président a « *acquis* » et remblayé des rizières à Andohatapenaka, opération illégale qui lui a valu récemment une condamnation à 5 ans de travaux forcés. Y a-t-il un lien entre Andohatapenaka et Ambohibao ? Lors de l'inauguration, l'ambassadeur n'aurait pas été très convainquant sur le statut juridique du terrain. La nouvelle ambassade serait défendue par 150 marines, croit savoir *La Gazette*, qui titre : « *Ambassade américaine : devenue une base militaire ?* »

Le Père Pedro adresse une lettre ouvert à Louis Michel. Il exprime sa « *forte déception* » envers sa proposition de renforcer les sanctions européennes à l'encontre de Madagascar. Il rappelle que l'UE a toujours été « *le grand ami de Madagascar* » et il s'interroge : « *Pourquoi punir un peuple souverain, qui souhaite plus de démocratie ?* ». Le Père Pedro affirme que « *le pays est en paix* » et que « *la priorité la plus urgente c'est sauver le peuple de Madagascar* ». Il écrit que « *si un accord doit avoir lieu ce sont aux Malgaches eux-mêmes de prendre les décisions et à personne d'autre ! Bien que Madagascar fasse partie du continent africain, elle est très différente des autres pays et a ses propres particularités* ». Le missionnaire reconnaît qu'il a apporté un soutien de poids à

Marc Ravalomanana en 2002 mais il partage le point de vue du ministère français des Affaires étrangères sur les dérives du régime qui ont conduit à sa chute².

« Père Pedro est il passé du rôle d'observateur à celui d'acteur politique ? », s'interroge Sobika. « Que le Père, au nom du peuple malgache demande l'annulation des sanctions, cela se comprend, mais le fait est que sa demande légitime et humaine est biaisée par une argumentation partisane. Les sanctions, tout le monde s'accorde à dire qu'elles n'auront aucun impact sur la vie quotidienne des malgaches. En écrivant cette lettre, Père Pedro veut en filigrane défendre la HAT, dont Andry Rajoelina a été le seul président à lui rendre visite à Akamasoa. [...] Mais son erreur de communication, qui peut se retourner contre lui, est de prendre parti sur la prise du pouvoir et sur les capacités de Louis Michel à connaître le pays [Il a notamment écrit dans sa lettre ouverte : "Vous ne connaissez pas suffisamment Madagascar, même si vous y avez séjourné quelques fois du temps de l'ancien président démissionnaire et destitué par le peuple !"]. [...] Est-ce, ce Père Pedro politisant que les malgaches veulent voir ? Pas sûr ».

Le GTT International et la sénatrice Eliane Naika ont publié un « droit de réponse » au Père Pedro le 8 avril³.

4 au 6 avril : rumeurs de coup d'Etat déjoué durant le week-end pascal. Des voix divergentes se font entendre au sein de la HAT. Forte affluence au culte à connotation politique du « Mouvement des ecclésiastiques ».

La HAT, par le biais du lieutenant-colonel Charles, a annoncé qu'une tentative de coup d'Etat a été déjouée durant le week-end pascal. Nul ne sait si cette annonce repose sur de véritables fondements, observe Sobika, mais la FIS a jugé nécessaire de faire une démonstration de force devant le palais d'Ambohitsorohitra. Une enquête aurait été ouverte pour vérifier le bien fondé de ces rumeurs. Selon Midi, « le spectre d'un directoire militaire plane actuellement dans les casernes ». Le quotidien estime une nouvelle fois que la tension monte au sein des forces armées. La publication des résultats de l'enquête menée par le Bianco concernant l'affaire du détournement de fonds de l'ancien président Ravalomanana se fait attendre. Les propos alarmistes des responsable de la FIS sont contredits par Organès Rakotomihantarizaka, ministre de la Sécurité intérieure, qui tente de banaliser l'affaire et insiste sur la difficulté de mener à bien un coup d'État armé.

Forte affluence au culte du « Mouvement des ecclésiastiques ». 40.000 fidèles se sont rassemblés au stade d'Alarobia le lundi de Pâques. De nombreuses personnalités politiques qui ne font pas parties de la mouvance Rajoelina ont participé au rassemblement, notamment le « co-président de la Transition », Fetison Rakoto Andrianirina, le numéro Un des femmes legalistes, Ihanta Randriamandranto et le président national du MFM, Manandafy Rakotonirina. L'accent a été mis sur la libération de tous les prisonniers politiques de 2009 et la nécessaire réconciliation nationale. Les animateurs ont insisté sur le fait que « la revendication se fera sous le signe du respect du Fihavanana malagasy ». Un culte religieux qui tenait largement de la manifestation politique, observe l'éditorialiste de Tribune, qui ajoute : « un modus vivendi de ceux qui s'intéressent à la chose politique est peut-être en train d'émerger lentement de cette interminable crise. Ce modus vivendi, c'est d'abord et avant tout l'acceptation du principe que l'opposition a des droits et aussi des devoirs. Si l'on entend publier un journal ou créer une radio, on doit pouvoir le faire sans crainte d'être harassé ; si l'on entend critiquer le gouvernement, on doit être libre de le faire sans avoir à recourir à un pseudonyme et en étant assuré de ne pas subir de pressions ; si l'on entend organiser un parti, on doit pouvoir être libre de la faire sans être harassé. Réciproquement, il ne faut pas confondre droit à manifestation et droit à manifestation dans la rue ; et on ne peut pas faire l'amalgame entre liberté d'expression et liberté de diffamer ou de

² Cf blog Justmad, « articles remarqués » avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/02/90/448497/51553677.pdf>

³ Cf blog Justmad, « articles remarqués » avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/99/32/448497/51778041.pdf>

colporter des rumeurs ». D'après Fetison Rakoto Andrianirina, les responsables religieux voudraient ramener les quatre mouvances autour d'une table de négociation.

Voninahitsy Jean Eugène (VJE) : « *Les Forces du Changement (FDC) sont ignorées* ». Il affirme que la Transition est pilotée par trois personnes qui décident de tout : Norbert Ratsirahonana, Zazah Ramandimbarison et Annick Rajaona. VJE continue cependant de soutenir Andry Rajoelina mais il met en garde : « *on ne peut pas tolérer sous Andry Rajoelina, les pratiques qu'on avait dénoncées du temps de Ravalomanana* ». Et de citer entre autres, le fait de monter des dossiers contre tous ceux qui dérangent. Il estime que « *la liberté d'expression pour laquelle on avait lutté, devrait être garantie à chaque citoyen* ». Y compris aux trois mouvances, « *sous réserve que ces dernières ne versent pas dans la provocation ni dans la violence* ». VJE affirme enfin que bon nombre de dirigeants de la Transition « *font des magouilles* ». Sobika confirme que « *que des voix se font entendre de plus en plus clairement contre le régime en place et pas toujours en provenance du camp d'en face* ».

Monja Roindefo critique la CENI. L'ancien Premier ministre ne rate pas l'occasion de fustiger le régime. La CENI « *ne pourra pas marcher si elle penche en faveur d'une seule mouvance* », a-t-il déclaré à l'occasion d'une rencontre organisée par son parti, le Monima. « *L'institution devrait être composée des différentes sensibilités politiques, ce qui ne semble pas le cas* », a-t-il lancé, ajoutant : « *la création de la CENI devrait respecter aussi bien la souveraineté nationale que les normes internationales* ».

Le ministre de l'Éducation nationale Julien Razafimanazato dénonce la désinformation. De retour d'une mission à Paris, le ministre lance un avertissement aux auteurs de fausses informations. Il appelle les autorités de la Transition à sévir contre ceux qui pratiqueraient de l'« *intox* » via Internet.

Selon 24heures, Alain Joyandet s'est bien rendu à Johannesburg le 1er avril, à la suite de sa visite éclair à Antananarivo, mais Marc Ravalomanana aurait refusé de le rencontrer, signifiant son refus de la proposition française. Ce refus aurait été encouragé par certains partenaires ayant participé aux Accords de Maputo et Addis-Abeba.

7 avril : situation de malaise favorable à la prolifération des « bruits de bottes ». Des appels au retour des militaires au pouvoir pour sortir de l'impasse. La société civile demande à la France de clarifier sa position.

Le général Rakotonandrasana, ministre des Forces armées, serait dans le collimateur du pouvoir. Son limogeage serait plus que jamais en discussion, annoncent plusieurs quotidiens. Les choses semblent s'accélérer depuis la réunion organisée par le général suite à la réception des 4 hélicoptères belges à Ivato le 27 mars. Le ministre avait réuni les hauts responsables militaires « *pour trouver une solution afin d'améliorer la situation* ». Dans la journée, le général Bruno Razafindrakoto, commandant de la gendarmerie, avait apporté son soutien à Noël Rakotonandrasana. « *Le ministre des Forces armées n'a pas l'intention de fomenter un coup d'État* », avait-il affirmé. Depuis, plusieurs réunions de cadres de l'armée et de la gendarmerie se sont succédées, des entrevues ont eu lieu au ministère et à la présidence de la HAT, sans que l'on puisse en déterminer l'objet. Les intéressés tentent de banaliser ces rendez-vous. Le limogeage du ministre des Forces armées ne serait pas de nature à calmer l'ébullition qui s'est emparé des troupes, estime *La Gazette*. On évoque sans complexe dans la hiérarchie militaire des sujets considérés comme tabous, comme la mise sur pied d'un directoire militaire qui conduirait le processus de sortie de crise avec plus de « *punch* ». Une junte pourrait avoir les faveurs de la communauté internationale, notamment si elle prépare

avec rapidité et neutralité les élections. Certains officiers sont sûrs qu'un directoire militaire obtiendrait la reconnaissance internationale, s'il est approuvé par Marc Ravalomanana. *Le Matin* rappelle que lors de sa dernière intervention Marc Ravalomanana a clamé haut et fort qu'il n'est pas favorable à une prise du pouvoir par l'armée. « *Il y a des militaires qui me soutiennent mais je ne veux pas de guerre civile* », a-t-il précisé. Néanmoins, cette déclaration n'a rien de rassurant. Au contraire, elle sonne comme un avertissement. L'important étant, pour le moment, la présence d'une possibilité de « *coup d'Etat* » et non pas l'absence d'un plan déjà conçu pour le mettre en application. En tenant ces propos, l'ancien chef de l'Etat laisse entrevoir en effet qu'il est possible qu'une partie de l'armée se joigne à lui pour mettre fin au régime transitoire. Au fur et à mesure que le temps passe, il apparaît que l'impasse dans laquelle se trouve le pays est insurmontable. Or, en dépit d'une certaine « *normalisation* » de la vie quotidienne, les dirigeants ne doivent pas perdre de vue que la population, dans sa grande majorité, aspire à un règlement rapide de la crise. Certaines forces politiques en sont conscientes et n'hésitent pas à appeler à un retour des militaires au pouvoir si l'actuelle Transition s'avère incapable de régler le conflit. De tels appels sont sans aucun doute tombés dans des oreilles attentives au sein de la « *grande muette* », l'armée étant toujours considérée à Madagascar comme le dernier rempart de la République en danger. La conjugaison de tous ces paramètres ne peut que créer un malaise favorable à la prolifération de bruits de bottes.

Le colonel Camille Vital tire à boulets rouges sur les trois mouvances. *Madonline* écrit : « *Le Premier ministre Vital paraît dépassé sur l'échiquier politique du moment et concède qu'il n'est pas un expert en la matière. La stratégie des autres politiciens, en l'occurrence celle des anciens présidents de la République, dérouté le colonel, qui semble regretter que la mouvance Rajoelina ait à traiter avec trois et non une mouvance politique : « au début, Albert Zafy et Didier Ratsiraka ont été sollicités comme médiateurs et les voilà qui sont à la tête de leur propre mouvance* ». En vue de la constitution d'un gouvernement d'union nationale, Camille Vital dit avoir lancé des pourparlers officieux avec des amis appartenant à la mouvance Ratsiraka et officiels avec un membre influent de la mouvance Ravalomanana. Pour le moment, c'est un échec. L'expérience d'un pseudo-gouvernement d'ouverture aujourd'hui complètement dévoué à Andry Rajoelina ne plaide pas en faveur d'une telle initiative. Le projet d'un gouvernement Vital II est dans l'impasse. Le deuxième Premier ministre de la HAT souffre de circonstances juridico-légales ambiguës. Sa nomination est entachée d'un recours au tribunal administratif. L'empreinte d'Eugène Mangalaza, le dernier Premier ministre officiel, placée à la tête d'un hypothétique gouvernement d'union nationale, n'est pas encore effacée. Camille Vital attaque de front les trois mouvances que la HAT a mis dans un même paquet étiqueté « *opposition* ». Il leur reproche de ne pas avoir répondu à l'appel pour la mise en place de la CENI ».

Maison de force de Tsiafahy : flou sur la grève de la faim des « détenus politiques ». L'autorité ministérielle a annoncé que ces derniers avaient mis fin à leur manifestation, ce que contredisent les familles des détenus. L'administration pénitentiaire accuse celles-ci d'avoir cherché à manipuler l'opinion publique.

Société civile pro-Maputo : « Que cherche la France ? ». La question a été soulevée par Lalao Randriamampionona, de la Plateforme de la société civile, en réponse à des journalistes qui la pressaient de réagir à la visite surprise d'Alain Joyandet et du conseiller Afrique de l'Elysée, André Parant, fin mars. La présidente du Collectif demande la transparence sur cette rencontre. Elle suspecte la France d'avoir imposé une solution à Andry Rajoelina. « *Il y a une opposition entre les déclarations des plus hautes autorités françaises et des représentants qui viennent à Madagascar* » estime Lalao Randriamampionona. Fara Pierre Bernard du CCOC se plaint pour sa part que la société civile n'ait pas été consultée par la délégation française alors qu'il s'agit d'une affaire nationale qui implique la société civile. « *Les représentants de*

l'UE et même Jean Ping nous ont consulté lors de leur passage à Madagascar, mais pas les représentants de l'Etat français » ajoute la présidente de la Plateforme.

Sanctions internationales : « la HAT peut compter sur la France », estime Madonline qui poursuit : *« Les précisions apportées par Jean-Marc Châtaigner, le seul à avoir remis ses lettres de créance à Andry Rajoelina, clarifie la position de Paris sur l'impasse politique. Une souveraineté totale pour appliquer ou non les sanctions ciblées prononcées par l'UA, responsabilité partagée par les quatre mouvances dans l'échec de l'application des accords signés... »*. L'ambassadeur précise en effet : *« La France n'est pas directement liée par les décisions du CPS de l'UA puisqu'elle n'est pas membre de cette organisation, pas plus que l'UE ne l'est »*. Il ajoute : *« c'est un processus long au terme duquel la décision de prise de sanctions doit obtenir l'unanimité des 27 membres de l'UE pour qu'elle soit appliquée par l'ensemble de ses membres »*. L'ambassadeur rappelle ainsi que *« si Paris n'est pas d'accord pour sanctionner la HAT, c'est toute l'Union qui ne le sera pas »*. Pour l'ambassadeur, on peut débattre *« de l'efficacité de nouvelles sanctions pour résoudre la crise malgache »* mais en tenant compte des *« responsabilités de l'échec des négociations dans la mise en place des accords de consensus, lesquelles sont largement partagées »*. Les trois mouvances qui, selon lui, ont passé l'accord *« unilatéral »* de Maputo III et le président de la HAT qui a décidé de réorganiser seul le régime de Transition, sont tout aussi responsables de cette impasse. Les deux parties ont contredit l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Le diplomate réitère que son pays n'agit pas seul et cherche toujours, en liaison avec toutes les parties concernées et l'ensemble des membres du GIC, à *« ramener la stabilité politique et l'établissement d'un ordre démocratique durable à Madagascar »*.

8 avril : limogeage du ministre des Forces armées suspecté d'être compromis dans un projet de coup d'Etat. Un projet de remaniement gouvernemental qui peine à se concrétiser. Durcissement de la grève des paramédicaux.

Le général Noël Rakotonandrasana, ministre des Forces armées, limogé. La HAT réagit de manière radicale aux rumeurs de coup d'Etat et Andry Rajoelina se sépare de l'un des anciens colonels mutins qui l'ont aidé à prendre le pouvoir en mars 2009. Le Premier ministre assure l'intérim jusqu'à la mise en place d'un nouveau gouvernement. *« Durant cette courte période, on va s'atteler à la résolution des Assises militaires »*, dit-il, afin de calmer le mécontentement des hommes de troupe, déçus de l'absence de mise en œuvre des résolutions de cette Conférence nationale. Mais la question centrale que Camille Vital ne veut pas aborder de front reste celle des rumeurs de putsch. Il admet tout de même que des réunions suspectes ont effectivement eu lieu et qu'il n'en a pas été informé. Des officiers supérieurs, dont certains sont venus de toutes les régions, ainsi que des hommes politiques, y ont participé. Le ministre affirme ne pas avoir été avisé de son éviction. Il n'aurait pas été consulté et on ne lui a pas donné l'opportunité de s'expliquer. Critique sur la situation politique qui s'enlise, il déclare : *« Je peux vous dire que l'histoire se répète. Ce qui se faisait durant l'ancien régime est en train de se reproduire. Ce n'est pas ce qui a été convenu, nous nous sommes battu pour le changement »*.

Le sort du CEMGAM, le général Ndrianarijaona et du commandant de la gendarmerie nationale, le général Bruno Razafindrakoto, reste incertain. A noter que ces 3 hommes sont issus de la 11ème Promotion de l'Académie militaire d'Antsirabe. Ce trio, qui dirige les Forces armées depuis mars 2009, se trouve ébranlé et des observateurs s'interrogent sur les réactions qui pourraient en résulter. *La Gazette* observe *« qu'à bien des égards, l'Académie militaire est à l'origine de tous les complots, de tous les coups d'Etat à Madagascar et en Afrique »* [allusion à Thomas Sankara (Burkina Faso) et Amadou Tandja (Niger), qui sont passés par cette école]. Pour le quotidien, *« officiers et hommes de troupe pourraient se diviser en pro-Noël et anti-Noël, le gros risque étant de voir la scission prendre une teinte ethnique »*, remake des événements

de 1975 qui ont conduit à l'assassinat du chef d'Etat et chef du gouvernement d'alors, le colonel Richard Ratsimandrava. *La Gazette* ajoute : « *Le mouvement du général Noël Rakotonandrasana pourrait, par ailleurs, être récupéré par les politiques et exploité pour attiser la contestation. L'ex-Premier ministre Monja Roindefo s'est rangé à ses côtés, de même que les trois mouvances qui profitent de la situation pour accroître la déstabilisation* ».

La Primature a instauré un comité spécial de suivi des résolutions prises lors des Assises militaires, tenues au CCI d'Ivato les 27 et 28 mai 2009. Le colonel Camille Vital accuse le général Noël Rakotonandrasana d'avoir été incapable de mettre en œuvre les résolutions de ces Assises.

Commentaires de Tribune : « *Le gouvernement commence à s'engager dans une voie de plus en plus claire : la purge par rapport aux premiers acteurs de l'avènement d'Andry Rajoelina au pouvoir. Après Monja Roindefo, ce fut Masimana Manantsoa, aujourd'hui Noël Rakotonandrasana, puis Damy (chef de Région de l'Anosy). Viendront sans aucun doute les autres qui n'affichent pas la couleur des tenants des vrais pouvoirs de décisions. [...] On ne prête qu'aux riches. Les rumeurs concernant un coup d'État orchestré par Noël Rakotonandrasana ont acquis leur crédibilité notamment parce que l'individu a quelques antécédents en la matière. Issu du RFI basé à Ivato, il était devenu l'homme fort du Capsat en mars 2009 et avait fait basculer le rapport de forces militaires. Ce rapport de forces peut-il basculer à nouveau ? Camille Vital est persuadé que non. Comme on n'est jamais trop prudent, le Premier ministre, qui n'en est pas moins colonel, fait un clin d'œil appuyé à l'armée en relevant qu'aucune des résolutions des Assises militaires n'ont connu de réalisation et en communiquant sur le fait qu'avec lui les choses pourraient changer*».

Pour Sobika, « *les militaires ont le vent en poupe depuis la crise : ils sont reconnus à la fois comme force de l'ordre et comme force de pression. Ils deviennent donc exigeants et comme nous avons l'armée la plus gradée du monde par rapport au nombre de soldats, notre armée porte en elle les germes de la jalousie et de la convoitise, qu'une situation instable comme une période de transition aura du mal à calmer* ».

Remaniement gouvernemental. Camille Vital entretient le flou. Il évite de se prononcer sur le calendrier de mise en place de son équipe, sous-entendant quelques difficultés dans l'entreprise. Le chef du gouvernement soulève un « *problème* » dans la réalisation de sa mission. « *Vous savez qu'il y a un petit problème dans la mise en place de la CENI* », a-t-il avoué, faisant allusion au boycott des 3 mouvances. Il n'est pas exclu que l'allusion à ce boycott s'étende à la formation du gouvernement, malgré les négociations engagées. Le Premier ministre minimise une nouvelle fois l'apport des mouvances des trois anciens présidents. Il énumère « *d'autres forces politiques* » capables de suppléer les récalcitrants, afin de briser l'étiquette unilatéraliste qui colle au régime de transition.

Le parti Vert conteste à son tour les modalités de création de la CENI. Saraha Georget, présidente du parti Vert Hasin'i Madagasikara, demande la transparence sur les modalités de désignation de certains membres de la CENI, notamment du représentant des journalistes et de ceux des partis politiques pro-pouvoir.

Libération des « détenus politiques ». Le « *Mouvement des ecclésiastiques* » tergiverse. Ses responsables semblent avoir du mal à concrétiser l'engagement pris lors du culte du lundi de Pâques. Ils annoncent avec prudence leur intention de rencontrer les autorités ministérielles mais la ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, a pris les devants : elle avance que contrairement au régime précédent, le pouvoir transitoire n'a jamais placé de détenus politiques à la maison de force de Tsiafahy. La garde des Sceaux n'a pas voulu qualifier de « *détenus politiques* » les personnes poursuivies à la suite des événements de 2009, et qui sont encore incarcérées. « *La libération des poseurs de bombes est-elle une manifestation de l'amour de la patrie ? Laissez-les [les ecclésiastiques] faire ce qu'ils veulent mais Dieu les voit* », a-t-elle réagi.

Elle soutient que Manandafy Rakotonirina, Hanta Randriamandranto et Raharinaivo Andrianatoandro étaient les derniers des détenus politiques et qu'ils ont été remis en liberté.

Grève des paramédicaux : opération « centres de soins sans paramédicaux ». A l'instar du mouvement des médecins, les paramédicaux ont décidé la mise en application de ce mot d'ordre. Le bras de fer est enclenché et les paramédicaux se sentent en position de force car selon eux, le fonctionnement normal des établissements hospitaliers dépend à 95% des paramédicaux. « *Les Centres de Santé de Base, dont le fonctionnement est assuré uniquement par les paramédicaux, représentent près de 71,5 % de tous les CSB de Madagascar* », précise Marcellin Razafimahefa, vice-président national de leur syndicat. Les 6 écoles d'infirmiers et sages-femmes du pays sont en grève. Les paramédicaux menacent de ne pas participer à la « *Semaine de la santé de la mère et de l'enfant* », fin avril. Les menaces de sanctions ont contribué au durcissement du mouvement. Pierre Tsiranana, membre de la HAT, a porté plainte contre les paramédicaux pour la non-assistance à personnes en danger. Il affirme que deux personnes sont décédées à l'hôpital faute de soins.

Les indemnités des ministres réduites de 50%. Après avoir suspendu toute mission des fonctionnaires à l'extérieur, la HAT réduit de moitié les indemnités auxquelles les membres du gouvernement ont droit. Et ce, au nom de la politique d'austérité.

Éventuelle erreur de médiation : Marc Ravalomanana se tourne vers Joaquim Chissano. Interrogé par *Jeune Afrique* sur la possibilité d'une erreur dans le déroulement des négociations internationales pour la recherche des voies de sortie de crise, le président déchu refuse toute responsabilité et se tourne vers l'ancien président Mozambicain, Joaquim Chissano, chef de la médiation conduite par le GIC. Le magazine faisait ainsi référence à la signature de l'Accord de Maputo III par les trois mouvances, en l'absence d'Andry Rajoelina, accord que la HAT a dénoncé, y voyant la preuve du parti-pris du GIC en faveur de Marc Ravalomanana. Le reproche a été fait également à la médiation de ne pas avoir réagi au comportement des 3 mouvances qui sont intervenues en décembre 2009 auprès du Premier ministre danois pour lui recommander de ne pas accueillir Andry Rajoelina au Sommet de Copenhague sur le changement climatique. Lors de la réunion qui s'était tenue au Carlton le 6 octobre, la qualité de président de la Transition avait pourtant été considérée comme acquise à Andry Rajoelina par son camp et une partie de la communauté internationale (avec en contrepartie, la désignation de Mangalaza Eugène comme Premier ministre de consensus).

La communication internationale de Marc Ravalomanana organisée par Stratline Communications. La LOI révèle que l'ancien président fait appel, depuis le quartier chic de Johannesburg où il réside, à cette société basée à Paris et à Genève et qui dispose d'antennes à Londres et dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest. La firme est spécialisée dans la promotion des intérêts des gouvernements africains. Ses représentants se sont rendus à Antananarivo lorsque Marc Ravalomanana était encore au pouvoir. En octobre 2009, elle a organisé une douzaine d'interviews du président déchu pour des journalistes et médias occidentaux. L'ancien DG de MBS (station TV de l'ancien président) et ancien professeur au Centre Culturel américain d'Antananarivo, assure les traductions en anglais.

Fête nationale française du 14-Juillet : présence confirmée de l'armée malgache. Jacques Toubon, secrétaire général du « *cinquantenaire des indépendances africaines* » confirme la participation de Madagascar aux festivités du 14-Juillet à Paris, qui comporteront un défilé des armées africaines et malgache. Concernant l'invitation des chefs d'Etat « *non élus* », la réponse est la suivante : « *Le choix qui a été fait, c'était de lancer des invitations à tous les chefs* ».

d'Etat, y compris à ceux avec lesquels nos relations ne sont pas, je dirai, au mieux, à l'heure actuelle, et de lancer également des invitations à toutes les armées ».

9 avril : le ministre de la Défense limogé fait de la résistance. Le Premier ministre et ministre des Forces armées par intérim, Camille Vital, promu général de brigade. Nouvelle tentative avortée de manifestation « Place de la Démocratie ».

Attitude de défi du général Noël Rakotonandrasana, ministre de la Défense limogé. Il refuse de quitter son poste et attend la réaction de ses frères d'armes avant de prendre sa décision. «*Si le Premier ministre souhaite procéder à la passation, qu'il vienne me prendre le pouvoir*», a-t-il lancé, ajoutant : «*Nul ne pourra m'empêcher de rester. [...] Nous avons convenu d'un changement, mais pas ce qui se passe actuellement. [...] Si je pars aujourd'hui, qui partira demain ? Et après demain ? Et quelles seront les conséquences de tout ça ?*». Noël Rakotonandrasana semble donc contester l'autorité des personnalités ayant signé le décret le limogeant, le président de la HAT et le Premier ministre Camille Vital, ce dernier étant de grade inférieur au sien. Le général met au défi le Premier ministre d'aller au bout de sa logique : si la faute avérée est la préparation d'un coup d'Etat, elle doit faire l'objet d'une sanction adéquate. De nombreux opposants ont été emprisonnés par la HAT pour dix fois moins que cela. «*Il [le colonel Vital] aurait dû sortir un mandat [d'arrêt]* », tance le ministre limogé. Sur le terrain, la tension est palpable après la déclaration du colonel Camille Vital, mettant à l'écart l'officier général. Celui-ci s'est rendu au palais présidentiel, juste avant de tenir une conférence de presse, mais il est revenu aussitôt à son ministère, son déplacement ayant été stoppé au poste de contrôle du palais. La démarche de Noël Rakotonandrasana oblige la «*grande muette*» à se prononcer, les divisions internes sont désormais perceptibles. Des réunions se sont succédées toute la journée et devraient se poursuivre dans les différents camps de la capitale. La classe politique tente d'exploiter le malaise à son profit. L'ancien Premier ministre Monja Roindefo s'est empressé de se manifester pour critiquer les fondements du régime. Des partisans de l'ancien président Ravalomanana ont tenté d'investir le parc d'Ambohijatovo afin de profiter du moment de flottement.

Le ministre de la Défense a la conscience tranquille : il a affirmé dans sa conférence de presse n'avoir jamais comploté contre la HAT. Il s'est toujours prononcé, dit-il, contre la mise en place d'un directoire militaire pour protéger les acquis du mouvement populaire de 2009. Donnant des éclaircissements sur les réunions auxquelles il a participé, le général a révélé qu'elles entraient dans le cadre d'une recherche de solution malgacho-malgache à la crise actuelle, pour alléger les souffrances de la population et conformément aux souhaits de la communauté internationale. Ont participé à ces réunions des juristes, des chefs d'Eglise, des officiers supérieurs, des chefs coutumiers... L'objectif était, selon ses dires, de mettre en place un Conseil Supérieur Mixte pour la Médiation et l'Ethique en vue d'une solution malgacho-malgache. *Le Courrier* indique que l'ex-ministre aurait souligné avoir alerté à de multiples reprises la direction de la HAT sur la situation qui prévaut au sein de certains organismes, à l'instar de ce qui se passe au port de Toamasina où, selon ses affirmations, des conteneurs renfermant des armes entrent librement, sans contrôle aucun. «*Ravalomanana y règne encore en maître*», a-t-il déploré. Le Directeur général des Douanes, Vola Razafindramiandra, a formellement démenti cette information.

Commentaire de Midi : «*A qui le tour ? Benja Razafimahaleo, Monja Roindefo, Ny Hasina Andriamanjato et tout récemment, Noël Rakotonandrasana. Chacun à leur tour, ils ont été obligés de descendre du Tgv qui tarde à sortir du tunnel de la crise et à arriver au terminus de la transition. A mesure qu'il avance ou qu'il n'avance pas (c'est selon), Andry Tgv se déleste à chaque gare d'un compagnon de la première heure. Benja Razafimahaleo a ouvert la série. Il a été évincé du gouvernement. Sans crier gare. Même sort pour Monja Roindefo qui avait échappé une première fois à*

son limogeage, en demandant l'avis de la HCC qui le déclara indélogeable de Mahazoarivo. Finalement, il a été sacrifié sur l'autel de Maputo que Andry Rajoelina a ensuite renié unilatéralement, sans pour autant remettre en selle le PM kamikaze de la Place du 13 mai, à tel point que bon nombre d'analystes se demandent si la ratification des Accords de Maputo n'était pas en réalité, un moyen détourné d'écarter l'héritier du leader nationaliste Monja Jaona. Le fils du pasteur Andriamanjato est descendu également du Tgv. De son plein gré à priori, mais en fait et de son aveu même, suite aux multiples pressions de certains membres de l'entourage d'Andry Rajoelina qui lui reprochaient de ne pas obtenir la reconnaissance internationale. Deux mois après le départ de Ny Hasina, la communauté internationale ne s'est pas HATée de reconnaître le pouvoir en place. Et qui vient de se débarrasser du général Noël Rakotonandrasana qui était pourtant le doyen des colonels « mutins » du Capsat et sans lesquels, le Tgv ne serait pas arrivé en gare d'Ambohitsorohitra. A qui le tour ou qui descendra à la prochaine gare ? »

La présidence HAT est muette depuis le 2 avril, date de la tenue du prétendu coup d'Etat avorté. Aucun communiqué n'est plus sorti d'Ambohitsorohitra depuis cette date. Pourtant, des changements semblent avoir été apportés à la direction de la présidence. Après la mise en place d'un directeur de la communication, la présidence de la HAT change aussi le directeur de la sécurité présidentielle. Ainsi, le colonel Félix Randriamarolo succède au colonel Claude Razafimahatratra. Ce silence est propice à toutes les hypothèses, même les plus folles, note *Le Courrier*. La HAT semble minée par des conflits internes de plus en plus marqués.

Le Premier ministre et ministre des Forces armées par intérim, Camille Vital promu général de brigade. L'intéressé était en position de disponibilité, il avait atteint la limite d'âge de son grade de colonel. Pour *Midi*, cette promotion pourrait attiser les rivalités parmi les colonels qui ont rallié en 2009 le camp d'Andry Rajoelina mais cette décision est logique : un colonel ne peut être à la tête du ministère des Forces armées alors que le chef d'Etat major général est un général. Et de faire observer que des promotions « politiques » ont été nombreuses dans les régimes antérieurs, tant sous Ravalomanana que sous Ratsiraka, ce dernier ayant été promu amiral par décision de l'Assemblée nationale.

Tentative de manifestation sur la « Place de la Démocratie », au jardin d'Ambohijatovo. Une centaine de partisans de la mouvance Madagasikara ont tenté de se rassembler, en réponse à un appel lancé la veille par leurs leaders, mais ceux-ci ont une nouvelle fois brillé par leur absence. La réunion était interdite par le préfet de police. Ambroise Ravonison, le dirigeant politique « légaliste » dissident du mouvement du Magro, a tenté de profiter de cette situation. Les forces de l'ordre, qui semblaient divisées sur la conduite à tenir, ont fait preuve de retenue, n'intervenant par des jets de grenades lacrymogènes que pour disperser des manifestants incontrôlés qui ne respectaient pas les consignes de « discrétion » imposées : pas de banderole, ni sifflet, ni discours politique. Seuls les cantiques religieux ont été tolérés. Une personne a été arrêtée pour avoir utilisé un mégaphone. Selon *La Gazette*, « ces pro-Ravalomanana comptent, entre autres, sur l'appui des USA et de l'UE pour relayer leurs revendications auprès de la communauté internationale » mais « L'UE sait pertinemment que les manifestations anti-Andry Rajoelina ne se déroulent que dans un ou deux quartiers de la capitale. Le reste de l'île est calme ».

Manandafy Rakotonirina : « Alain Joyandet a eu pour mission d'écarter Didier Ratsiraka et le Pr Zafy du processus de résolution de crise ». Il ajoute : « Ecarter ces deux anciens présidents du processus est une incitation au tribalisme et à la haine entre Merina et Côtiers ». Le président du MFM estime que la France ne peut plus rien faire pour influencer le cours des événements

dans la Grande Ile. « *A l'époque de François Mitterrand oui, mais actuellement, la France ne peut pas passer outre la position de l'UE* ».

10 au 12 avril : Andry Rajoelina sous pression de l'armée. Voix discordantes au sein de la Transition et préconisations de mise en place d'un gouvernement de transition militaro-civil. Mise au pas du Conseil d'Etat.

« *Andry Rajoelina campe dans un mutisme inquiétant* », note *Tribune*. Les rumeurs à propos de la sécurité et des affaires nationales se multiplient. Des éléments des forces armées ont été placés aux abords du palais d'Ambohitsorohitra, dans l'attente supposée d'une déclaration du colonel Charles Andrianasoavina, qui, selon certaines sources, aurait été « désarmé » pour cause de soupçons sur une éventuelle tentative de coup d'Etat. Selon *Midi*, le lieutenant-colonel Charles Randrianasoavina aurait déclaré : « *il y a un règlement de comptes au sein de la FIS* ». Et d'expliquer qu'il avait écarté des éléments du Capsat, mais qui ont ensuite été réintégrés par le lieutenant-colonel Lylison. « *On m'a interdit d'entrer au Palais. On me l'a fait savoir au téléphone* ». Une manière d'expliquer son absence aux côtés du lieutenant-colonel Lylison qui a commandé seul les éléments de la FIS postés dans la soirée autour du palais, alors que les rumeurs les plus folles circulaient sur une tentative de putsch. Andry Rajoelina a reporté sine die une conférence de presse qui avait été annoncée. Le communiqué de la présidence précise qu'une rencontre est prévue avec les forces armées pour examiner, croit-on savoir, la situation qui prévaut au sein de la « *grande muette* » et la question des limogeages et des promotions. L'objectif des militaires serait aussi de parvenir à une solution reconnue par la communauté internationale. La proposition émanerait d'une centaine de cadres de l'armée et de la gendarmerie qui ont participé à un rendez-vous placé sous haute surveillance. La démarche viserait également la préservation de l'unité de l'armée.

Pety Rakotoniaina, Voninahitsy et Boniface Zahakely veulent une Conférence nationale. Trois des anciens prisonniers politiques du régime Ravalomanana créent une nouvelle plateforme politique, sans cependant, disent-ils, quitter les Forces du changement. Ils déclarent qu'ils veulent être les gardiens des espoirs authentiques nés sur la Place du 13-Mai et dénoncent la continuation des pratiques antérieures à travers les agissements de quelques personnes qui verrouillent l'accès au chef de l'État et l'empêchent d'écouter les suggestions. « *L'Union pour un Vrai Changement* » (Fiombonana amin'ny Tena Fanovàna ou FTF) se démarque du projet d'organiser l'élection d'une Assemblée constituante car le cadre institutionnel actuel manque à ses yeux de solidité. Elle prône la tenue d'une Conférence nationale dans les plus brefs délais, et propose ensuite l'organisation d'un référendum et d'une élection présidentielle au suffrage universel. Les trois personnalités déplorent également que la question de l'amnistie n'avance pas, et y voient une forme de chantage : « *on se sert de l'amnistie pour faire pression sur nous* ».

Monja Roindefo : « *Le limogeage du Gal Rakotonandrasana fragilise le régime* ». L'ancien Premier ministre propose lui aussi la tenue de la Conférence nationale où toutes les forces vives de la Nation seraient représentées. Selon *Midi*, le président du Monima a laissé entendre que « *la relance d'un processus de résolution de crise est nécessaire car le régime transitoire actuel est en train de perdre sa légitimité* ». En ce qui concerne le limogeage du ministre des Forces armées, le général Noël Rakotonandrasana, Monja Roindefo déclare que « *le limogeage ne résoudra pas la crise... Cela ne fera que fragiliser, encore plus la Transition* ».

Monja Roindefo signe un accord de partenariat avec des investisseurs thaïlandais. Une convention en vue de la création d'une association d'amitié malgacho-thaïlandaise a été signée. Les hommes d'affaires thaïlandais envisagent de réaliser d'importants

investissements dans la pêche, le tourisme et l'agriculture. L'accord porte aussi sur deux projets susceptibles de concerner la commune d'Antananarivo, dont un projet de valorisation des ordures ménagères. La Délégation Spéciale de la capitale a déclaré ne pas avoir été tenue au courant de cette visite. Monja Roindefo aurait donc trouvé des investisseurs en ignorant le PDS, ce qui est pour le moins surprenant et peut prêter à confusion. Au nom de qui s'est-il engagé ? Agit-il en tant qu'opérateur privé ? « *Cela sent bon les conflits...d'intérêts à venir* », écrit *Sobika*, qui fait part de sa surprise concernant le cours des affaires nationales : « *ceux qui sont limogés ont une faculté à trouver des financements assez incroyables* », évoquant, outre les négociations de Monja Roindefo avec les thaïlandais, les récentes déclarations du ministre (limogé) des Forces armées qui se targue d'avoir trouvé un investisseur potentiel pour 1 milliard d'euros. Le site conclut : « *Monja Roindefo n'a jamais été aussi pesant que depuis qu'il a été évincé du pouvoir. En sera-t-il de même pour le général Rakotonandrasana ?* »

La Gazette note que l'origine de ces partenaires thaïlandais demeure floue. Il en est de même pour les contreparties qu'ils exigent. L'expérience des précédents régimes devrait inciter à exiger une totale transparence sur l'origine des nouveaux partenariats et sur leurs objectifs. Et de rappeler qu'aucune explication officielle n'a été donnée quant à l'échec du partenariat annoncé à grand fracas avec les Saoudiens en 2009. Des rumeurs ont même circulé sur la probable connexion de ces Saoudiens avec le réseau terroriste Al-Qaïda au Soudan ! En ce qui concerne les Thaïlandais, on connaît leur mainmise sur le commerce du saphir malgache. La formalisation souhaitée d'un partenariat avec ces opérateurs incontournables du secteur n'a jamais pu aboutir.

Mesure d'urgence : Roland Ratsiraka pour un gouvernement militaro-civil. Le neveu de l'amiral semble devenu très pessimiste sur les chances de succès du plan de sortie de crise du régime. La crainte d'une aventure militaire le conduit à préconiser de toute urgence la mise en place d'un gouvernement d'union nationale militaro-civil. L'armée devrait être représentée par au moins 7 membres. Andry Rajoelina et Camille Vital seraient toutefois maintenus à leur poste. Il estime que les prochaines élections ne bénéficieront pas d'une reconnaissance internationale en raison du manque de transparence dans la mise en place de la CENI. Le général Dolin Rasolosa, vice-président de la HAT au même titre que Roland Ratsiraka, partage cette analyse mais il estime que le recours à l'armée ne devrait se faire qu'en cas de vide institutionnel. Pour ce qui est de l'amnistie, Roland Ratsiraka est pour sa concrétisation. « *Tout le monde devrait en bénéficier, à l'exception de Marc Ravalomanana. Mais que ce dernier ne soit pas emprisonné* », a-t-il proposé.

Ambroise Ravonison, leader « *légaliste* » dissident, prône lui aussi un gouvernement militaro-civil sans les 4 mouvances, pour une durée de 3 à 4 mois.

Le Général Noël Rakotonandrasana continue d'exercer ses fonctions. Ses proches expliquent qu'au cours des Assises militaires, il avait été décidé que le limogage d'un haut responsable militaire nécessitait la consultation de ses pairs au sein des Forces Armées. Une rencontre aurait eu lieu avec Andry Rajoelina. La situation demeure confuse au ministère de la Défense.

La présidente du Conseil d'Etat, Noro Robinson Andriamarolahy, limogée. « *Coup de l'Etat au Conseil d'Etat* », titre *L'Express*. Le décret abrogeant sa nomination a été adopté depuis quelques semaines, mais le gouvernement n'en avait pas fait de publicité. Elle est remplacée par l'ancien vice-président du Sénat, Max Ramilison, proche du régime. Selon *Tribune*, Noro Robinson Andriamarolahy a été « *jugée trop tiède vis à vis de la HAT dans l'exercice de ses fonctions* ». Plusieurs jugements du Conseil d'Etat ces derniers mois ont en effet été défavorables à la HAT. Faisant l'éloge du nouveau président, Norbert Ratsirahonana, conseiller spécial du président de la HAT a affirmé : « *Il en a les capacités. Il va dire le droit* ». Le

conseiller reproche notamment à l'ancienne présidente l'abus du « *sursis à exécution* » qui a frappé plusieurs décisions du pouvoir. L'indépendance de la Justice est donc une nouvelle fois battue en brèche et le régime transitoire renoue avec de vieilles pratiques, déplore *Tribune* qui écrit : « *continuité dans les travers tiers-mondistes des relations entre l'Exécutif et le Judiciaire, malgré les promesses d'ivrogne en 2009 pour redonner à la Justice malgache ses lettres de noblesse* ». Les 3 mouvances ont déposé une requête en annulation au Conseil d'Etat et un sursis à exécution au tribunal administratif concernant la nomination de Max Ramilison. Le Conseil d'État se retrouvera donc dans la situation paradoxale d'avoir à trancher sur sa propre composition, et sur la question du remplacement de Noro Robinson Andriamarolahy à sa tête. Christine Razanamahasoa, ministre de la Justice, a voulu rassurer l'opinion sur la sincérité de la nomination du nouveau président en avançant que ce dernier est le plus haut gradé et titulaire du diplôme le plus élevé au niveau de la Cour suprême.

Billet d'humeur de *L'Express* : « *Les limogeages sont dans l'air du temps. Chassez le naturel il revient au triple galop. On semble même bien parti pour battre le record de l'administration Ravalomanana. Tout le monde sait comment cela s'est terminé quand le moment était venu pour lui de s'auto-limoger. Ironie de l'histoire, c'est la triste fin d'une auto-proclamation* ».

Rencontre discrètes entre pro-Rajoelina et pro-Ravalomanana : les protagonistes tentent de renouer le dialogue. Peu d'informations ont filtré sur une rencontre entre émissaires des 2 camps mais il se dit que chacun est venu avec des propositions concrètes, la situation étant d'une telle gravité que chacun ne peut plus camper sur ses positions. L'extension des discussions aux autres mouvances a été évoquée. Selon *Midi*, la rencontre a mis en contact le directeur de cabinet de la présidence, Zaza Ramandimbarison, et le porte-parole du Tim, Raharinaivo Andrianantoandro. « *Notre pari est de faire en sorte qu'il y ait rencontre directe entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, les deux principaux protagonistes de la crise* », a expliqué ce dernier, qui précise : « *notre projet propose une solution consensuelle. Les Accords de Maputo et l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba ne seront pas forcément appliqués à la lettre. L'essentiel, c'est de garder l'esprit de Maputo* ». Il se justifie en disant qu'il prend ses responsabilités comme Alain Joyandet qui a dernièrement approché Andry Rajoelina et ceux qui essaient de négocier avec Marc Ravalomanana en Afrique du Sud. Norbert Lala Ratsirahonana, l'éminence grise de la HAT, affirme ne pas avoir été informé de cette rencontre.

Les femmes partisans de la mouvance Madagasikara se mobilisent en faveur des « détenus politiques ». Elles ont devancé le « *Mouvement des ecclésiastiques* » dans leur recours auprès de la ministre de la Justice pour demander la libération sans condition d'une trentaine de prisonniers ainsi que la réparation des préjudices causés par leur détention, « *suivant les dispositions des Accords de Maputo* ». Le « *Mouvement* » devrait remettre sa demande d'audience à la ministre Christine Razanamahasoa dans les prochains jours.

Sur les 48 « *détenus politiques* » qui poursuivent leur la grève de la faim, 2 sont gravement malades et 3 autres sont très faibles, selon un pasteur membre du « *Mouvement des ecclésiastiques* ».

La police communautaire remise en question. La mesure très contestée lancée par Organès Rakotomihantarizaka, ministre de la Sécurité intérieure et Alain Ramaroson, président de la Commission Sécurité de la HAT, sera limitée à des projets-pilotes dans certains quartiers de la capitale. Un débat s'est tenu en Conseil des ministres, qui a fait apparaître l'absence de base juridique sérieuse pour cette mesure. La prudence du gouvernement a été justifiée par les risques de « *dérapage* ».

Importation d'armes sud-africaines. Un rapport parlementaire sud-africain indique que 310.000 dollars d'armements ont été exportés de l'Afrique du Sud vers Madagascar en 2009. Il s'agirait notamment d'équipements anti-émeute.

13 avril : l'armée lance un ultimatum aux autorités et à la classe politique. Tractations discrètes pour soumettre un projet de sortie de crise à Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Dissensions au sein de la FIS. La CENI dans l'embaras.

Ultimatum des Forces armées. Militaires et gendarmes donnent jusqu'à fin avril pour que les politiciens dressent une feuille de route assortie d'un délai d'exécution d'une transition organisant des élections reconnues par la communauté internationale. «*Nous lançons un appel aux hommes politiques de mettre fin aux mouvements de rue et de contribuer à la construction d'une Nation pour tous, selon un calendrier que nous avons remis au gouvernement afin de réaliser le défi*», a souligné le général André Ndriarijaona, chef d'État-major général de l'armée. Ce communiqué a été lu à l'issue de la rencontre des hauts gradés avec Andry Rajoelina. Les militaires et les gendarmes avaient demandé 48 heures à Andry Rajoelina pour publier sa feuille de route mais après discussion, un accord a été trouvé pour attendre jusqu'à la fin du mois. L'ex-ministre des Forces armées, le Général Noël Rakotonandrasana, était absent de la réunion. La «*grande muette*» ne s'impliquera pas d'une manière directe dans la médiation, mais va suivre de près la mise sur les rails du processus, qui devra être reconnu par la communauté internationale. Dans le communiqué de la présidence, Andry Rajoelina affirme avoir «*pris acte*» de l'interpellation. Il a en même temps «*exhorté les militaires d'interpeller également les autres forces vives de la Nation pour que la volonté de trouver une solution consensuelle n'aille pas à sens unique*». Le chef d'état-major et le commandant de la gendarmerie n'ont pas précisé ce qu'il adviendrait si le régime n'arrivait pas à sortir la feuille de route répondant aux critères qu'ils ont énumérés, à la date qu'ils ont imposée. La question des différends entre le général Noël Rakotonandrasana, ex-ministre de la Défense et le Premier ministre promu général aurait été passée sous silence mais le chef suprême des armées a été invité à trouver des solutions au limogeage du général Noël Rakotonandrasana. *La Gazette* note qu'à l'issue de la rencontre, la présidence de la HAT et les représentants de l'armée n'ont pas fait de déclaration commune, préférant rédiger un communiqué séparé.

Suite au communiqué des forces armées, l'opposition a fait savoir qu'elle refusait de remettre en cause son droit de descendre dans la rue. Un droit fondamental inaliénable, ignoré durant les 7 ans de règne de Marc Ravalomanana. Fetison Rakoto Andrianirina, quant à lui, a remis en cause l'utilité d'une demande de feuille de route à la HAT.

«*Un coup d'État fait dans les règles de l'art et avec beaucoup de civilité, pour le moment sans casse et sans victimes* », écrit un observateur.

Norbert Lala Ratsirahonana, éminence grise de la HAT, n'est pas opposé à une réunion entre les 4 chefs de file. «*Une petite phrase qui a toute son importance* » note *Sobika*. Cette remarque fait suite à la rencontre entre les militaires et le président de la Transition. Si le conseiller spécial d'Andry Rajoelina avait été d'accord pour rencontrer les autres chefs de file il y a un mois ou deux, cela aurait été interprété comme un geste d'ouverture. Mais le fait d'annoncer cela dans un contexte politique particulièrement tendu peut être interprété comme un signe de faiblesse du pouvoir, estime le site.

«*Un tête-à-tête Merina qui dérange* » titre *Le Courrier* qui croit savoir que l'éventualité d'une rencontre entre les deux principaux protagonistes de la crise se précise. Elle se tiendrait dans un lieu non précisé mais extérieur à Madagascar. Cette rencontre décisive interviendrait avant deux échéances cruciales : la réunion de la Commission européenne qui se penchera sur la situation à Madagascar, et surtout le Sommet France-Afrique des 31 mai et 1^{er} juin à

Nice, auquel la France attache beaucoup de prix, dans le cadre de la célébration du cinquantenaire des indépendances. Mais, pour le quotidien, *« il s'avère qu'un tête-à-tête Rajoelina-Ravalomanana dérangerait. Les extrémistes ainsi que les deux ex-présidents Zafy Albert et Didier Ratsiraka, associés auparavant au processus, se trouveraient du coup écartés. Les considérations ethniques ne manqueront pas de ressurgir pour qualifier cette réunion de "tête-à-tête merina". Certains observateurs assimilent les remous constatés au sein des forces armées comme des efforts visant à torpiller cette rencontre qui se prépare ».*

Un émissaire sud-africain devrait effectuer une mission à Madagascar. Ce déplacement s'inscrit dans le cadre de l'initiative franco-sud-africaine qui a pour objectif de réunir de nouveau les quatre chefs de file autour d'une même table. Selon *La Vérité*, *« la France et l'Afrique du Sud ont mis en symbiose leurs visions et autres stratégies pour aider Madagascar à contourner l'impasse politique actuelle ».*

Le Grand maître de la GLF reçu par l'Ambassadeur de France, révèle la LOI. Lors de son passage à Madagascar, Alain-Noël Dubard, a rencontré l'ambassadeur de France. Connaissant le poids de la franc-maçonnerie dans la vie sociale, une telle rencontre n'est pas gratuite et mérite une attention particulière. Le diplomate avait sans doute le secret espoir que les loges malgaches soient un lieu de rencontre entre membres des diverses mouvances. La *Lettre* note cependant que la GLF semble moins engagée et plus prudente que le GOF. Alain-Noël Dubard n'a eu aucune rencontre avec les autorités malgaches. Antananarivo vient d'abriter les 18èmes Rencontres humanistes et fraternelles africaines et malgaches (REHFRAM).

FIS : guerre ouverte entre les commandants. Les lieutenants-colonels Charles Andrianasoavina et René Lylison débattent en public leurs mésententes. Le premier qualifie les mésententes entre lui et son compagnon de route d'*« affaire interne »*. *« À l'heure actuelle, il est difficile de parler de collaboration. Il faut que nous réglions notre problème entre nous avant de solliciter un médiateur »,* a-t-il soutenu. Il a concédé avoir préparé une incursion au palais d'Ambohitsorohitra. *« Mais c'était une stratégie militaire. [...] Il fallait tester la valeur morale de la troupe au moment où les bruits de coups d'État et de prise de palais enflent de jour en jour ».* Les désaccords entre les deux hommes remonteraient à septembre 2009 et porteraient sur des problèmes de réintégration d'éléments au sein de la FIS. Charles Andrianasoavina ne manque pas à l'occasion de rappeler ses faits d'armes du printemps 2009 et de renouveler son soutien à Andry Rajoelina. La FIS se trouve donc à nouveau au centre d'une affaire sensible. En janvier déjà, un mécontentement s'était fait jour en son sein concernant l'absence de cadre juridique instituant le Corps et sur le manque de moyens mis à sa disposition. Soupçonné par les rumeurs d'avoir été placé en résidence surveillée et désarmé, le lieutenant-colonel Charles met au défi celui qui réussirait à le désarmer. Il demeure armé et est libre de ses mouvements, lance-t-il.

Organisation des élections : la CENI dans l'embarras. Elle ne peut annoncer la date des élections qu'après la passation du ministère de l'Intérieur. Son président, Yves Herinirina Rakotomanana, veut que la vice-primature chargée de l'Intérieur fasse un état des lieux de la situation sur le terrain, avant que son équipe ne prenne la relève. La mise en place des antennes de la CENI dans les différentes circonscriptions semble également avoir pris du retard. En dépit de ces difficultés, les membres de la CENI ont manifesté leur détermination à organiser des opérations électorales *« dans la transparence et dans une indépendance totale ».*

Des chefs de région sans salaire depuis janvier, affirme *Midi* qui écrit : *« Faute de financement des bailleurs de fonds, la HAT n'arrive plus à honorer régulièrement le paiement des »*

salaires et des indemnités des différents responsables, des ministères aux Fokontany en passant par les régions et les communes ».

Le mouvement des paramédicaux, qui redoute la répression, à la recherche d'un second souffle. « Nous sommes en train de cogiter sur de nouvelles stratégies pour faire face aux diverses menaces de sanctions qui pèsent sur nous, et surtout à la rumeur grandissante d'un mandat d'arrêt lancé à notre encontre. Les noms de 12 leaders figureraient sur la liste de ces personnes à arrêter », révèle l'un des animateurs. Une tentative d'arrestation aurait échoué, selon *Midi*. Des courriers d'intimidation auraient été adressés. Tout rassemblement dans l'enceinte des établissements hospitaliers a été interdit mais la mesure n'a pas été respectée, au nom du droit syndical qui autorise les rassemblements sur le lieu de travail. Le Fisemare (Confédération des syndicats des travailleurs malgaches révolutionnaires) condamne la grève et estime que le mouvement a pris un caractère politique. L'opinion publique est divisée, des plaintes pour non-assistance à personne en danger ont été déposées. Le syndicat se déclare solidaire du Sekrima (syndicat des travailleurs chrétiens) qui aurait perdu l'un des siens, suite, précisément, à cette grève et à la négligence de certains paramédicaux.

14 avril : perspective d'un face-à-face Ravalomanana-Rajoelina en Afrique du Sud. International Crisis Group s'investit dans la recherche d'une issue. L'ex-ministre de la Défense n'a toujours pas participé à la cérémonie de passation de pouvoir.

Ravalomanana-Rajoelina : possible face-à-face à Johannesburg. Un proche de l'ancien président a confié «*qu'un accord de principe est acquis*». Mais rien n'est encore bouclé. Si la rencontre a lieu, Marc Ravalomanana devra trouver une parade afin d'expliquer son repositionnement. Dans un premier temps, il avait en effet décliné un premier tête-à-tête le 2 avril, exigeant la présence des deux autres chefs de file. Pour le porte-parole du Tim, Raharinaivo Andrianantoandro, «*il n'est pas question d'exclure qui que ce soit. Il est plus aisé de discuter entre deux parties avant d'élargir le débat aux autres sensibilités*». À entendre certains analystes, la prise de position des forces armées n'est pas étrangère au développement de la situation. «*La déclaration des militaires marque un tournant en ce sens qu'un ultimatum est donné au pouvoir et que l'on s'achemine vers une sortie de crise. Elle présente l'avantage de débloquer la situation, figée depuis plusieurs mois et récemment devenue potentiellement explosive*», observe une dirigeante de StrategiCo, entreprise française spécialisée dans l'analyse et la prévision financière, économique et politique dans les pays émergents et en voie de développement. Mais *Midi* note que «*certains proches d'Andry Rajoelina refusent de partager le pouvoir avec les autres mouvances* ». L'Alliance démocratique, composée notamment du MFM de Manandafy Rakotonirina, a annoncé désapprouver la tenue d'une rencontre en tête à tête entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. La Sadc pourrait être partie prenante au titre de la médiation de l'UA, ce qui, selon *24heures*, ne serait pas du goût des français qui souhaitent profiter de cette rencontre pour sceller l'abandon des Accords de Maputo et promouvoir un autre accord à cette occasion.

L'ambassadeur de France estime que la fin de la crise est proche et que la solution diplomatique en est la clé. Il précise que la France n'est pas un médiateur, mais qu'elle soutient la recherche d'une solution.

Visite d'une représentante d'International Crisis Group. *Tribune* voit dans cette annonce l'indice qu'un projet de feuille de route est activement discutée à un haut niveau, L'organisation prône un compromis politique pour des élections rapides sous supervision internationale. Louise Arbour, présidente et responsable exécutive d'ICG, a adressé un courrier au vice-Premier ministre chargé des Affaires étrangères, Hippolyte Ramaroson. Elle exprime sa satisfaction d'avoir reçu de la HAT des observations suite à la publication du

récent rapport d'ICG et annonce la venue, pour une mission prolongée, de son analyste Charlotte Larbuisson. Le quotidien rappelle que Joaquim Chissano, chef de l'équipe mixte de médiation pour le GIC, est membre du Conseil d'administration d'ICG.

Démarche diplomatique d'officiers. Plusieurs hauts gradés des forces armées ont demandé à rencontrer les ambassadeurs résidants à Madagascar. Entretien visant à connaître la position de leur pays respectifs sur un éventuel directoire militaire, annonce *Tananews*.

Passation de pouvoir manquée au ministère de la Défense. Le général Noël Rakotonandrasana ne s'est pas rendu à la Primature où il était attendu pour la cérémonie de passation avec le général Camille Vital qui assume désormais les fonctions de ministre des Forces armées. Le Chef d'Etat major général, le général André Ndriarijaona et le général Claude Ravelomanana, secrétaire d'Etat à la gendarmerie, ont boycotté la cérémonie. Le général Noël Rakotonandrasana continuerait donc à faire de la résistance.

Les meetings du Magro d'Ankorondrano déplacés au Magro de Behoririka. Ce déménagement fait suite à la mise sous scellés du Magro d'Ankorondrano en raison du différend entre Tiko et la CCIA, ainsi qu'aux interventions des forces de l'ordre. Celles-ci, présentes sur les lieux du nouveau lieu de rendez-vous, semblent tolérer les rassemblements redevenus quotidiens, tenus dans un lieu privé.

La Fjkm se sent persécutée. Des biens et des terrains de l'Eglise font l'objet de contestations de la part de particuliers et des autorités publiques en plusieurs régions de la Grande Ile. La Fjkm essuie des critiques acerbes de la part des médias proches de la HAT, en raison du fait que la plupart des pasteurs du « *Mouvement des ecclésiastiques* », proches de l'opposition, sont issus de cette Eglise, dont le malheur est d'avoir encore comme vice-président, l'ancien président de la République en exil.

Appel à une œuvre de salut public : la dissolution de la FIS. L'éditorialiste de *Tribune* écrit : « À force de jouer à l'apprenti sorcier en faisant fi de toute notion de droit, la HAT a engendré un monstre. Ce monstre s'appelle la FIS. Ce corps créé de toute pièce, ex nihilo de toute structure existante (Gendarmerie, Police Judiciaire, Armée) est devenu, avec les patrons qui ont été choisis pour les diriger, une honte pour notre pays. Quand on analyse les récentes déclarations du lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina, on se demande si l'on n'est pas au fin fond de l'Afghanistan ou du Soudan, avec leurs chefs de guerres. Même si on se trouve dans une situation de totale confusion du point de vue politique, on ne peut admettre qu'un individu se permette publiquement d'être au-dessus de tout et de toute loi. Comme c'est la HAT qui a engendré ce monstre, il faudrait que celle-ci dissolve sur le champ ce corps sorti de nulle part. [...] La HAT dissout la FIS et l'on revient à un schéma classique où c'est la police judiciaire et la gendarmerie qui s'occupent de la sécurité publique ».

15 avril : rencontre probable entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina mais incertitudes sur l'association des autres mouvances. Passation laborieuse entre l'ancien ministre des Forces armées et le ministre de la Défense par intérim et Premier ministre. L'ancien ministre dévoile ses projets pour « ramener le régime dans le droit chemin ».

Andry Rajoelina face à deux journalistes : « le 24 avril, je rencontrerai Marc Ravalomanana ». Le président de la HAT répondra à l'invitation du président sud africain Jacob Zuma. Il ne rentrera pas à Madagascar avec Marc Ravalomanana : c'est impensable a-t-il fait comprendre, certaines de ses victimes ne l'admettraient pas. Il a reconnu que la France et dans une moindre mesure l'Afrique du Sud ont concocté une autre feuille de route, qui, d'après lui, ne serait pas très éloignée des résolutions de l'Atelier d'Ivato. Des émissaires du

président Jacob Zuma sont arrivés pour préparer cette rencontre. Le point focal sera le gouvernement d'ouverture ou d'union nationale, qui prendra en compte les 4 mouvances, sans oublier les autres entités, précise-t-il, avant d'ajouter : « *La rencontre de Johannesburg sera celle de la dernière chance. Si rien n'en sort, je prendrai une décision définitive* ». Les élections ne se tiendront pas avant 3 mois. Andry Rajoelina laisse le soin à la CENI d'en fixer la date. Quant à l'ambiance générale dans le pays, il estime que la démocratie est en train de s'épanouir. À preuve la presse et son pullulement. Il y a au moins 17 titres aujourd'hui et les journalistes exercent leur métier en toute liberté, affirme-t-il. À preuve aussi les manifestations et les grèves de toutes sortes. Parfois, avoue-t-il, il y a des exagérations, citant la grève des paramédicaux : « *J'ai demandé au ministre de la Santé de prendre des dispositions, la grève des paramédicaux n'a que trop duré. Il y a des limites. [...] 90% des revendications des paramédicaux ont déjà été réalisé. La manière dont ils ont joué avec le sang humain m'a choqué* ». A la question « *maitrisez vous l'armée ?* », Andry Rajoelina répond : « *je sais que la majorité de l'armée est emplie de sagesse, Madagascar n'est pas l'Afrique* ». Interrogé sur le comportement répréhensible de certains membres de la Transition, il répond : « *Certes, quelques hauts responsables ont perpétré des actes de mauvaise gouvernance lors de cette Transition, néanmoins j'ai déjà pris les mesures nécessaires pour y remédier* ».

À entendre les deux parties, l'idée d'une rencontre est acquise mais chaque leader tente d'avancer ses pions pour prendre une avance, du moins vis à vis de l'opinion, et gérer le cas des deux autres mouvances, écartées des discussions. Pour Andry Rajoelina, il n'est pas question de revenir aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. « *La communauté internationale s'est rendue compte de son erreur en intégrant les deux anciens présidents qui sont devenus des acteurs à part entière. Il n'est nullement question de les écarter, mais il a été décidé qu'il fallait mettre les deux principaux protagonistes face à face* », a-t-il soutenu. De son côté, Marc Ravalomanana a anticipé la déclaration d'Andry Rajoelina en insistant sur les Accords de Maputo. Il exige que les deux autres chefs de file soient inclus dans les négociations. Au-delà de ces déclarations de principe, les deux parties se montrent discrètes sur l'existence d'une ébauche d'accord.

Exclure Didier Ratsiraka et Zafy Albert de la négociation présenterait des risques de « tribalisme ». Pour Mamy Rakotoarivelo, ancien député Tim, interviewé par *Midi*, « *une éventuelle rencontre entre Ravalomanana et Rajoelina voudrait réitérer l'échec des accords secrets de Rueil-Malmaison et causerait des dégâts dont l'impact est grave. Si les quatre mouvances s'accordent sur une transition inclusive, pacifique et consensuelle en vue d'élections régulières et transparentes et sur la mise en place d'institutions démocratiques et stables, nous pourrions éviter la dégénération de la situation de crise en guerre civile, voire tribale* ». Le président du MFM, Manandafy Rakotonirina, est allé jusqu'à prévenir qu'exclure Didier Ratsiraka et Zafy Albert serait une incitation au tribalisme. « *Les côtiers se sentiront écartés de la résolution de la crise* », a-t-il laissé entendre. Une brève d'*Orang.mg* indique que des tracts et des CD incitant à la guerre tribale sont en circulation.

Ministère de la Défense : passation de service après 6 heures de suspens. Après beaucoup d'incertitudes, la cérémonie a finalement eu lieu entre l'ancien ministre des Forces armées, le général Noël Rakotonandrasana, et l'actuel ministre de la Défense et Premier ministre, Camille Vital, dans une ambiance qualifiée de glaciale. L'ex-ministre a finalement accepté de se rendre à la Primature. Une passation faite en présence du CEMGAM, le général Ndriarijaona, du commandant de la gendarmerie nationale, le général Razafindrakoto et du secrétaire d'État chargé de la gendarmerie. Le Premier ministre a expliqué le retard par la « *nécessité de régler une petite chose* ». Mais il n'a pas précisé laquelle et s'est contenté de qualifier celle-ci de « *secret militaire* », tout en réfutant l'existence d'un marchandage de dernière minute. Le rendez-vous achevé, l'ex-ministre a rejoint le ministère des Forces

armées pour dévoiler ses batteries : «*On a contribué à mettre en place ce régime mais il s'écarte du droit chemin. Il faut l'y ramener*», a-t-il promis. Tribune est intrigué par la présence remarquée du général à la retraite, Mounibou Ismaël. Une présence qui conforterait les supputations sur une crise profonde au sein des forces armées. «*On soupçonne en effet l'armée depuis le régime Ratsiraka, d'être derrière tout ce qui se produit dans le pays quand il est dans une situation de crise. Des critiques avancent même que le général Mounibou aurait, depuis le départ en exil de Didier Ratsiraka, exercé la haute main sur toute l'armée et qu'il aurait même été à l'origine de la désignation de l'ex-colonel Camille Vital comme Premier ministre à la place d'un civil ou d'un homme politique* ».

Le général Rakotonandrasana se métamorphoserait en homme politique, selon *Madonline*. L'ancien «*mutin*», héros du coup de force de 2009, essaie de rebondir en proposant un organe consultatif à même de faire des propositions aux dirigeants de la Transition. Il présente au grand jour le projet qui a été qualifié à tort, selon lui, de coup d'Etat : la création d'un «*Conseil Supérieur Mixte de la Médiation et de l'Ethique* ». Selon ses dires, le CSMME est un organe qui veillerait à l'intérêt de tous. «*On l'a déjà proposé au président de la HAT. On pense le réaliser à court terme afin de sauver le pays* », avance-t-il. Ce serait une «*structure ouverte* » composée de militaires et de notables, ayant pour vocation de «*renouer le fihavanana entre les malgaches* ». Il s'engage à confier à cette structure la question de la restitution des terrains confisqués à leurs propriétaires par le précédent régime. Le site conclut : «*Le Conseil Mixte, de par ses missions, a des allures d'une organisation qui a un discours d'opposition* ». Il ambitionne «*l'allègement des difficultés des malgaches dans un court délai, le rétablissement du prestige de l'Armée et de la Justice. Le CSMME titille le régime et annonce son intention de nettoyer le pouvoir et d'évincer quelques conseillers du président de la HAT* ». Le mouvement se donne aussi pour mission la levée des sanctions de l'UA et le rétablissement de Madagascar dans le concert des nations, tout en préservant la souveraineté nationale.

Audiovisuel public. Nathalie Rabe interpellée. Des hommes politiques et des membres de la société civile n'ont pas voulu rater l'occasion pour revendiquer le libre accès à l'audiovisuel public. Ils ont profité de la présence de la ministre de la Communication, Nathalie Rabe, au rendez-vous organisé par le Collectif des journalistes pour soulever la question. La ministre a pris l'engagement d'ouvrir la TVM et la RNM à toutes les sensibilités. La conférence-débat sur le thème «*le citoyen, la presse et l'intelligentsia*» a viré à l'interpellation du membre du gouvernement. Philippe Rakotoson, secrétaire général du Kmf/Cnoe, a demandé à la ministre d'ouvrir aux citoyens tout espace d'expression, «*sinon, cela risque d'exploser*», a-t-il prévenu. Des hommes politiques ont fustigé les agissements de certains journalistes : «*Certains, pour qu'ils puissent sortir quelque chose sur nous, nous demandent des 'frais' ou du 'carburant'* », s'est plaint l'un d'eux. Pratique confirmée par l'ancienne responsable de la Communication de la commune d'Antananarivo, à qui un journaliste de *La Vérité* aurait demandé 2 millions Ar pour publier un article. *Midi* note que le Collectif des journalistes a réussi un nouvel exploit, après le rendez-vous auquel il avait invité les représentants du corps diplomatique le 11 février au Carlton.

Les journalistes en introspection. *Madonline* rappelle que le Collectif a été créé à la suite de l'emprisonnement de quelques confrères lors de la crise politique. Il interpelle tout un chacun sur le rôle des journalistes dans la société malgache et constate que depuis la période coloniale la presse a été un réel facteur de division. L'esprit partisan et la propagande en sont responsables, sans oublier la haine attisée par le pouvoir colonial qui a sciemment divisé les Malgaches. Aujourd'hui encore, les journalistes sont conscients qu'ils ont parfois joué un rôle négatif dans l'aggravation de la crise, en propageant des messages subversifs. La crise politique a profondément divisé les journalistes. Depuis 2009, trois d'entre eux ont été emprisonnés, une situation jamais rencontrée depuis des décennies.

16 avril : la rencontre d'Afrique du Sud ne fait pas l'unanimité. Incertitude sur la tenue du tête à tête. Une esquisse de convention aurait pourtant été adoptée par les deux protagonistes.

Incertitudes sur la tenue du tête à tête. Marc Ravalomanana a annoncé que la tenue de cette réunion est inutile si la réalisation de l'Accord de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba ne figure pas à l'ordre du jour. La question de son retour au pays, éludée par Andry Rajoelina lors de son interview, a également refroidi les ardeurs de rencontre de l'ex-président. Enfin, celui-ci exige la présence de Zafy Albert et de Didier Ratsiraka, ce qui n'est pas prévue par l'initiative mixte franco-sud africaine. Emmanuel Rakotovahiny, « *co-président de la Transition* », prévient : « *«Si au grand jamais, il décidait d'y être présent [en l'absence des 2 autres mouvances], ce serait une trahison. Mais je pense que cela n'arrivera pas* ». Pour Andry Rajoelina, le face-à-face devrait être axé sur la nouvelle feuille de route présentée par le secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, et aboutir sur une « *signature destinée à confirmer l'entrée, dans le gouvernement d'union nationale, de la mouvance Ravalomanana et des personnalités proches des mouvances Zafy et Ratsiraka qui ne seront pas écartées* ». En somme, la rencontre devrait déboucher sur une convention ayant pour effet d'enjoindre aux parties de renoncer aux accords de Maputo et à l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. C'est principalement ce qui est critiqué dans la démarche puisque, en tenant compte du nombre de participants à la rencontre de Johannesburg, cette convention aura un caractère bilatéral, alors que sera discutée la présence des mouvances Zafy et Ratsiraka au sein du futur gouvernement et d'une nouvelle feuille de route qui leur sera imposée.

Selon L'Express, une esquisse de convention aurait été adoptée par les deux présidents en vue leur rencontre. Le projet consacrerait Andry Rajoelina comme président de la Transition. En revanche, le cas du Premier ministre ne serait pas encore tranché. La mouvance Rajoelina militerait pour le maintien de Camille Vital, ce que l'autre camp refuse. La répartition des sièges au sein du gouvernement aurait donné lieu à un accord de principe. Mais le quotidien insiste sur le fait que rien n'est encore acquis, pas même la tenue de la rencontre...

Recommandations de Sobika qui redoute l'échec de cette ultime tentative : « *Nous réitérons notre conseil pour une négociation possible et réussie à l'encontre de MM Ravalomanana et Rajoelina : n'écoutez pas vos bases fanatiques qui vous idolâtrèrent et vous détournent de la réalité et prévoyez une dose de compromis dans vos schémas idéaux, car c'est cela une négociation : une concession mutuellement acceptable* ».

L'analyse de Midi sur les chances de succès de la nouvelle feuille de route proposée par l'Afrique du Sud. Elle prévoit « *la mise en place d'un gouvernement d'union et des législatives avant le mois d'août. Apparemment, aucune mouvance n'y est opposée. Andry Rajoelina prévoit d'opérer une large ouverture de son gouvernement tandis que les trois mouvances aspirent à la réalisation de la formule consensuelle et inclusive de gouvernement décidée à Maputo. Personne n'ignore cependant que la rupture du dialogue est arrivée au moment du partage des portefeuilles. Le refus d'appliquer le quota décidé est à l'origine du blocage. Il ne sera pas facile de mettre en place un gouvernement d'union si les positions n'ont pas évolué depuis. Les chances de succès sont faibles si les trois mouvances persistent en faveur du Premier ministre de consensus Eugène Mangalaza. [...] L'attribution des ministères clés, surtout en prévision des élections, fera toujours l'objet d'âpres négociations. A qui reviendra le ministère de l'Intérieur, par exemple ? Mais pour sortir le pays de la crise, le choix de ce portefeuille doit relever du consensus. C'est la garantie du succès des élections. Bref, la sortie de crise est envisageable à travers cette feuille de route. Mais celle-ci obtiendra-t-elle l'aval des autres mouvances qui affichent jusqu'à présent la certitude que hors des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, point de salut ? L'incertitude enveloppe les jours à venir... »*

Tête-à-tête en Afrique du Sud : « *Ravalomanana obligé de signer* », selon *Le Courrier*. En effet, un refus de sa part risquerait d'être mal perçu par le pays hôte où il posséderait de nombreuses affaires, pour ne citer que sa nouvelle chocolaterie pour laquelle il aurait investi 80 millions de dollars. Son refus de signer un accord avec Andry Rajoelina pourrait même remettre en cause les facilités de séjour dont il jouit. Le quotidien note au passage que l'ex-président fait de la réconciliation nationale son cheval de bataille, alors que durant les 6 ans de règne sans partage il a toujours balayé d'un revers de la main les revendications de certains politiciens allant dans ce sens. « *Pourquoi une réconciliation nationale alors qu'il n'y a pas eu de guerre dans le pays ?* », avait-il souvent répondu.

4 émissaires sud-africains chez Andry Rajoelina. Une visite qui entre dans le cadre de la préparation de la rencontre de Johannesburg. Le président de la HAT a annoncé qu'il fera le déplacement afin d'honorer l'invitation du président sud-africain. La présence d'un officier de haut rang dans la délégation sud-africaine laisse supposer la mise en place d'observateurs militaires étrangers durant la phase de préparation des élections, suivant les suggestions de l'International Crisis Group. Marc Ravalomanana avait d'ailleurs exprimé des demandes en ce sens il y a quelques semaines.

Hery Rakotomanana : « *Le bulletin unique pose des soucis* ». Interviewé par *L'Express*, le président de la CENI indique notamment que le premier tour des présidentielles devrait se tenir en octobre, postérieurement aux législatives et au référendum. Le ministère de l'Intérieur vient de procéder au transfert de compétence à la CENI. Son financement est assuré pour l'instant sur l'enveloppe de 30 milliards Ar inscrit au budget mais rien ne lui interdit de faire appel à des sources complémentaires extérieures. Un contact a été pris à cet effet avec l'OIF. L'introduction du bulletin unique constitue l'une des préoccupations de la CENI. Il n'est pas exclus qu'il faille faire appel à un prestataire étranger pour réaliser les instruments de vote et assurer leur répartition sur tout le territoire dans les meilleurs délais. Le PDG de la Papeterie de Madagascar (Papmad) a manifesté sa volonté de relever ce déficit, à des coûts inférieurs à ceux qui résulteraient de l'importation de papier depuis Maurice. Par ailleurs, et compte tenu du taux d'analphabétisme, un effort important devra être consenti pour sensibiliser les citoyens à leur usage.

Andry Rajoelina évalue ses chances de réussite à la prochaine présidentielle. La question de sa candidature lui a été posée une nouvelle fois par les journalistes. Si d'habitude il répond que « *ce n'est pas encore le moment d'y répondre* », cette fois-ci il a changé de discours en déclarant qu'il ne connaît pas lui-même la réponse. Il a toutefois précisé par la suite que s'il se présentait, c'est avec la certitude d'être élu, comme ce fut le cas lorsqu'il s'est présenté à la mairie d'Antananarivo.

L'Express (France) : « *Un conflit interne a empêché un coup d'Etat* ». Le magazine rapporte les propos d'un officier parmi les proches du général Noël Rakotonandrasana, qui assure : « *Il y avait vraiment une intention de faire un putsch, mais il y a eu un conflit interne. Quand il a été révélé que des civils étaient derrière le projet, avec de l'argent, cela n'a pas plu...* »

Sommet Afrique-France des 31 mai et 1er juin à Nice. Madagascar et le Niger ne sont pas encore invités. Une cinquantaine de présidents de pays africains ont été invités par la France. Le Soudan et le Zimbabwe ont été incités à envoyer un représentant. Un seul pour l'instant décliné l'invitation : le président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo. Des observateurs estiment qu'Andry Rajoelina pourrait recevoir son carton d'invitation si des

avancées majeures sont enregistrées aux négociations d'Afrique du Sud. Dans le cas contraire, il sera difficile à la France de se mettre à dos la communauté internationale.

17 avril : la rencontre de Johannesburg offrira un strapontin aux deux anciens présidents Ratsiraka et Zafy. L'ex-ministre de la Défense oppose une alternative malgacho-malgache à la sortie de crise.

Réunion de Johannesburg : Ratsiraka et Zafy repêchés. La rencontre, reportée au 25 avril, se déroulerait en deux temps. Elle débiterait par un face à face entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana et les deux autres chefs de file les rejoindraient pour la suite des pourparlers. Il reste à connaître la réaction des uns et des autres à cette nouvelle proposition. Le contenu même de la réunion reste à discuter. L'esquisse de convention est encore en discussion. Une délégation de la mouvance Ravalomanana s'est déplacée discrètement au palais d'Ambohitsorohitra pour rencontrer le président de la HAT. Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, a été consulté. Pour *Midi*, « *la grande question est de savoir quelle position adoptera l'ancien président. L'acceptation de la feuille de route ouvre à sa mouvance les portes du pouvoir. Mais en contrepartie, il risque de perdre ses grands alliés, les autres mouvances, qui n'auront pas leur place au soleil alors que celles-ci espéraient depuis Maputo, au nom de la réconciliation nationale, ne pas être reléguées au rang de cinquième roue du carrosse. La partie s'avère par conséquent complexe et difficile à cause des enjeux subtils et stratégiques qui l'accompagnent* ».

L'ex-ministre de la Défense, Noël Rakotonandrasana, persiste à proposer une alternative malgacho-malgache à la sortie de crise. Une semaine après son limogeage, le général, suspecté de tentative de coup d'Etat, se déclare sceptique quant à l'organisation de la rencontre entre les chefs de file à l'extérieur. Le Conseil Supérieur Mixte pour la Médiation et l'Ethique (CSMME) dont il propose la mise en place à Andry Rajoelina sera « *l'interface entre le président de la HAT et ceux qui apportent des suggestions* », dit-il, une structure destinée à aider la HAT à légitimer et à gérer son autorité. L'implication de toutes les personnalités influentes du pays est souhaitée dans ce projet, initié lors des rencontres de Vohipiraisana. Il affirme que le CSMME devrait être l'équivalent du GIC. Le général a toujours été opposé à des médiations étrangères. Il rappelle une proposition que les médiateurs internationaux aurait faite : « *si vous trouvez une solution entre vous, malgaches, pourquoi ne pas le faire* ». Le général, défavorable à la rencontre de Johannesburg, a eu ce « *bon mot* » : « *Les militaires ont exigé une feuille de route et pas une sortie de route* ».

18 & 19 avril : une troisième tentative de « coup d'Etat », jugée peu crédible, aurait été déjouée. Prétexte pour remettre en cause la rencontre de Johannesburg ? Lutte d'influence entre les deux hommes forts de la FIS ? Complicités extérieures ?

Nouvelle tentative avortée de « coup d'Etat ». Les éléments de la FIS conduits par le lieutenant-colonel Lylison ont mis la main sur un groupe d'une vingtaine de militaires (dont des réservistes) et de civils qui se préparait, dit-on, à prendre d'assaut le palais du Premier ministre à Mahazoarivo. L'opération était programmée pour la nuit suivante. Plusieurs officiers supérieurs impliqués seraient proches de l'ancien président Ravalomanana. Le général André Ndriarijaona, chef d'Etat major général, le colonel Richard Ravalomanana de la gendarmerie et Alain Ramaroson, président de la Commission Défense de la HAT, se sont rendus sur les lieux de l'arrestation. Selon ce dernier, « *C'est Ravalomanana qui est le commanditaire de ce coup d'Etat. Il ne se contente pas d'avoir volé l'argent des Malgaches mais il utilise également cet argent pour faire tuer des Malgaches* ». Il s'est félicité de l'efficacité de la FIS et n'a pu retenir son indignation face aux instigations déjouées : « *Ces gens qui recherchent l'affrontement entre Malgaches n'ont vraiment aucune moralité, devait-il déplorer. Pourquoi la*

violence ? A quoi rime tout ceci ? » Et d'ajouter : « Un dimanche, vous vous rendez compte ? Ils préparent une opération un dimanche ! Mais ces gens-là ne prient donc pas ? ». Certaines des personnes arrêtées auraient avoué avoir été recrutées depuis plusieurs mois pour un « salaire » de 40.000 Ar par jour. Alain Ramaroson estime que devant de tels agissements, la rencontre prévue à Johannesburg n'a plus de raison d'être. Le promoteur de la « police communautaire » profite des circonstances pour remettre en scelle son concept battue en brèche en raison de son absence de fondement juridique car ce sont des renseignements recoupés en provenance de ces « Andrimasom-pokonolona » qui auraient permis de découvrir le « coup d'État » et de mettre la main sur les mercenaires. Le général André Ndriarijaona a déclaré : « Nous verrons la suite de l'enquête. Néanmoins, je pense que tout le monde n'a pas le même point de vue mais nos uniformes nous défendent d'en faire publiquement part. Quelque chose doit être fait au sein de l'armée », a-t-il admis, ajoutant : « il est intolérable que des militaires puissent être exploités par d'autres militaires eux-mêmes, et des hauts gradés de surcroît ». Aucune déclaration n'a été faite par le Présidence et la Primature à l'issue de ce nouveau week-end agité.

La Gazette, qui qualifie l'évènement de « coup d'Etat d'amateur », révèle les noms de 3 officiers compromis, diffusés sur les ondes avec une surprenante rapidité et sans considération de la présomption d'innocence : le lieutenant-colonel César Ralamboherison, aide de camp de Fetison Andrianirina, leader pro-Ravalomanana, le lieutenant Ramambaso, chauffeur du général Raelina (chef de la sécurité de Marc Ravalomanana) et l'adjudant Rodolphe, ancien chauffeur de ce dernier. Des mandats d'arrêt auraient été lancés contre les colonels Andriamihoatra et Djadifara et le commandant Ratsiorimanana, considérés comme les « cerveaux » de l'opération. Une dizaine d'autres personnes sont encore recherchées. L'existence d'armes prévues pour l'attaque et qui sont en circulation quelque part, plonge la population dans une vive anxiété.

Cependant, pour Midi, « bon nombre d'observateurs se demandent si cette histoire de coup d'Etat ne serait pas en fait un prétexte pour remettre en cause la rencontre de Johannesburg ». La suspicion est partagée par le site de l'APPA : « Pourquoi ce nouveau soap opéra du « coup d'Etat des dimanches » ? Selon les indiscretions de son entourage, Alain Ramaroson serait sur la sellette depuis quelques semaines. Il n'aimerait pas qu'un accord soit trouvé à Johannesburg qui scellerait à jamais son sort. La seule solution pour qu'il reste le plus longtemps possible à son poste, c'est qu'aucune négociation ne soit entamée ».

Pour l'éditorialiste de Tribune, « Le cas est classique depuis le début de la crise. À chaque fois que les modérés aboutissent à un accord de principe sur une rencontre entre les protagonistes, il y a un pseudo-scoop qui apparait les jours qui la précèdent »⁴. La Gazette conclut ainsi : « il s'agit du énième « coup d'Etat » démasqué et démantelé avant le passage à l'acte. La répétition des tentatives infructueuses pourrait donner une piètre idée de notre armée. Après tout, ils ont peut-être raison ceux qui disent que contrairement aux militaires d'Afrique, les nôtres n'ont pas de dispositions particulières pour les coups d'Etat ». Plusieurs quotidiens s'étonnent que l'objectif du putsch ait été le seul palais de Mahazoarivo (du moins en l'état actuel de l'enquête), et non le siège même du pouvoir. Certains trouvent également suspect que les médias proches du pouvoir que sont Viva et TV Plus aient assisté en direct aux arrestations. Une opération « commando » menée par l'équipe du lieutenant-colonel Lylison médiatisée. Surmédiatisée.

Le site Madanews écrit : « Le jour de gloire est enfin arrivé pour le lieutenant-colonel René Lylison. Devant les caméras de la « deuxième chaîne étatique » [Viva TV], l'autre numéro 1 de la FIS a déjoué en grandes pompes le désormais habituel coup d'État de la semaine, prouvant que le lieutenant-colonel Charles Randrianasoavina n'était pas le seul à pouvoir sauver les fesses du régime. [...] Il faut reconnaître l'inventivité du régime en matière de communication. Après le concept d'« auto-putsch », la HAT vient d'inventer le « mini-putsch » en télé réalité... ».

⁴ Cf Blog Justmad – « articles remarqués » avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/32/12/448497/52144975.pdf>

Pour le site *24heures*, « *La tentative de coup d'État serait une opération financée de l'extérieur. Certains des militaires arrêtés, seraient d'ex-membres de la garde présidentielle de l'ancien Président, d'autres des éléments du général Raelina activement recherché dans le cadre de la tuerie du 7 février 2009. Ces éléments militaires auraient reçu une formation commando dispensée par le général Raelina depuis quelques mois. C'est la thèse officielle* ».

Jeannot Ramambazafy, du site militant pro-TGV *Madagate* estime « *qu'il n'est pas possible qu'Andry Rajoelina aille à Johannesburg. Là-bas, les mercenaires sont... professionnels* ».

« **Général Raelina : en cavale depuis plus d'un an** », écrit *Le Courrier*. Accusé d'avoir organisé la tuerie à Ambohitsorohitra le 7 février 2009, ce membre de la sécurité présidentielle se trouverait encore dans la capitale selon les informations livrées par les supposés auteurs du coup d'Etat manqué du 18 avril. Il serait maintenant atteint d'hémiplégie. Un médecin et un artiste très connu sont accusés d'assurer sa protection. La majorité des observateurs supposait que le général était exilé à l'étranger avec les autres anciens gardes présidentiels. Il n'a pas assisté aux Assises militaires des 27 et 28 mai 2009 au CCI d'Ivato. Il fait actuellement l'objet d'un mandat d'arrêt pour l'affaire du massacre du 7 février à Ambohitsorohitra. Pour le quotidien, ce cas met en cause le contrôle de la HAT sur la sécurité intérieure. Durant sa présidence, Marc Ravalomanana n'avait pas attendu longtemps pour arrêter le général Fidy accusé d'avoir fomenté un coup d'Etat à la Base Aéronavale d'Ivato, rappelle le journal.

Attentats à Antananarivo. Explosions dans deux stations d'essence de la compagnie française Total. Il s'agirait de grenades artisanales, qui n'ont pas fait de victimes. « *Des observateurs restent convaincus que les commanditaires de ces attentat ne seraient autres que ceux qui avaient terrorisé la capitale en mai-juin 2009* », indique *La Vérité*, qui déplore que certains d'entre eux aient été relâchés sans jugement.

Commentaire de *Tribune* : « *À qui pourrait profiter le crime ? Entre ceux qui voudraient empêcher la tenue de pourparlers à Johannesburg, ceux qui veulent prouver leur capacité de nuisance pour peser sur ces discussions et ceux qui pourraient chercher à faire porter le chapeau à d'autres, on peut trouver bon nombre de candidats à l'extrémisme. Le plus curieux reste l'absence de toute revendication publique* ».

Les partisans des trois mouvances renoncent à une manifestation « Place de la Démocratie » à Ambohitovo. La commune avait rejeté la demande d'occupation de la place. Les forces de l'ordre étaient postées devant l'entrée, dissuadant la tenue d'une manifestation. Le meeting a eu lieu dans l'enceinte du Magro de Behoririka. Les organisateurs ont déclaré vouloir faire preuve de prudence afin d'éviter des affrontements qui donneraient un prétexte à Andry Rajoelina d'annuler la rencontre prévue à Johannesburg.

20 avril : la rencontre entre les chefs de file des mouvances maintenue mais reportée au 28 avril. Surmédiation de la tentative supposée de coup d'Etat.

La réunion en Afrique du Sud différée mais maintenue. Les camps Rajoelina et Ravalomanana affichent leur volonté de discuter, malgré la présumée tentative avortée de coup d'État. La rencontre serait reportée au 28 avril pour des raisons de logistique indépendantes des récents événements, affirme-t-on. Un temps annoncé à Johannesburg, le rendez-vous se tiendrait à Pretoria. Quelle que soit la raison du report, celui-ci risque de provoquer une pression supplémentaire dans la recherche d'une voie négociée à la crise. L'ajournement n'accorde que 48 heures avant l'expiration du délai fixé par les Forces armées aux dirigeants de la HAT pour présenter une feuille de route claire et vérifiable. Andry

Rajoelina confirme son intention de se rendre en Afrique du Sud. Une annonce qui coupe l'herbe sous les pieds de certains alliés du pouvoir, peu emballés à l'idée de discuter avec l'ancien président Ravalomanana. Même son de cloche du côté des partisans de l'ancien chef de l'État, accusée à tort ou à raison de vouloir saboter la rencontre.

21 personnes impliquées dans le projet d'attaque ont été arrêtées par la FIS : 5 militaires et 16 civils. Un officier supérieur se serait rendu. 3 hauts gradés auraient déclaré vouloir se rendre à condition de ne pas se faire violenter. Les civils qui ont été dénoncés seraient déjà impliqués dans l'affaire dite des « *bombes artisanales* ». Une perquisition a été effectuée par les forces de l'ordre au domicile du général Rajoelina qui demeure introuvable. Les suspects arrêtés ont été déférés à la maison de force de Tsiafahy.

Marc Ravalomanana nie être le commanditaire. Il déclare : « *Je nie catégoriquement toute implication dans une tentative de résoudre la crise politique par des moyens non démocratiques. Toute rumeur suggérant le contraire est totalement fautive. J'ai toujours soutenu une solution démocratique à la crise et je continue à le faire. Prétendre le contraire à des fins politiques est cynique et potentiellement déstabilisant. [...] Nous ne pouvons pas permettre à ces rumeurs d'être utilisées comme une excuse pour retarder le retour des élections libres et équitables dont le peuple malgache a si désespérément besoin* ». Le communiqué observe le silence sur les relations que les officiers dont les noms ont été cités dans les médias entretenaient éventuellement avec lui. *Tribune* note que Marc Ravalomanana met en valeur sa nouvelle stratégie en faveur des élections ; une option qui se rapproche des positions préconisées par la France, sans doute en vue des rencontres en Afrique du Sud.

Les propos accusateurs d'Alain Ramaroson. Le président de la Commission Défense et Sécurité de la HAT tente de persuader l'opinion que tout a été manigancé par Marc Ravalomanana. Selon lui, le choix de la cible [*la Primature*], se justifie par le fait qu'y sont entreposés des stocks d'armes importants. Le palais du Premier ministre serait le centre de commandement de toutes les grandes unités qui protégeraient les institutions. Après la prise de Mahazoarivo, disent les médias pro-HAT, les cibles auraient été le domicile d'Andry Rajoelina puis le palais d'Ambohitsorohitra. Certaines sources désignent le général Rajoelina comme le centre du dispositif qui serait d'environ 80 hommes.

Le colonel Raymond Randrianjafy (FIGN) nie être impliqué dans l'affaire de la tentative de coup d'Etat. Il affirme être victime d'un acte d'intimidation de la part du régime. Le responsable des opérations de la FIGN a précisé qu'il résisterait en cas d'arrestation. Il a annoncé que celui qui veut l'arrêter doit se préparer à se faire arrêter à son tour. « *Nous n'allons pas nous laisser faire* » a-t-il dit, en soulignant qu'il est une personne très convoitée et redoutée actuellement dans les milieux politiques. « *Plusieurs personnalités m'ont déjà contactée* », a-t-il précisé. Il prétend avoir refusé toute demande d'entretien en dehors du camp de la FIGN.

Les difficultés du colonel remontent à l'affaire de corruption présumée impliquant le président déchu et le général Bruno Razafindrakoto, actuel commandant de la gendarmerie. Il a été à la tête des éléments de la FIGN qui ont demandé la démission du commandant de ce Corps. Il a aussi participé à la réunion des officiers des 22 régions, le 10 avril, pour l'élaboration d'une feuille de route à soumettre à Andry Rajoelina. Le commandant de la FIGN, le général Viennot Christian Zafera, a réaffirmé son dévouement à l'endroit du président de la HAT, auquel il doit sa promotion. « *Une promotion que personne d'autre n'a voulu offrir auparavant* » précise-t-il. Mais des membres de la FIGN accusent le général Bruno Razafindrakoto, actuel commandant de la gendarmerie, d'avoir reçu de l'argent de Marc Ravalomanana et ils demandent sa démission. Selon le colonel Raymond Randrianjafy, la

présidence de la HAT est complice dans le maintien du général Razafindrakoto : « *Ils sont incapables de limoger le général Bruno Wilfrid mais capable d'expulser le général Noël Rakotonandrasana* », accuse-t-il.

Le régiment du 1er RFI d'Ivato également dans le collimateur de la HAT. Ce Corps, auquel appartient le commandant Roger Luc, est suspecté d'entretenir des relations étroites avec Monja Roindefo, l'ancien Premier ministre limogé. Il a été aussi dénoncé comme partie prenante par les présumés auteurs de la tentative de coup d'Etat, mais contrairement à la FIGN, le 1er RFI n'a pas tenu à démentir.

« Tentative de putsch : Quel Etat de droit ? », s'interroge Le Courrier. « Dans un pays où les droits humains sont respectés, la notion de présomption d'innocence indique clairement que toute personne est présumée innocente jusqu'à ce qu'un verdict du tribunal dise le contraire. Cet élément fondamental est foulé aux pieds pour les présumés "membres du commando" rassemblés pour prendre d'assaut le Palais de Mahazoarivo. Leurs images ont été jetées en pâture sur la scène médiatique. [...] Les enquêtes ont été faites sur les lieux même de l'arrestation sans aucun respect pour le sacro-saint secret de l'instruction. A croire que le procès de ces individus et de leur prétendu commanditaire est déjà faite et qu'on n'attend plus que le verdict, ou plutôt la formalisation de la sentence ».

Le «Mouvement des ecclésiastique» (HMF), regroupant essentiellement des pasteurs issus de la Fjkm, tente de brûler la politesse à la communauté internationale. Il propose sa contribution pour la réconciliation des mouvances politiques en les invitant à une rencontre le 22 avril, en vue d'un « grand pardon » et d'un « apaisement du climat politique ».

Situation des « détenus politiques » : le Mouvement HMF a déclaré être en tractation concernant la situation des détenus politiques et attendre que la ministre de la Justice lui accorde une audience.

La Vérité met en cause l'ancien Premier ministre Monja Roindefo dans de graves malversations financières constatées au sein de l'ONN (Office National de la Nutrition), au profit de la Primature. Le quotidien, qui affirme avoir mené sa propre enquête, fournit de nombreuses indications sur les malversations supposées.

21 avril : la rencontre de Pretoria du 28 avril ne fait pas l'unanimité au sein de la HAT.

Augustin Andriamananoro, ministre des Télécommunications et président la plateforme Défi 2010, estime que la rencontre en Afrique du Sud devrait être annulée. La population a assez souffert et à son avis, il n'y qu'à exécuter la feuille de route définie à l'Atelier d'Ivato. Alain Ramaroson a expliqué pour sa part que Marc Ravalomanana a intérêt à faire échouer la prochaine rencontre afin de pouvoir faire appel à une intervention militaire internationale. Il se demande si la sécurité d'Andry Rajoelina sera assurée en cas de déplacement en Afrique du Sud. Le pasteur Mailhol de l'Eglise Apokalipsy considère qu'Andry Rajoelina ne doit pas engager de pourparlers avec un homme condamné par la justice.

Colonel Richard Ravalomanana : « Ce n'est pas du cinéma ». Le commandant de l'Emmo régionale a affirmé que contrairement à ce qu'une partie de l'opinion pense, la découverte d'une tentative de coup d'Etat n'était pas une machination médiatique. « *Ce n'était pas du cinéma. Si cela en était, comment les instigateurs d'une mise en scène auraient obtenu la complicité de 5 personnes connues pour ayant travaillé avec des personnes opposées au régime actuel ? Si c'était du cinéma, il n'y aurait pas eu opposition physique et les visages de certaines personnes arrêtées ne porteraient pas des signes de tuméfaction* ».

Le *Courrier* note cependant que le colonel Ravalomanana fait preuve de prudence quant aux commanditaires de cette opération : « *Les aveux sont à recouper, nous sommes encore dans une phase d'enquête objective* », dit-il. Il se démarque ainsi nettement d'Alain Ramaroson et du fougueux lieutenant-colonel Lylison, patron de la FIS, pour qui l'implication de Marc Ravalomanana ne fait aucun doute. « *En tout cas, la thèse du cinéma, diffusée par les trois mouvances, gagne du terrain. Peut-être car le plan comporte de réelles incohérences* », écrit *La Gazette*.

L'éditorialiste de *Tribune* condamne le non-respect de la présomption d'innocence pour le « *commando* » qui se serait préparé à attaquer la Primature. Il exige la dissolution de la FIS, un corps sans statut et dont le pouvoir est sans limite⁵. Le non-respect de la dignité humaine caractérise le pouvoir de transition, qui entendait pourtant incarner le changement (en mieux) des pratiques antérieures du régime Ravalomanana.

Des tentatives de rapprochement des jeunes des 4 mouvances. « *Des rencontres entre des représentants Tgv et Tim modérés ont eu lieu. Chaque entité tente maintenant de gérer le cas des extrémistes de son camp respectif* », a confié Lanto Rakotomavo, présidente de l'association Tgv. Ces contacts se veulent discrets pour l'instant mais un processus de rapprochement serait en cours.

Le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) prépare un projet d'appui au processus électoral, afin de le rendre transparent et redevable. Le Comité a choisi 3 axes pour mettre en œuvre son projet : la CENI, l'évaluation des élections et la sensibilisation sur les enjeux des élections. Un projet de sensibilisation des électeurs est en préparation avec l'appui financier de l'ambassade de Suisse. Enfin, une rencontre avec une délégation de l'OIF a été effectuée en vue de la préparation du processus électoral. Le CSI projette de doter la CENI d'une stratégie proactive lui permettant d'aller au devant des problèmes identifiés au cours des précédentes élections et de mettre en œuvre une évaluation indépendante de tous les acteurs du processus appelée « *indice d'intégrité électorale* » construit sur le modèle de l'indice de perception de la corruption développée par Transparency international. Le recueil et le traitement des données seront conduits par des cabinets indépendants afin que tous les acteurs du processus soient objectivement évalués.

Medias. *Sobika* ferme son forum. Le site de référence de la diaspora a pris cette décision en vue « *d'apaiser le climat et pour permettre au pays de repartir sur des bonnes bases* ». Si la rencontre de Pretoria du 28 avril n'a pas lieu ou si elle ne débouche sur rien de concret, le site réouvrira son forum « *pour permettre aux frustrations de s'exprimer car il faudra aussi que les politiciens assument leur responsabilité. Si nos politiciens parviennent à montrer qu'ils peuvent sortir la Nation de ce mauvais pas, pour soutenir cette action, nous les soutiendrons en fermant le forum libre de Sobika jusqu'à la fin de la transition. [...] Nous précisons que nous n'avons reçu aucune pression, aucune recommandation, ni aucune demande de qui que ce soit, ni d'aucun groupe politique et bien sûr aucune somme d'argent* ». A noter que *Midi* avait annoncé le 14 avril la fermeture de son forum après quelques mois d'expérience, en raison des propos virulents et peu constructifs qui s'y exprimaient.

Le domicile de la ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, cible d'une puissante attaque à la grenade. Des dégâts matériels mais pas de victime.

⁵ Cg blog Justmad – « *articles remarquables* » - avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/16/10/448497/52222519.pdf>

Grève des paramédicaux suspendue. La reprise du travail a été décidée par leurs leaders pour ne pas envenimer le climat social et pour éviter que leur mouvement soit qualifié de politique, explique un membre du « *comité des revendications* », qui déclare observer une veille active. Ce recul pourrait s'expliquer par les rumeurs de rapprochement entre leur mouvement et celui des trois mouvances.

22 avril : la rencontre « *malgacho-malgache* » initiée par le « *Mouvement des ecclésiastiques* » compromise. Le rendez-vous des 4 mouvances à Pretoria le 28 avril fait toujours débat tant sont grandes les divergences entre les tenants de cette réunion et les opposants.

« *Mouvement des ecclésiastiques* ». **Un test de rassemblement compromis.** Le Mouvement a du mal à rassembler autour d'une table les représentants des quatre mouvances. La mouvance Ratsiraka a répondu négativement à l'invitation, contrairement à celles d'Albert Zafy et de Marc Ravalomanana. La mouvance Rajoelina a justifié son absence en rappelant l'existence d'un groupe déjà opérationnel de dignitaires, de dirigeants religieux et traditionnels, de responsables de la société civile, de politiciens ainsi que de jeunes visant le même objectif que les ecclésiastiques. Ange Andrianarisoa (mouvance Ratsiraka) a refusé que le « *Mouvement des ecclésiastiques* » marche sur les plates-bandes du Conseil national de réconciliation (CNR), prévu par la Charte de Maputo.

Rencontres de Pretoria. « *Les concessions d'Andry Rajoelina* », titre *La Gazette*. « *Les milieux pro-Rajoelina font tout pour retenir au pays le chef de la Transition. Dans un premier temps, ils ont mis en avant le « coup d'Etat d'Ambohijanaka » pour dissuader Andry Rajoelina de se rendre dans la métropole sud-africaine. La tentative ayant échoué, ils changent maintenant de monture et agitent l'épouvantail du... crime. Selon eux, face à un personnage aussi perfide que Marc Ravalomanana, la vie du chef de la Transition est en réel danger dans un pays réputé pour détenir des records en matière de crimes. On ne sait si ces arguments inciteront Andry Rajoelina à la reculade. En tout cas, on comprend les craintes de l'entourage du chef de la Transition. Sous l'effet des vives pressions de la France et de l'Afrique du Sud visant une sortie de crise rapide, Andry Rajoelina pourrait perdre pied et accorder de trop larges concessions aux chefs des trois mouvances* ». En matière de risques supposés encourus par le président de la Transition, le site *Madagate* n'hésite pas à prendre comme exemple celui du président rwandais Juvénal Habyarimana dont l'avion a été abattu, déclenchant le génocide rwandais en 1994.

« *Un charter de congressistes pour du tourisme politique* ». *Sobika* met en garde les responsables politiques de tous bords : le rendez-vous en Afrique du Sud ne devrait pas donner à nouveau à l'opinion publique l'image désastreuse de délégations pléthoriques prenant des avions spécialement affrétés aux frais des pays hôtes, comme ce fut le cas lors des rencontres de Maputo. « *Cette multitude de personnes invitées aux négociations, c'est aussi une multitude de point de vue et de divergences qui ont fait de ces accords, des accords bancals certes signés mais inappliqués. Pour rendre plus efficace la médiation et les négociations, il faudrait réduire au strict minimum les délégations. [...] Pour autant rien ne dit que cette rencontre du 28 avril se tienne, tant les divergences sont grandes entre les tenants de cette réunion et les opposants* ».

Andry Rajoelina serait à l'origine de la rencontre d'Afrique du Sud, croit savoir le site 24heures. C'est par trois missives à Jacob Zuma, dont la dernière transmise par Alain Joyandet le 31 mars, qu'Andry Rajoelina aurait sollicité la médiation du président Sud-Africain. C'est pour cette raison qu'il ne peut pas ne pas aller à Pretoria le 28 avril. Les deux premières lettres auraient été transmises par Paris via l'ambassadeur de France.

« *Affaire Mahazoarivo : une des 21 personnes arrêtées évacuée aux Urgences* », titre Midi. L'intéressé, dont l'identité n'a pas été dévoilée, souffrirait d'un traumatisme crânien. Le quotidien se demande « *si les principes des Droits de l'homme sont respectés sur cette affaire* », en dépit du fait que le colonel Ravalomanana Richard ait annoncé que « *les personnes qui ont fait l'objet d'arrestation sont bien traitées et ne subissent aucune violence* ».

Le Conseil d'Etat renvoie sine die l'audience sur la demande d'annulation du décret nommant Max Ramilison à sa tête, accompagnée d'une demande de sursis à exécution, qui avait été déposée par les avocats des 3 mouvances. Le renvoi est motivé par l'absence de dépôt de ses conclusions par le représentant de l'Etat. Pour Midi, « *d'une chose, on est sûr, le président du Conseil d'Etat ne peut pas être juge et partie dans l'affaire, sous peine de faire l'objet d'une procédure de récusation de la part des avocats des trois mouvances* ». A noter, en outre, que d'autres dossiers brûlants sont en souffrance, relatifs à des requêtes déposées contre le limogeage d'Eugène Mangalaza et la nomination de Camille Vital.

Les médias et la préparation de la période électorale. Le ministère de la Communication, les directeurs de publication et les présidents d'associations de journalistes ont signé une charte pour le traitement des informations pendant les périodes électorales. Ce texte vise à rappeler aux journalistes l'éthique et le professionnalisme dans l'accomplissement de leurs tâches. Une commission spéciale composée des « *journalistes doyens* » assurera le contrôle du respect de la charte morale sur la conduite et le traitement des informations pendant les périodes électorales.

23 avril : des zones d'ombre risquent de faire échouer la rencontre de Pretoria entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Le président de la HAT pose des conditions. Joachim Chissano accusé de brouiller les cartes. Echec du rassemblement des ecclésiastiques.

Rencontre de Pretoria : Andry Rajoelina exclut toute négociation et entend seulement signer un document préétabli. Le président de la HAT précise ses conditions de participation, après avoir affirmé deux jours auparavant sa détermination de se rendre en Afrique du Sud. « *Il ne devrait plus y avoir de négociations sur place. Un protocole d'accord a été remis par l'ambassadeur de France chez moi, il y a deux jours et je l'ai accepté. Si les deux parties (mouvances Rajoelina et Ravalomanana) y apportent leur consentement, il ne reste plus qu'à apposer les signatures* », a-t-il indiqué, déclarant : « *Mieux vaut ne pas aller à Pretoria si c'est encore la suite de Maputo* ». Andry Rajoelina veut donner l'impression de réagir à l'invitation lancée par Joaquim Chissano, chef de l'équipe conjointe de médiation. « *Celle-ci ne correspond pas aux discussions qu'on a eues avec la France et l'Afrique du Sud* », a-t-il expliqué, considérant que la rencontre n'a plus qu'un seul objet : la constitution d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections libres et transparentes. En effet, l'ancien chef de l'État mozambicain a invité les quatre chefs de file à une réunion en deux temps. Il a également évoqué « *l'esprit de négociations à Maputo* » qui devrait présider à la rencontre. Des zones d'ombre persistent donc sur le contenu du rendez-vous élargi aux anciens présidents Ratsiraka et Zafy. Le président de la HAT exige que les deux anciens présidents ne jouent que le rôle de *Ray Amandreny*, et non celui de chefs de mouvance. En cas d'échec du processus, Andry Rajoelina est allé jusqu'à prétendre qu'il a déjà « *trouvé une solution et compte avancer dans ce sens* ». Selon *Tribune*, et dans cette éventualité, la HAT pourrait annoncer l'adoption de la proposition du général Noël Rakotonandrasana récemment limogé. Selon l'ancien ministre des Forces armées, le GIC devrait être remplacé par un organe purement malgache, composé de militaires, d'intellectuels et de sages, le Conseil Supérieur Mixte de Médiation et d'Éthique (CSMME). Jean-Marc Châtaigner et son homologue sud-africain doivent se rendre chez Andry Rajoelina pour tenter de clarifier et préciser les conditions de la rencontre.

Les mises en garde des membres de la HAT. La résolution adoptée sur proposition de la Commission « relations internationales » indique notamment : « *Tout accord de sortie de crise se heurtera à des problèmes dans sa mise en application sans la prise en compte de quatre points. En premier lieu, les violations graves de l'Etat de droit, des droits de l'homme, des libertés fondamentales, les crimes de sang, le détournement des deniers publics, l'organisation d'élections truquées et surtout la pauvreté sont les raisons principales du soulèvement populaire de 2009. En second lieu, la problématique majeure actuelle est la mise en place d'une Transition politique démocratique qui implique les principales forces politiques et sociales du pays. En troisième lieu, la mission principale de la Transition est de mettre en place les conditions favorables à l'instauration de la IVème République par le biais d'un processus électoral crédible, valide et transparent. En quatrième et dernier lieu, dans une situation de crise, l'action de l'État de Transition doit se recomposer autour de cette crise elle-même et doit être animée majoritairement par les principales forces politiques détentrices des vrais sens de la transition actuelle* ». Dans leur résolution, les membres de la HAT demandent instamment au président de veiller à ce qu'il n'y ait point installation d'une culture d'impunité et de ne pas accepter que l'amnistie de Marc Ravalomanana soit une des conditions de sa signature.

Garantie de résultats. *L'Express rappelle que « l'ancien Premier ministre Monja Roindefo est sceptique quant à la réussite de la rencontre. Pas parce qu'il ne croit pas à la possibilité de la signature d'un accord. Plutôt parce qu'il ne pense pas que les signataires d'une prochaine convention puissent enfin respecter leur engagement. Qu'est-ce qui garantit, effectivement, que, cette fois, les mouvances concernées par la future « Convention de Jo'Burg » vont la mettre en œuvre ? Puisque ni Maputo I, qui a dû être amendé, ni Addis-Abeba, dont le seul commencement d'exécution obtenu a été le limogeage du Premier ministre « unilatéral », n'ont été respectés, comment peut-on encore espérer que Johannesburg soit appliqué ? [...] La France n'est-elle pas accusée de prendre le parti de Rajoelina contre les autres mouvances ? Et comme l'Afrique du Sud donne « l'asile » à l'ancien président, le camp de la HAT ne manque pas non plus de douter de son objectivité. Et puis, rien ne dit que les résultats du nouveau processus initié par la France et l'Afrique du Sud seront reconnus par les autres membres de la communauté internationale, en particulier par l'UA dont les sanctions ont du mal à avoir l'adhésion de tous ».*

« Mais quel est donc ce protocole ? », s'interroge Sobika. « Des questions fusent : qui a rédigé ce protocole d'accord ? Sont-ce des représentants de la mouvance Rajoelina et Ravalomanana qui l'auraient ensuite remis à l'Ambassadeur de France en tant que facilitateur dans cette crise ? Ou est-ce un protocole rédigé par la France puis remis au président de la HAT ? Quant à son contenu, personne ne le connaît, mais Andry Rajoelina est déjà prêt à l'appliquer ce qui sous entendrait que ce protocole, au pire ne le désavantage pas et au mieux est conforme à ses desideratas. [...] Si Andry Rajoelina a reçu cet accord, son opposant doit aussi en connaître la teneur, et peut être les leaders de sa mouvance aussi comme Fetison Rakoto Andrianirina. Pour le moment, la mouvance Ravalomanana comme depuis le début de l'annonce de la rencontre en Afrique du Sud n'a pas réagi à cette annonce ».

Rassemblement des ecclésiastiques en échec. La rencontre entre les 4 mouvances programmée par le HMF a été reportée à une date ultérieure ; seuls les représentants des mouvances Ravalomanana et Zafy avaient répondu présentes. Les organisateurs restent cependant mobilisés. Ils envisagent, avec l'appui de la Ffkm, de proposer un grand rassemblement le 11 mai. *Tribune* note que le Mouvement « continue de traîner son image de trop grande proximité avec la mouvance Marc Ravalomanana ».

Transition - L'UE se prononcera mi-mai. L'Union a entamé en mars la procédure de clôture de ses consultations avec Madagascar, dans le cadre de l'Accord de Cotonou. Elle confirme ne pas reconnaître le gouvernement de Transition. Une procédure de suspension des

relations avec la Grande Ile devait être engagée 120 jours après le transfert de pouvoir qu'elle qualifie d'anticonstitutionnel. Mais elle affirme vouloir prendre son temps pour donner une chance au dialogue. L'UE tente par la même occasion de couper court à toute interprétation concernant le récent transfert des matériels informatiques du Conseil National Electoral (CNE) à la CENI. « *Les matériels achetés et financés par l'UE deviennent la propriété de l'État après la fin des projets. Il appartient à l'État de décider de son utilisation. La passation n'a donc aucune portée ou implication politique* », souligne un porte-parole.

Dossier Madagascar : le secrétaire d'Etat-adjoint américain félicite l'UA. Il a loué les efforts de l'Union en vue de la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance. Il a notamment salué les positions prises par l'Organisation contre les dérapages constitutionnels des dirigeants en Mauritanie, au Niger, en Guinée et à Madagascar. « *Les membres de l'UA ont clairement décidé que l'Union n'est pas un club pour généraux ou dictateurs. Nous applaudissons les mesures fermes que l'Organisation a prises en ce sens* », a déclaré Jacob Lew.

24 avril : rencontre de Pretoria. Assurances franco-sud-africaines et réfutation immédiate de Marc Ravalomanana. Un malentendu qui n'augure rien de bon si les deux pays du tandem ne parviennent pas à tenir en mains leur poulain.

Sortie de crise. Assurances franco-sud-africaine. Jean-Marc Châtaigner et Sam Mokgheti, ambassadeurs de France et d'Afrique du Sud, ont apporté des éclaircissements et tenté de peser dans la balance pour la réussite du rendez-vous de Pretoria. Les deux diplomates précisent que la rencontre sera présidée par Jacob Zuma, « *en présence du médiateur Joaquim Chissano* ». Elle « *aura pour objectif de finaliser un accord dont les principaux éléments ont d'ores et déjà été acceptés par les deux parties* ». Elle « *sera ensuite élargie aux deux autres chefs de mouvance qui seront invités à s'y associer* ». Alain Joyandet, secrétaire d'Etat français à la Coopération fera le déplacement. Andry Rajoelina s'est dit « *rassuré* » par ces précisions. Néanmoins, Jean-Marc Châtaigner a laissé entendre qu'« *il reste trois ou quatre détails à régler. Mais il s'agit d'une finalisation du document [...] avant que les deux anciens chefs de l'État Didier Ratsiraka et Albert Zafy, se joignent à la convention* ». Pour ce qui est du document à soumettre, les parties prenantes restent discrètes. Le diplomate français a seulement indiqué que le texte qui circule est différent de celui élaboré par l'équipe de Raharinaivo Andrianantoandro, porte-parole du Tim, et de Zazah Ramandimbarison, directeur de cabinet de Rajoelina.

Le camp Ravalomanana conteste. La mouvance Ravalomanana a réagi aussitôt à la publication du communiqué conjoint des deux ambassadeurs. Guy Rivo Randrianarisoa, son porte-parole, « *tient à clarifier qu'il n'y a aucun accord entre le président Marc Ravalomanana et M. Andry Rajoelina concernant un protocole* ». Seul un cadre de discussion a été présenté. La mouvance de l'ancien président réfute également la déclaration franco-sud-africaine sur le rôle joué par l'ancien président mozambicain : « *Nous avons aussi été informés de source sûre que c'est le président Chissano qui présidera la réunion. Il a été nommé médiateur par la Sadc* ».

Roland Ratsiraka veut acculer Ravalomanana. Il exige que le sort de l'ancien chef de l'État soit clarifié préalablement à la rencontre des chefs de file : il faut nettement préciser si Marc Ravalomanana peut revenir au pays ou non et s'il peut se présenter aux élections ou non.

Satisfaction de La Gazette sur le tandem franco-sud-africain : « *La formation de ce tandem est une formule des plus judicieuses pour sortir Madagascar de la crise dans les meilleurs délais. Les deux plus importants protagonistes de la crise sont en effet « parrainés » par des chefs d'Etat à qui ils vouent respect et considération : Jacob Zuma et l'Afrique du Sud pour Marc Ravalomanana et Nicolas Sarkozy et la France pour Andry Rajoelina. Les deux pays tiennent chacun solidement en main leurs*

poulains et se font un point d'honneur de les emmener autour de la table. Dès que l'un ou l'autre des deux protagonistes manifeste des hésitations ou un flottement et risque ainsi de faire faux bond, les deux pays interviennent pour clarifier la situation et installer le réticent dans de meilleures dispositions. Dépositaires d'une lourde responsabilité confiée à elles par la communauté internationale, la France et l'Afrique du Sud envoient de diverses manières le signal suivant à Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina : toute absence à Pretoria ne sera pas tolérée ».

Conseil épiscopal Justice et Paix : « Le doute du président Rajoelina est logique », titre La Vérité. Face à une situation confuse, marquée par l'envoi d'une invitation « concurrente » de Joachim Chissano au président de la HAT pour la rencontre de Pretoria, son président, le père Alain Thierry Raharison, a donné son point de vue au quotidien qui rapporte que Justice et Paix prédisait déjà depuis 2006 une grave crise politique. « Notre pays est réellement menacé vu les richesses naturelles qu'il renferme et qui ont été très convoitées par, je ne dirais pas certains pays riches, mais plutôt certains étrangers qui sont à la recherche d'énergies nouvelles pour le futur ». Et d'ajouter : « les sanctions infligées par la Sadc aux actuels dirigeants se présentent déjà comme une autre forme de menace ». Le président de Justice et Paix aurait indiqué que « la souveraineté nationale constitue un enjeu considérable. La menace serait plus pressante pour les dirigeants qui gardent une estime particulière à la souveraineté de leur pays ainsi qu'à l'intérêt supérieur de leur Nation ». Il aurait déclaré que « le doute du Président Rajoelina est tout à fait permis et logique face à l'ambiguïté de la situation actuelle et en cas de manipulation avérée, le mieux c'est de s'abstenir. [...] Le problème de ce pays réside essentiellement dans le fait que les Malgaches sont faciles à soudoyer et d'aucuns n'hésitent pas à trahir leur pays pour de l'argent ou la pauvreté persistante. Les Accords de Maputo en sont la preuve, le partage de sièges constitue le principal objectif de la majorité de ceux qui sont touchés par cette Charte ».

La sécurité de plus en plus précaire : les bandits s'équipent en armes de guerre. Les malfaiteurs n'hésitent plus à faire usage d'armes, d'autant que les bavures policières sont quelquefois à déplorer. Ils ne reculent devant rien et usent de tous les moyens pour se procurer d'armes de plus en plus meurtrières. Après les soulèvements armés qui ont secoué le pays en 2009, des armes tout aussi bien d'assaut que de poing n'ont pas encore été restitués aux services dans lesquels elles sont enregistrées. Jusqu'alors, aucun chiffre n'a encore été publié sur ce sujet. Les fabricants d'armes artisanales, quant à eux, ne cessent d'affiner leur technicité.

Les éléments de la FIGN ont renforcé la sécurité à l'entrée de leur caserne. Des barrages ont été réinstallés, observe *Midi*. Des rumeurs sur l'arrestation prochaine du lieutenant-colonel Raymond Randrianjafy ont circulé. Celui-ci a été cité par l'un des militaires arrêtés dans le cadre de la dernière tentative avortée de coup d'Etat. Les éléments de la FIGN auraient exprimé leur intention de défendre par tous les moyens leur chef de service des Opérations.

Audiovisuel privé. Nathalie Rabe promet la libéralisation. La ministre de la Communication a annoncé la volonté de l'État d'ouvrir la couverture nationale en matière d'audiovisuel aux chaînes privées d'ici fin 2011. Le projet avait été maintes fois bloqué par les régimes successifs. «La télévision et la radio publiques doivent se préparer à faire face à la concurrence», a-t-elle souligné.

25 & 26 avril : la France apparaît de plus en plus en première ligne dans la proposition de « protocole d'accord » qui devrait être signé à Pretoria. Un « Front Pour la Sortie de Crise » tente de se poser en 3^{ème} voie en cas d'échec. Les chefs d'Eglises tentent de reprendre pied.

Rumeurs concordantes concernant le «protocole d'accord» proposé par la France. Il fixerait le démarrage de la véritable transition après les législatives, organisées par un gouvernement d'union, dans lequel il y aurait 6 ministères pour chaque mouvance. Les 7 postes restants seraient attribués aux «autres sensibilités». Le cas du Premier ministre resterait en suspens. Le gouvernement organiserait les législatives d'ici 3 à 4 mois. La Chambre élue à la suite du scrutin ferait fonction d'Assemblée constituante. Le rapport des forces à l'issue de l'élection dégagerait une majorité pour former un autre gouvernement, censé préparer les autres élections. Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, n'a ni confirmé ni infirmé, l'authenticité du schéma. «C'est une hypothèse plausible», a-t-il seulement répondu. Andry Rajoelina considère que ce projet est « similaire » aux résolutions de l'Atelier d'Ivato. La mouvance Ravalomanana estime pour sa part que le climat politique ne se prête pas à l'organisation d'un scrutin aussi rapproché et que la priorité est de passer par la réconciliation nationale. Elle reproche enfin à la France de « vouloir sacrifier le pays sur l'autel de ses propres intérêts, à savoir l'élimination de Marc Ravalomanana ».

Dans un communiqué, le GTT International déclare : « nous n'accepterons jamais une feuille de route proposée par la France ». Il confirme ainsi son opposition à la « Françafrique » qui, d'après lui, mène une politique prédatrice qui continue à sévir sur le continent.

Association Otrikafo : « *Andry Rajoelina n'est plus le changement, il est devenu le vrai problème de ce pays. [...] Il est tourné en bourrique par la communauté internationale, en particulier par la France. Il déshonore le peuple malgache et la nation toute entière* ». Pour cette organisation nationaliste, Andry Rajoelina a méprisé la légitimité que le peuple lui a conférée sur la Place du 13-Mai, il a quémandé une autre légitimité auprès des instances africaines et internationales. Il a accepté et signé le partage du pouvoir de Transition avec des « mouvances » qui ne cherchent qu'à piller le pays en exigeant les ministères stratégiques. « *Si le pays n'est pas gouverné, les grandes puissances, au travers des transnationales, profitent de cette longue crise pour poursuivre sans vergogne et sans aucun contrôle l'exploitation des richesses du pays, comme Total pour le pétrole, QMM pour l'ilménite* », déclare-t-elle. Conscient de s'être fait manipulé par la communauté internationale, il a tenté de tourner le dos aux accords de Maputo. « *Il fait de nouveau appel au soutien du peuple malgache, en organisant des ateliers de concertation à Ivato, établit une feuille de route pour sortir de la crise sans la communauté internationale, mais il n'ose pas l'appliquer. [...] Ce jeune homme trop faible a montré depuis plus d'un an son incapacité de sortir le pays de la crise* ».

« **La cacophonie règne encore à une journée de la rencontre de Pretoria** », écrit **Le Courrier**. « *Toutes les parties et même les médiateurs, depuis Joaquim Chissano jusqu'à la France en passant par l'Afrique du Sud, semblent vouloir jouer la carte de la tromperie pour sortir une solution qui mettra fin une fois pour toute à la crise politique. Une stratégie qui a déjà fait ses preuves lors des rencontres de Dakar pour la résolution de la crise qui opposait Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka en 2002. Le problème aujourd'hui, c'est que Marc Ravalomanana, l'auteur de la tromperie en 2002, risque d'en être victime* ».

« **Entre espoir et désespoir** », titre le quotidien **Les Nouvelles**. « *De Maputo I à Maputo II, de Maputo II à Addis-Abeba... Autant de fois où des négociations entre les mouvances politiques ont été tentées, bien sûr, il y a toujours eu des résolutions porteuses d'espoir pour mettre fin à la crise mais cela n'a pas abouti, du moins pour ces trois premières tentatives de recherche de consensus. Qu'en sera-t-il de celle qui sera organisée prochainement à Pretoria, sera-t-elle le dernier espoir ou encore la suite de l'épisode du feuilleton dénommé désespoir pour la population ? Si la population est interrogée sur son opinion concernant cette succession de tentatives de négociations, une frange majoritaire déclare qu'il s'agit de cinéma ou encore de déjà vu. C'est la ville qui change en fonction des*

circonstances dans lesquelles les rencontres des quatre chefs de file sont organisées. Et c'est peut-être la raison pour laquelle, d'autres entités, politiques ou apolitiques, prennent l'initiative de tenir des « conférences nationales » pour trouver des solutions malgacho-malgaches de sortie de crise, quoique ces organisations n'aient jamais pu réunir toutes les forces vives de la nation pour rendre consensuelles les résolutions prises à son issue».

Les 3 mouvances confirment leur refus de participer à la CENI. La porte-parole de la présidence, Annick Rajaona, les avait sollicités pour que chacune d'entre elles désigne un représentant au sein de la CENI. Réponse : « *Les 3 mouvances ne seront pas représentées au sein de cette CENI dont la mise en place n'est pas conforme à l'esprit des Accords de Maputo et de l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba* », souligne Ange Andrianarisoa, qui ajoute : « *Nous avons boycotté l'atelier d'Ivato et nous considérons comme nulle et non avenue la Convention nationale qui en est sortie. La CENI valable, c'est celle qui sera mise en place à l'issue d'une large concertation organisée par le Comité National de Réconciliation* ».

Gouvernance : la société civile favorable aux Accords de Maputo interpelle à nouveau le pouvoir. Elle rappelle son communiqué du 6 avril par lequel elle exigeait de la Transition qu'elle rende compte en toute transparence de sa gestion des affaires nationales.⁶ Jusqu'à présent, aucune réaction ni réponse n'a été obtenue. C'est le mutisme total.

Règlement de la crise : les partis sur la touche s'organisent. 12 partis politiques pour une 3ème voie. Le Front Pour la Sortie de Crise (FPSC)⁷ regroupe une douzaine de partis et entités de la société civile, dont notamment le Monima de Monja Roindefo, le MTS de Roland Ratsiraka, l'association SOS Victimes des Non-Droits... Qualifiées par *L'Express* de « *formations politiques en embuscade* », ces organisations ne font pas partie des quatre mouvances admises à la réunion de Pretoria, En adoptant un « *manifeste pour la sortie de crise politique*», le FPSC se présente comme un groupe de pression pour contraindre les chefs de file des quatre mouvances à s'entendre sur des solutions consensuelles et inclusives. Il se présente également comme une force de proposition en cas d'échec de la rencontre. Dans cette perspective, le Front entend entreprendre une démarche réconciliatrice et rassembleuse, en préconisant la signature d'une charte ou d'une convention prévoyant la tenue d'une Conférence nationale pour l'avènement de la 4ème République. Il revendique en outre la libération immédiate des détenus politiques et l'amnistie. Sur l'échiquier politique, les membres du FPSC se positionnent dans la catégorie des « *autres sensibilités*» évoquées dans la proposition de « *protocole d'accord* » présentée par la France. « *Une énième entente entre des adversaires d'hier qui partagent un intérêt commun aujourd'hui : la mise en place d'une charte pour gérer la transition* », écrit *Tananews*. *Le Courrier* remarque : « *Le foisonnement de regroupements de citoyens de ces dernières semaines est l'expression de la grande lassitude qui s'est emparée de la population, pour ne pas dire son exaspération. La crise a intensifié la pauvreté des ménages et accéléré la dégradation des mœurs tout en creusant l'écart entre de nouveaux riches et la masse de la population. Les sentiments de frustrations sont de plus en plus répandus et se traduisent dans des comportements dévastateurs, d'incivisme ou d'indiscipline* ».

Echec du culte de grand pardon et de pénitence organisé par le Ffkm. Tous les chrétiens et toutes les tendances politiques y ont été conviés. Mais dans l'ensemble, seuls des membres du Tim ont répondu à l'appel, à l'exception de Fetison Rakoto Andrianirina, porte-parole de la mouvance Ravalomanana, de l'ancien ministre des Affaires étrangères de la HAT, Ny Hasina Andriamanjato et de l'ancien ministre de la Défense, le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo. Mgr Razanakolona, de l'Église catholique, a brillé par son absence et a

⁶ Cf Blog Justmad, « *articles remarqués* » avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/05/78/448497/51692569.pdf>

⁷ Cf Blog Justmad, « *articles remarqués* » avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/61/35/448497/52469921.pdf>

délégué un prêtre. *Tribune* note que plusieurs questions dérangent actuellement les Eglises à Madagascar. L'implication dans la politique du « *Mouvement des ecclésiastiques* » met dans l'embarras les fidèles protestants. Il y a aussi les soupçons d'alignement de Mgr Razanakolona envers Andry Rajoelina, tous les deux de confession catholique. Du côté des protestants, le soupçon d'alignement du pasteur Lala Rasendrahassina avec le président déchu n'est pas non plus clarifié et provoque un certain malaise dans la communauté.

Les chefs d'Eglises du Ffkm tentent néanmoins de contribuer à la résolution de la crise, après plus d'un an d'effacement et d'hésitation. [*Rappel : Les chefs d'Église du Ffkm se sont retirés de la médiation pour sortir le pays de la crise, à la suite de l'incident du 17 mars 2009, à l'Épiscopat d'Antanimena où les militaires du Capsat avaient mis la main sur le président de l'Église réformée (Ffkm), le pasteur Lala Rasendrahassina.*]

« *Mouvement des ecclésiastiques* » : **mandat d'amener contre un pasteur.** Le HMF tente de donner de l'envergure à un incident qui a viré aux échauffourées entre des éléments de la gendarmerie et certaines personnes non loin du temple Fjkm d'Ambohimirary, le 19 avril. Deux gendarmes avaient été victimes de la vindicte populaire, les paroissiens ayant cru à une tentative d'arrestation de leur pasteur. Le HMF proteste contre la manière avec laquelle les forces de l'ordre se sont comportées. Ils dénoncent le « *mandat d'amener* » à l'endroit de leur collègue, le pasteur Roger Randriamisata. Le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la circonscription régionale de gendarmerie est particulièrement visé par ces attaques : il lui est reproché de faire du zèle et d'être motivé par « *la chasse au grade de général* ». « *Pour nous, le mandat d'amener équivaut à un mandat d'arrêt* », a déclaré l'un des pasteurs animateurs. En cas de non-présentation, le pasteur Randriamisata risque l'arrestation, ont annoncé les forces de l'ordre. Contrairement à la crainte de ses partisans, le pasteur s'est rendu à la convocation le lendemain. Il a pu rentrer chez lui après le premier face-à-face avec le colonel Richard Ravalomanana mais l'enquête se poursuit. Les dirigeants du Mouvement et les fidèles restent mobilisés mais après les démarches de rapprochement, un culte de réconciliation entre les pasteurs, les gendarmes, ainsi que la population, sera organisé.

27 avril : Pretoria - l'épineuse question de l'amnistie. Le CCOC vigilant sur la prise en compte de l'intérêt général par les mouvances. Le général Noël Rakotonandrasana ex-ministre de la défense, veut mettre en place son Conseil Supérieur Mixte de la Médiation et de l'Ethique (CSMME).

Rencontre de Pretoria : le cas de l'amnistie pourrait être décisif. Jusqu'ici, chacun semble vouloir éviter de s'exprimer sur un dossier qui pourrait se retrouver au centre de la « *réunion de la dernière chance* », selon Andry Rajoelina. Cette question ne serait pas abordée dans le projet de protocole d'accord qui sera soumis aux protagonistes. Le refus du président de la HAT d'appliquer les Accords de Maputo et d'Addis-Abeba rend caduques les dispositions qu'ils contenaient sur ce sujet de la plus haute importance pour régler le sort des deux anciens présidents Ravalomanana et Ratsiraka. Andry Rajoelina ne s'est jamais prononcé sur les cas liés aux événements de 2009 mais il a promis aux individus touchés par les événements de 2002 la possibilité de se présenter aux élections. Pour sa part, Marc Ravalomanana a toujours affirmé la nécessité d'une réconciliation nationale, sans citer l'amnistie, avant tout processus de transition.

Andry Rajoelina : « Venir, signer et repartir ». Selon *Radio Viva*, le président de la HAT fera un aller-retour à Pretoria dans la même journée. Un séjour qu'il veut expéditif étant donné que pour lui, il ne sera plus question de négocier.

L'ex-exilée politique de 2002, Lalatiana Ravololomanana, se demande « *pourquoi Andry Rajoelina répond présent quand il s'agit d'un appel à négociation de la France, pourquoi pas quand il s'agit des autres membres du GIC ?* »

Forces armées : non au déplacement à Pretoria. Et ce, bien malgré l'existence de l'invitation que le président Sud-africain Jacob Zuma leur a adressée. Un porte-parole des forces armées déclare : « *cette décision a été prise car les organisateurs de cette rencontre considèrent les Forces armées comme une mouvance protagoniste à cette crise* ». Et d'ajouter que « *la forme et l'esprit dans lesquels cette invitation a été envoyée ne sont pas conformes aux principes de la neutralité que les Forces armées devraient respecter* ». Ce refus a surpris plusieurs quotidiens, l'armée ayant joué un rôle important dans cette interminable crise et sa neutralité a souvent été mise en malmenée. « *L'armée des mutins tente de défendre sa "neutralité"* », titre *Madonline*.

Selon *Le Courrier*, une délégation de 8 officiers généraux et supérieurs des forces armées aurait été invitée, mais leur ordre de mission aurait été refusé. Ils auraient été suspectés de vouloir contraindre les mouvances réunies en conclave à s'entendre et à signer les résolutions de sortie de crise. A défaut, elle aurait pu s'ériger en mouvance et exiger de diriger la transition aux lieux et places de toutes les autres, mettant en avant sa propre feuille de route.

Mise en garde du CCOC. Le Collectif a rappelé aux participants à la rencontre de Pretoria que pour être durable, la solution doit être consensuelle. « *Il est regrettable que la société civile ne soit pas invitée à la réunion en Afrique du Sud, comme à toute négociation de résolution de la crise, qu'elle ait eu lieu localement ou à l'extérieur* », a-t-il déclaré. Son porte-parole, Fara Pierre Bernard, s'inquiète du contenu de ce texte, qui risque de ne pas prendre en compte l'intérêt de la population. Les politiciens n'incarnent pas nécessairement l'intérêt national et l'intérêt de la population pour laquelle la société civile est mandatée. Il appelle la communauté internationale à mettre en place toutes les garanties d'application. Au cas où Pretoria n'aboutirait pas à un consensus, le CCOC a un schéma de sortie de crise à proposer. Les membres du Collectif ont par ailleurs regretté l'échec des deux tentatives de réconciliation organisées par le Mouvement des ecclésiastiques et le Ffkm. Mais ils ne perdent pas espoir. Pour eux, c'est un bon début pour le processus de réconciliation nationale. Il y a un an déjà, toute tentative de rapprochement entre les chefs d'Eglise était inenvisageable, selon le CCOC. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Le général Noël Rakotonandrasana veut mettre en place son Conseil Supérieur Mixte de la Médiation et de l'Ethique (CSMME). Et ce avant même de connaître les réactions du pouvoir à son projet. Cette nouvelle structure de 9 membres civils (intellectuels, religieux, « sages ») et militaires, serait chargée essentiellement de la médiation sur tous les éventuels conflits, du contrôle de l'exécution des programmes gouvernementaux, ainsi que du conseil dans différents domaines. Il ne concurrencerait pas la Médiature de la République dans la mesure où il aurait pour vocation d'aider le chef de l'État et la présidence à mieux conduire les affaires nationales, un avis que ne partage pas *La Gazette*, qui voit dans cette institution un défi lancé à la médiatrice de la République, Monique Andréas. D'après l'ancien ministre des Forces armées, « *les discussions avec le président de la HAT avancent bien* ». Un projet d'ordonnance circule déjà entre les membres. Il précise notamment : « *Les résultats des travaux de médiation entrepris sous l'égide du CSMME ont un caractère exécutoire et définitif et ne peuvent faire l'objet d'aucune contestation ou opposition de quelque nature que ce soit, politique, militaire ou autre ; [...] toute personne reconnue coupable d'actes de sabotage ou de blocage à l'exécution de toute décision ou avis, dans le cadre de la mission du CSMME, sera traduite devant les juridictions compétentes* ». Madeleine Ramaholimihaso, du Sefafi, invité à la réunion de présentation, n'a pas voulu donner son point de vue sur le projet. Même attitude pour le président du Kmf/Cnoe, Ernest Razafindraibe.

Des éléments de la FIS « mêlés dans des affaires louches », déplore le quotidien *Les Nouvelles*, qui relate de nombreuses affaires dans lesquelles des membres de ce Corps ont été impliqués : extorsions de fonds, attaques à main armée, kidnapping, usurpation de fonction. De hautes personnalités soutiendraient les auteurs des kidnappings ou extorsions de fonds, rendant difficile leur interpellation. 6 membres de la FIS ont cependant été arrêtés. Le lieutenant-colonel Lylison précise : « *Après examen minutieux de leur dossier respectif, plus de 20 éléments du FIS vont être bientôt écartés du rang* ». Il admet que certains ont fait preuve d'excès de zèle et d'initiatives individuelles répréhensibles. Le quotidien note que des ambiguïtés subsistent quant aux missions de la FIS par apport aux autres entités des forces de l'ordre. Le colonel Charles Randrianasoavina, lui-même, admet qu'il y a des éléments incontrôlés et qu'il faut remédier à cette situation. Il déclare vouloir prendre du recul concernant son rôle au sein de la FIS et confirme son accord pour une prochaine nomination comme attaché militaire à l'ambassade de Madagascar à Paris, ce qui solutionnerait l'antagonisme entre les deux hommes forts de la FIS, devenus incontrôlables.

28 avril : malentendus persistants sur l'objet de la rencontre de Pretoria de ce jour. Les protagonistes sauront-ils « dépasser leur égo ? ». Lutte d'influence entre Paris et Washington.

Enfin, les représentants des quatre mouvances sont réunis en Afrique du Sud. L'éditorialiste Vanf de *L'Express* écrit : « *Premier acte de courage politique, malgré les tentatives de sabotage, les provocations concertées d'adversaires devenus alliés objectifs, et une surenchère verbale qu'on veut bien croire davantage habile diversion plutôt que mesquins marchandages. [...] Bravo d'y être allés, merci de bien vouloir s'entendre, courage pour en imposer aux récalcitrants restés à la maison. L'histoire s'écrit dans l'instant, mais on ne s'y inscrit pas en compagnie de fanatiques obtus, furieux de dépit, bêtes et méchants* ».

« *Départ pour Pretoria dans le brouillard, les trois mouvances pas au courant d'un accord à deux, négociations en vue* » résume *L'Express*. Le protocole d'accord initié par la France serait « *un mystère* » pour les autres mouvances qui refusent de signer à blanc. Pour les délégations Ravalomanana, Zafy et Ratsiraka, de nouvelles négociations sont donc incontournables. A son départ pour Pretoria, Andry Rajoelina a affirmé que Madagascar est maintenant entré dans une ère de démocratie où « *chacun est libre de dire ce qu'il veut* », faisant référence à l'annonce de non-connaissance de l'existence d'un protocole d'accord par la mouvance Marc Ravalomanana. Pour le président de la HAT, il n'est question que de signer le protocole d'accord. « *Il y a déjà une idée de base bien établie avant cette rencontre* », affirme-t-il. La France et l'Afrique du Sud, pays organisateurs de la rencontre, verrouillent l'information autour du rendez-vous.

Andry Rajoelina frappé au portefeuille. Pour Georges Rabehevitra, dans *Tribune*, « *la principale raison de changement d'attitude de la HAT, qui accepte de nouveau de négocier après avoir fanfaronné à tout va ne pas le faire, c'est que les caisses de l'État sont vides et il y a péril en la demeure. Consciente des difficultés de trésorerie de l'État, avec les conséquences sociales (non paiement des fonctionnaires) que cela entraînerait, la France a poussé son pion pour exiger une énième négociation, quitte à ce que cela soit fait sur de nouvelles bases. C'est donc contraint et forcé, malgré la menace de ses acolytes ou autres « coup d'État », que la HAT se présentera à Pretoria* ».

Paris et Washington : lutte d'influence à Pretoria. La rencontre est suivie de près par Paris et Washington. N. Sarkozy a envoyé sur place le secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie, Alain Joyandet, tandis que l'administration Obama a dépêché sur les

lieux l'ambassadeur Niels Marquardt qui a pris l'avion avec les 14 journalistes invités par la HAT. Répondant aux interrogations sur les raisons de sa présence à Pretoria, l'ambassadeur américain déclare : « J'ai été invité par les autorités sud-africaines afin d'assister à cette rencontre. J'ai été accrédité pour y être présent » ; il affirme n'avoir rencontré aucun chef de file pour le moment mais a eu des entretiens téléphoniques avec certains d'entre eux.

« Du concret, pas du tourisme svp ! » titre Sobika. « Voyage en jet privé pour les uns, sur vol commercial pour les autres, si la Sadc ne prenait pas en charge les frais de déplacement, de bouche et d'hébergement [...] des diverses délégations, de telles dépenses seraient mal venues en ces temps de crise. C'est pourquoi, la responsabilité de toutes ces personnes est immense pour que ce voyage en Afrique du Sud ne finisse pas en tourisme politique aux yeux du peuple malgache. Mais ne soyons pas hypocrites : le succès ou l'échec de ces rencontres reposent sur un élément clé dont personne ne parle : le retour/amnistie de Marc Ravalomanana. Bien sûr la crise ne doit pas tourner autour d'une personne, mais il est certain que cet élément sera la clé de voute de négociations. [...] Il est à peu près certains que chaque chef de mouvance a au fond de lui un intérêt personnel, sans doute légitime, doublé d'un intérêt politique et collectif. Il va donc falloir que l'expression "dépasser son égo" prenne tout son sens ».

Tentative de coup d'Etat du 18 avril : 20 personnes parmi les 23 arrêtées dans le cadre du présumé coup d'Etat auraient été placées à la maison de force de Tsiafahy après leur audition, hautement sécurisée par les forces de l'ordre. Les 3 autres personnes auraient bénéficié d'une liberté provisoire.

29 avril : Sommet de Pretoria. Début laborieux, issue incertaine. Contrairement aux affirmations de la HAT et de la diplomatie française, il reste de nombreux points à négocier et tous les facteurs de blocage ne sont pas levés.

Andry Rajoelina estime qu'il y a « très peu de chances » de parvenir à mettre en place un gouvernement d'union nationale pour sortir le pays de la crise, déclaration faite au terme de la première journée de rencontres. « Il y a un décalage entre la réalité et l'accord qui a été déjà bien établi. Je pense qu'il y a peu de chances qu'on pourra mettre en place ce gouvernement d'union nationale et il faut chercher des solutions ailleurs », a-t-il déclaré, précisant que les discussions se poursuivront le lendemain. « Il y a des exigences que je ne peux pas accepter de la part de l'ancien président (Ravalomanana). La communauté internationale a bien vu les points de blocage et ils ont constaté aussi qui est le facteur de blocage », a-t-il poursuivi. Le blocage pour la signature de cet accord viendrait des conditions posées par Marc Ravalomanana sur son retour au pays, notamment la question de l'amnistie et de la protection de ses biens, selon des sources diplomatiques.

Joachim Chissano, demeure au centre de la rencontre. Contrairement à ce que la mouvance Rajoelina voulait faire croire, l'ancien président du Mozambique et chef de la médiation dans la crise malgache demeure au centre de la rencontre et bénéficie encore de la confiance de la communauté internationale, très présente à Pretoria et impatiente d'en finir. De multiples rencontres ont été organisées mais les deux protagonistes n'ont pas pu être mis face à face au cours de la première journée, malgré des prolongations tardives. D'après *Le Courrier*, Marc Ravalomanana aurait refusé de recevoir les représentants de la France et des Etats-Unis. C'est même la deuxième fois qu'il refuse de rencontrer Alain Joyandet depuis que la France a tenté d'établir les contacts pour la tenue de cette rencontre à Pretoria. Par l'intermédiaire d'une délégation sud-africaine, l'ancien président aurait sollicité un entretien préalable avec le président de la HAT. Ce dernier a refusé, arguant qu'il pourrait lui parler lors de la réunion prévue (et qui n'a pas eu lieu).

L'impression prévaut que ce Sommet « navigue à vue », sans ordre du jour précis, au point que même des membres de délégation s'avouent peu informés. Manifestement, et contrairement aux affirmations de la HAT et de la diplomatie française, il reste de nombreux points à négocier et tous les facteurs de blocage ne sont pas levés, notamment la désignation du Premier ministre jusqu'aux élections et la question de l'amnistie. Andry Rajoelina présente son Premier ministre Camille Vital comme un non-politicien, et rappelle sa position selon laquelle l'amnistie relève d'une loi votée par une Assemblée et non de sa seule personne. Le caractère amnistiable ou non de la tuerie du 7 février 2009 et le traitement politico-judiciaire des nombreuses procédures contre le groupe Tiko constituent des points cruciaux. Andry Rajoelina semble déterminé à bloquer à tout prix le retour immédiat de Marc Ravalomanana et de Didier Ratsiraka au pays.

Commentaire de Midi : le président de la HAT n'a pas tenu sa parole. En effet, il n'est pas rentré au pays à l'issue de la 1^{ère} journée de rencontres alors qu'il avait martelé quelques jours avant son départ qu'il se rendrait à Pretoria uniquement pour signer. En fait, ce qu'on fait à Pretoria, c'est de négocier sur deux feuilles de route, celle proposée par la France et la feuille de route tracée dans les Accords de Maputo et l'Acte Addis-Abeba.

Ultimatum J-1. L'ultimatum des forces armées pour une feuille de route précise et la reconnaissance internationale prend fin le 30 avril. Avant son départ pour Pretoria, Andry Rajoelina aurait demandé un report au 3 mai mais sa requête serait restée sans réponse, selon *24heures*.

Négociations à Pretoria. Mise en garde des trois mouvances. Réunies au stade d'Alarobia, elles ont exigé qu'une solution à la crise soit adoptée à Pretoria. En cas d'échec, « nous sommes prêts à conduire les gens à l'aéroport d'Ivato pour les empêcher de rentrer », a lancé un ancien député Tim sous les applaudissements et en présence de nombreux dirigeants politiques de l'opposition. Les manifestants se sont montrés soucieux du respect de la parole donnée par les dirigeants, allusion au rejet des accords de Maputo et d'Addis-Abeba par la mouvance Rajoelina.

Croire au père Noël. L'éditorialiste de Tribune critique sévèrement l'initiative du Général Noël Rakotonandrasana. Il écrit : « Son idée de création d'un CSMME traduit bien la mentalité de nos officiers : « tout pour ma pomme et moi et moi ». Comment une telle idée peut-elle germer dans le cerveau de quelqu'un qui aime un tant soi peu son pays ? Créer un organe, non élu par personne, et qui concentrerait dans ses mains l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire ? La dernière fois qu'un tel organe, ou son équivalent a existé, cela a dû être en Argentine, sous la dictature militaire. Même actuellement, à Cuba, en Corée du Nord ou en Chine, un tel organe n'existe pas. Il y a au moins un « parti politique » derrière. [...] À force d'avoir voulu jouer à l'apprenti sorcier, la HAT et tous ses membres ont engendré des monstres. Après les enrichissements personnels fulgurants, la FIS, nous voilà avec un CSMME ? »

Antsiranana : grève des étudiants, 1 mort. La ville a été le théâtre d'un affrontement entre l'Emmoreg et les étudiants de l'Université qui sortaient du campus pour rejoindre le centre-ville afin de revendiquer le paiement de leurs bourses. Sur le parcours, ils ont fait face à l'Etat major mixte régional. Bilan de l'affrontement : un étudiant abattu par balles. D'autres étudiants ont été blessés dont certains très gravement. Des coups de feu ont retenti par la suite au passage devant une caserne, lorsque les étudiants ont voulu rendre hommage à leur collègue en faisant le tour de la ville. Les bourses, non encore versées, devraient normalement être majorées de 10%, si on se réfère à la déclaration du ministre de

l'Enseignement supérieur. Une délégation gouvernementale s'est rendue à Antsiranana pour appeler à l'apaisement. Le président de la Commission sécurité et défense de la HAT, Alain Ramaroson, pointe du doigt des manœuvres de déstabilisation.

30 avril : Pretoria - Le tête-à-tête tant attendu entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina a eu lieu dans la soirée du 29 et doit se poursuivre. L'incertitude demeure quant à la conclusion d'un accord, dont un avant-projet est en circulation.

Ravalomanana-Rajoelina : tête-à-tête en présence de Jacob Zuma et de Joachim Chissano, en toute fin de soirée du 29. Selon *Tribune*, les points de vue semblaient encore inconciliables. *La Gazette* emploie le terme de « fiasco ». Les négociations doivent reprendre dans la journée du 30 avril, 3^{ème} jour de la rencontre. Interrogé par un journaliste de la RNM, le président de la HAT a exprimé sa déception de voir son interlocuteur s'accrocher aux Accords de Maputo, d'exiger son amnistie et son retour au pays, il a redit qu'il n'avait aucune intention de négocier à nouveau, la feuille de route franco-sud-africaine lui convenant parfaitement. Il se dit soucieux de ne pas trahir ses partisans en faisant de nouvelles concessions. Andry Rajoelina a indiqué qu'il rencontrera le 3 mai les militaires qui lui ont imposé un ultimatum. Quelle que soit l'issue des négociations de Pretoria, il changera de gouvernement et en cas d'échec à Pretoria, il mettra en œuvre « sa » solution, le fameux « plan B », qui consisterait à remettre les pouvoirs à un directoire militaire, dont il assurerait la présidence. Marc Ravalomanana a pour sa part déclaré que si les obstacles demeurent nombreux, il faut rester serein. L'ancien président a rendu un hommage appuyé à Joachim Chissano et à Jacob Zuma, il déclare accorder toute sa confiance à l'approche adoptée par la Sadc. Pour ce qui est du protocole d'accord proposé par la France, Marc Ravalomanana a répondu qu'il n'appartient pas à un pays étranger de s'ingérer dans les affaires malgaches. Pourtant, le tête-à-tête aurait été suivi, selon *Midi*, d'une réunion plénière des 4 mouvances au cours de laquelle des amendements auraient été apportés au protocole d'accord conjointement élaboré par la France et l'Afrique du Sud. Il semble en fait que les négociateurs soient à la recherche d'une synthèse entre la Charte de Maputo, les résolutions de l'Atelier Teny ifampierana d'Ivato et la proposition française. *La Gazette*, reprenant une information de *Madagate*, va jusqu'à diffuser le projet de synthèse qui serait en discussion⁸. La guerre des communiqués est de plus en plus intense entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Chacun veut montrer qu'il est à l'œuvre pour trouver la solution de sortie de crise, l'opinion publique étant exaspérée de la prolongation de cette situation.

Voninahitsy Jean Eugène, vice-président de la HAT : appel aux forces armées et à la société civile. « Les forces armées et la société civile devraient prendre leurs responsabilités », estime VJE, sceptique quant à l'issue de la rencontre de Pretoria. « A quatre, les chefs de file n'ont pas réussi à trouver une solution, encore moins à deux », fait-il remarquer, appelant les forces armées et la société civile à convoquer et à diriger une réunion des leaders politiques. Et d'expliquer que « l'intervention de l'Etat se limitera au financement de ces assises dont les participants seront choisis en fonction de leur représentativité nationale ou régionale, mais non pas par clientélisme, comme c'était le cas pour l'atelier " Teny Ifampierana " à Ivato ».

DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE

Enquête sur la fusillade du 7 février 2009. L'AV7 fait appel à des avocats français. L'association des victimes du 7 février a annoncé officiellement qu'elle a fait appel à deux

⁸ Cf blog Justmad « articles remarquables » avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/16/11/448497/52551120.pdf>

avocats français pour la soutenir dans ses démarches. Il s'agit de William Bourdon⁹ et de Léa Forestier. Marc Ravalomanana, à l'occasion de son message pascal diffusé sur *Radio Fahazavana*, a déclaré au sujet de ce carnage : « *il faut attendre de confirmer la provenance des balles et d'identifier les responsables qui ont conduit les manifestants vers une zone rouge avant d'accuser qui que ce soit de génocide* ». Il soutient avoir déjà demandé la réalisation d'une enquête internationale « *entièrement indépendante* » auprès des Nations Unies mais que ce sont les dirigeants de la HAT qui auraient refusé catégoriquement la tenue de celle-ci lors du dernier Sommet sur les droits de l'homme à Genève [pour l'Examen périodique, les 18 et 19 février 2010]. « *Du temps où j'étais encore président de la République, j'ai sollicité auprès du programme des Nations unies pour le développement (Pnud) l'ouverture d'une investigation indépendante sur les faits qui se sont déroulés au cours de cette date. Si les dirigeants de la HAT ont de l'audace, qu'ils le fassent aussi pour que le monde entier connaisse la vérité sur cet événement* ». Et d'ajouter : « *Ils ont effectué eux même leur enquête et ont par la suite procédé à une série d'arrestations des gardes présidentielles. [...] Ce qui est injuste, on ne peut pas être juge et partie à la fois* ». Le *Courrier* croit savoir que la HAT pense déposer une plainte auprès de la CPI.

Le quotidien *Les Nouvelles* ajoute que l'association AV7 entend aussi engager une procédure internationale, notamment au niveau de la CPI. L'annonce en a été faite lors de la conférence de presse donnée par les deux avocats français. Un collectif franco-malgache d'avocats a été constitué pour assurer la défense des victimes. Pourquoi ce collectif ? Me Lydia Rakoto du barreau de Madagascar explique qu'il existe un accord de coopération de longue date entre les barreaux malgache et français, autorisant une collaboration des avocats des deux parties dans le cadre d'un procès déterminé. Pour le cas de cette affaire du 7 février et face à l'intention de l'AV7 de porter le dossier devant une juridiction internationale, il aurait été proposé aux dirigeants de l'association de solliciter les conseils d'experts internationaux. C'est ce qui explique l'intervention de ces avocats français. Dans le cadre de cet accord de coopération, ils doivent être assistés de leurs homologues du pays où ils sont sollicités et vice versa. William Bourdon explique qu'il s'agit d'abord de mieux coordonner les actions en vue des procès qui seront tenus dans le cadre des procédures envisagées. La principale préoccupation de ces avocats porte, pour l'instant, sur l'activation de la procédure, afin d'accélérer l'émergence de la vérité et faire cesser l'impunité. « *Que la justice passe de façon efficace, équitable et transparente mais sans précipitation aucune vu la complexité du dossier* », a-t-il indiqué. Concernant les preuves, William Bourdon note qu'avant même son arrivée à Madagascar, il a déjà été informé des réalités qui ont eu cours à travers des photos et surtout le film du déroulement des événements. William Bourdon se dit surpris par la qualité des éléments de preuves entre les mains des victimes, « *c'est extraordinaire qu'il y ait autant d'images et de sons suffisamment clairs dans cette affaire, c'est rare dans des cas criminels de ce genre* » a-t-il soutenu, avant d'ajouter qu'il faut « *accélérer le procès pour que les responsables, qui qu'ils soient et où qu'ils soient répondent de leurs actes avec toutes les conséquences civiles et pénales qui en découlent* ». Mais ils n'a pas manqué de préciser que l'aboutissement de cette affaire pourrait prendre deux années environ, en raison de sa gravité. De ce visionnage, il conclut qu'on peut affirmer qu'« *il y a eu au moins assassinat et tentative d'assassinat contre des victimes qui n'étaient pas armées et qui n'avaient pas franchi les limites de la zone qualifiée de rouge. Mais on peut aussi poser la question à propos d'un crime contre l'humanité* ». Et d'ajouter : « *Dans tous les procès du genre auxquels je suis intervenu, j'ai toujours plaidé pour le bannissement de l'impunité des responsables de tels crimes massifs qui dépassent le simple cadre d'une opération de maintien de l'ordre public. Pour dire que je peux mobiliser mon cabinet, avec le soutien d'autres collègues*

⁹ William Bourdon est spécialisé en particulier dans la défense des Droits de l'homme, des victimes de la mondialisation et des crimes contre l'humanité. Il est membre du Conseil d'administration de France Libertés et avocat de Danielle Mitterrand depuis de nombreuses années. Il est en outre l'avocat de Transparency International et de l'association Survie.

internationaux, pour me déplacer et plaider une cause que j'estime légitime sans qu'il soit besoin de parler d'honoraires». Pour leur part, les responsables de l'association avancent qu'ils ont le soutien de «plusieurs bonnes volontés», sans autre précision. Les responsables d'AV7 ont précisé avoir déjà rencontré le doyen des juges d'instruction en vue de l'activation de la procédure. Ils ont enfin annoncé que 19 personnes figureraient sur la liste des présumés auteurs et complices, dont quelques-unes ont déjà été interpellées par la Justice.

Procès imminent dans l'affaire de la fusillade du 7 février 2009. Christine Razanamahasoa, ministre de la Justice, a indiqué que le procès devrait se tenir « dans peu de temps ». La garde des Sceaux a indiqué que le dossier se trouve actuellement à la Chambre d'accusation (22/04)

« Détenus politiques » : Le CCOC interpelle la ministre de la Justice. Les femmes membres de cette organisation de la société civile ont adressé une lettre ouverte à Christine Razanamahasoa pour l'alerter sur la situation des femmes détenus préventivement à Antanimora : « Cela fait 8 mois que ces femmes qui ont manifesté à Ambohitovo et Anosy sont incarcérées à la prison centrale d'Antanimora dans l'indifférence totale. Elles sont en détention préventive. Avec tous les détenus dits politiques, elles ont entamé une grève de la faim depuis plus d'une semaine. Trois parmi les 13 qui sont incarcérées à Antanimora sont dans un état grave et seraient actuellement grabataires », précise cette lettre signée de Faraniaina Pierre Bernard. La signataire demande à ce que « leurs cas soient traités en priorité dans toutes les négociations en cours, et qu'elles recouvrent immédiatement la liberté même provisoire. Charge à la justice de statuer sur leurs cas personnels après » (22/04)

Violations des droits de l'homme durant la crise politique : Amnesty International rend publique la version française de son rapport : « Madagascar : un besoin urgent de justice », paru en anglais début février 2010¹⁰

Le GTT International a déposé une plainte à la CPI contre les exactions et violations des droits de l'Homme à Madagascar, indique Sobika le 15/04¹¹.

Gendarmes et policiers seront formés au respect des droits de l'homme, en cas d'intervention dans des manifestations. Mandaté par la CICR, le vice-président de cette organisation anime un séminaire de formation en matière de maintien de l'ordre. Sera notamment abordé le respect des droits de l'homme pendant les arrestations et durant la période de garde à vue. Le directeur de la police judiciaire affirme que cette formation, programmée de longue date, entre dans le cadre de la mission du CICR et qu'elle ne présente aucun caractère « conjoncturel ».

Travailleuses expatriées au Liban. 273 victimes ont été identifiées soit par la police des frontières soit par les plaintes reçues par des associations de victimes ou le syndicat des professionnels diplômés en travail social (SPDTS). Depuis moins d'un mois, le SPDTS étudie le cas de 76 victimes (dont 50 souffrent de troubles mentaux). 67 rencontrent de graves problèmes financiers. Le ministère de la Population a reçu 400 plaintes, 200 ont été suivies par le consul honoraire de Madagascar au Liban. Une commission interministérielle ayant pour mission d'encadrer le travail au Liban est en place, des projets de textes ont été élaborés mais la crise politique empêche leur adoption. La suspension des autorisations de travail a été décidée voici quelques mois mais des agences n'en tiennent pas compte et continuent d'envoyer des ressortissantes au Liban. D'où des interrogations sur l'efficacité des mesures

¹⁰ Cf blog Justmad, « articles remarquables », avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/99/05/448497/51931278.pdf> et <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AFR35/001/2010/fr>

¹¹ Cf blog Justmad, « articles remarquables », avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/62/51/448497/52023717.pdf>

de contrôle. Le SPDTS signale que les offres d'emploi à l'étranger ne concernent pas uniquement le Liban, d'autres pays aussi recherchent des gens de maison, tels que Maurice, les Seychelles, la Belgique, le Canada...

Tourisme sexuel. La lutte est engagée au niveau international. La lutte contre le tourisme sexuel impliquant les enfants ne se situe plus seulement au niveau national. Des ONG et professionnels du métier français se sont engagés dans ce combat. Un accord de partenariat a été signé avec des agences de voyage, des compagnies aériennes, la fédération française des techniciens et scientifiques du tourisme et l'« *End child prostitution, pornography and trafficking of children for sexual purposes* » (Efact France). S'agissant de Madagascar, la lutte s'avère complexe, dans la mesure où les familles sont souvent complices de l'exploitation sexuelle de leurs enfants. La loi en vigueur depuis 2007 n'est pas correctement appliquée. Les auteurs du tourisme sexuel bénéficient encore de l'impunité.

Paramédicaux : recours auprès du BIT à Genève. Le bureau du syndicat national du personnel de la santé a annoncé le dépôt d'un recours pour violation de la liberté d'expression syndicale dans le conflit qui l'oppose au pouvoir. Le syndicat met en avant le fait que les grévistes ne sont pas autorisés à se réunir sur leur lieu de travail. La plainte porte également sur le non respect par l'Etat de la législation sur la durée du travail, certains d'entre eux travaillant jusqu'à 96 heures par semaine.

53% de Malgaches analphabètes, selon le rapport annuel de la Banque mondiale sur la situation générale de l'éducation à Madagascar. Seuls 9% des scolarisés parviennent au niveau du secondaire et 1,7% des jeunes ayant terminé le secondaire accèdent à l'enseignement supérieur. La prévalence de la déperdition scolaire dans le primaire est évaluée à un sur deux élèves par an.

Les organisations de la société civile demandent des comptes au pouvoir de Transition sur le respect de la bonne gouvernance¹². Elles rappellent qu'une de leurs missions essentielles est d'être une force de veille, d'alerte, d'interpellation et de suivi sur la gouvernance à laquelle est soumis le pays. Elles écrivent : « *Si la HAT continue sa fuite en avant en se maintenant (coûte que coûte) au pouvoir, il est de notre devoir de demander des comptes sur le respect des autorités de fait actuelles des règles de bonne gouvernance* ». L'obligation de rendre compte faite au régime porte sur 3 volets : les résultats obtenus par les dirigeants en matière économique et sociale, la gouvernance financière et le train de vie des dirigeants. Ces exigences reposent sur la nécessité, pour les citoyens, de pouvoir accorder leur confiance aux autorités « *qui s'instaurent comme telles* » et de s'assurer que leur désir de changement de gouvernance mis en avant lors de la prise de pouvoir continue de les animer. Les organisations signataires exigent des réponses publiques rapides et sincères. Elle relancera le pouvoir en cas de silence et/ou d'inexactitudes des réponses apportées. Parmi les 8 signataires du communiqué, le CCOC, la PFNOSCM et le CDE.

L'Express remarque que ces organisations de la société civile, essentiellement adhérent aux Accords de Maputo, sont intervenues sur un autre registre que celui, habituel, de leur revendication en vue de l'application de la Charte de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Le quotidien précise que le Collectif attend notamment des éclaircissements sur l'origine des ressources qui permettent au pouvoir de faire face aux dépenses de fonctionnement de l'administration, d'assurer l'organisation des élections et le financement des nouvelles structures, telle la CENI, laissant supposer qu'il pourrait exister des financements occultes. Les OSC seraient en outre en possession d'informations irréfutables

¹² Cf blog Justmad, « *articles remarquables* », avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/05/78/448497/51692569.pdf>

apportant la preuve que des membres de la HAT bénéficient d'avantages financiers exorbitants. Les membres de la société civile pro-Maputo se défendent de faire le jeu de Marc Ravalomanana, leur seule préoccupation, affirment-ils, est la protection des deniers publics.

Sobika écrit : « En un an, le tout Antananarivo a pu constater l'enrichissement rapide de dignitaires. Cet enrichissement est un droit dès lors qu'il ne se fait pas sur le dos du développement et du peuple. L'épisode malheureux du bois de rose rappelle que des politiciens sont parties prenantes dans certains cas douteux d'enrichissement. La déclaration de patrimoine, bien que imparfaite, est une étape utile pour la transparence. Après un an de Transition, il paraît normal qu'un bilan politico-économique soit fait et le public doit savoir dans quelle direction on l'embarque ».

Le site *orange.mg* rapporte qu'« Andry Rajoelina est dispensé de façon exceptionnelle de déclaration de patrimoine », selon Herisoa Andrianaina Rakotojaona du Bianco.

« **La Jirama paye les voyages officiels** », écrit la LOI. La Lettre rappelle que les sociétés d'Etat ont de tout temps été les vaches à lait des régimes qui se sont succédés mais avec l'équipe de la HAT, qui manque cruellement de fonds, les choses se feraient de manière plus directe, d'autant que le régime ne dispose plus d'avion présidentiel. Ainsi, la Jirama, dirigée par Désiré Rasidy, oncle d'Andry Rajoelina, aurait déboursé la somme de 35.000 euros pour payer le voyage du président de la HAT à New-York, en septembre 2009, afin d'assister à l'AG des Nations-Unies (où il a été empêché de s'exprimer). Ces paiements se feraient par un transfert vers l'actionnaire via un « *compte de liaison* », soit tout simplement par un bon de commande de l'Etat pour l'achat d'un billet.

Les cumuls de fonctions du trio des communicants de TGV. La LOI met l'accent sur plusieurs cumuls de fonctions d'animation à la radio *Viva*, appartenant à Andry Rajoelina, avec des postes de conseillers à la présidence ou au gouvernement. Le premier visé par ces cumuls incompatibles est Harry Rahajason (nom de plume : Rolly Mercia), qui est tout à la fois directeur du quotidien *La Vérité* (et d'un autre journal en langue malgache), membre du C.A. de la SECREN (Société d'Etat de la réparation navale) et conseiller spécial d'Andry Rajoelina. Lalaitiana Rakotondrazafy, qui a la charge du cabinet de l'épouse du président, Mialy Rajoelina, anime des émissions débat sur la radio *Viva*, auxquelles participent également Rolly Mercia et Fidèle Razanafiera, conseiller du ministre de l'Economie. Ce trio disposerait de relais dans les médias privés. James Ramarosaona, ancien président de l'Ordre des Journalistes et l'un des fondateurs de *La Gazette*, qui vient d'être désigné comme membre de la CENI dans des conditions contestées, est conseiller spécial du Premier ministre Camille Vital. Enfin, le patron du groupe Sodiad et du quotidien *La Vérité*, Maminiana Ravatomanga, a été discrètement nommé fin 2009 administrateur de Telma (Télécom Malagasy), au titre de ses « *compétences particulières* ». Ces postes reviennent habituellement à des hauts fonctionnaires.

La liberté de la presse a encore reculé dans le monde en 2009, pour la 8^{ème} année d'affilée, affirme l'ONG américaine Freedom House. Madagascar glisse dans la catégorie «*non libre*».

Célébration de la journée mondiale de la Santé : le Père Pedro Opeka récompensé pour son action en matière de promotion de la santé publique en milieu urbain. Ce choix de la vice-Primature chargée de la Santé publique répond à l'objectif des Nations-Unies de porter à 1.000 le nombre des villes qui participent activement à cette célébration. Instigateur de l'association Akamasoa et fondateur du village d'Andralanitra, qui abrite actuellement plus de 20.000 habitants, le Père Pedro figure dans la liste des 1.000 personnes récompensées au niveau mondial. Le vice-Premier ministre en charge de la Santé lui a rendu hommage pour avoir réussi à ouvrir 6 Centres de Santé de Base dans son village. Une distinction que *La Gazette* juge « *très politique* », le Père Pedro ayant de nombreuses relations en Europe, du

prince Albert de Monaco au présentateur vedette Patrick Poivre d'Arvor. En 2002, il a déjà utilisé de ses relations personnelles pour faire triompher la cause de Marc Ravalomanana.

ACTUALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Impacts de la crise politique

Investissements : la Banque mondiale constate que l'incertitude reste le maître-mot. Bien que les activités privées aient rebondi par rapport au premier trimestre 2009, elles sont encore loin de leur niveau d'avant la crise. Les principaux perdants sont les activités privées associées aux marchés extérieurs. Le tourisme et le secteur textile : les arrivées de touristes et les exportations de textile vers les Etats-Unis ont respectivement enregistré une baisse de plus de 50% et 53% en janvier 2010 par rapport à leur niveau d'il y a un an. Selon le groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP), 16% des employés du secteur ont été licenciés depuis la suspension de l'Agoa en janvier 2010. Mais les investissements privés liés aux dépenses publiques en sont également victimes. La performance fiscale de l'Etat est en baisse de 30% en moyenne par mois entre mars 2009 et février 2010. Pour la TVA, les recettes ont baissé de 8% en moyenne par mois entre juin 2009 et février 2010. « *La politique budgétaire, globalement prudente, est passée par plusieurs épisodes stop and go, envoyant des messages contradictoires aux marchés financiers* », estime la Banque. Mais cette incertitude est également renforcée par le manque de cohérence dans les décisions politiques qui attisent la réticence des investisseurs privés. Au cours des derniers mois, une série de décisions politiques ont été interprétées par les milieux d'affaires comme un pas en arrière dans le processus de libéralisation, notamment dans les domaines de la communication et de l'industrie de production de boissons. « *La stabilité juridique est importante pour les investisseurs (nationaux ou étrangers) et les autorisations devraient être délivrées, si elles sont justifiées, sur une base légale* », souligne la Banque.

228.000 pertes d'emploi suite à la crise, selon la Banque mondiale. *Le Courrier* relève que dans son bulletin de février 2010 la Banque écrit notamment : « *la situation politique actuelle et la crise financière mondiale a de lourdes conséquences sur l'économie de Madagascar, entraînant un recul de la croissance économique et des pertes d'emploi* ». 228.000 suppressions d'emploi auraient été comptabilisées, essentiellement dans les zones urbaines, et liées en grande partie à un net recul du tourisme et à la suspension de l'Agoa. 50.000 autres emplois seraient menacés. En outre, la diminution de la demande des principaux produits d'exportation, notamment de la vanille, du clou de girofle, du café et des crevettes, reflète la récession qui touche le commerce international. La croissance économique s'est effondrée pour atteindre à peine 0,6% en 2009, contre 7% en 2008. Les investissements publics ont diminué d'environ 30%, la construction de 40%, les importations de 22%, et la consommation d'énergie de 15%. Les revenus fiscaux ont diminué d'environ un quart en 2009 par rapport à 2008.

Zones franches. La main-d'œuvre s'exporte aussi. Une entreprise franche a fait appel à certains de ses meilleurs employés licenciés pour leur proposer une embauche dans d'autres pays bénéficiaires de l'Agoa. Une première qui peut en inspirer d'autres. La délocalisation est une des options les plus intéressantes pour les entreprises franches. 37 pays africains au total figurent sur la liste Agoa, laquelle est révisée chaque année. 32 entreprises franches malgaches exportaient exclusivement vers le marché américain en 2009. Elles représentent 40.000 emplois.

Dettes malgaches : un retard de paiement de 20 millions de dollars à fin mars. Faute de reconnaissance internationale et donc de financements extérieurs, le gouvernement est obligé

de faire avec les moyens du bord. La politique d'austérité pratiquée par le ministère des Finances et du Budget a permis tant bien que mal aux autorités de faire tourner la machine administrative. Mais le paiement des dettes en intérêt et en capital accuse un retard important, si l'on se réfère au dernier bilan économique de la Banque mondiale.

Textile : plus de 262 milliards Ar de fraudes en 2009. Le secteur de la couverture malgache a connu des moments difficiles durant la crise, selon le ministère des Finances. Les principaux fraudeurs sont essentiellement les importateurs chinois qui arrivent à casser les prix, jusqu'à tuer les affaires d'importants producteurs malgaches. L'Etat s'engage à contrôler minutieusement les marchandises en provenance de Chine, qui sont commercialisées 4 fois moins cher que les produits nationaux, dont la part de marché est tombée à 15%.

Sécurité des avoirs de Marc Ravalomanana. L'ancien président annonce sur *Radio Fahazavana* n'avoir aucune intention de céder au chantage de ceux qui le pressent à renoncer à se porter candidat aux présidentielles en échange de la sécurité de ses avoirs à Madagascar.

Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

Malgré l'interruption de tous les appuis non-humanitaires, les Etats-Unis sont restés le premier partenaire technique et financier de la Grande Ile en 2009 avec près de 70 millions de dollars décaissés, notamment dans le domaine de la santé. Ces investissements publics connaîtront une hausse (80 millions de dollars) cette année, étant donné que «*les besoins humanitaires augmentent aussi*», déclare l'ambassadeur Niels Marquardt.

La Banque mondiale et l'UE ont suspendu leur financement à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP). Il ne reste plus que quelques reliquats de la BAD en matière de financement extérieurs pour la mise en œuvre de la réforme des marchés publics initiée en 2004. «*Nous sommes obligés de fonctionner en autofinancement et essayons de joindre les deux bouts pour poursuivre toutes nos tâches* » a déclaré son directeur général. A travers la Commission Nationale des Marchés Publics, l'ARMP effectue des contrôles a priori, avant le lancement des procédures d'appel d'offre. Elle effectue également des contrôles à posteriori après la clôture de la procédure. Les raisons d'un appel d'offre restreint ou d'un éventuel marché de gré à gré doivent être justifiées au regard de la réglementation en vigueur.

Microfinance. Des institutions sans subvention. La suspension des financements de la Banque mondiale au projet Microfinance, en juin 2009, met en difficulté les institutions œuvrant dans ce domaine. Les réseaux OTIV et Tiavo Tahiry Ifamonjena Amin'ny Vola sont les premiers à en subir les conséquences. Selon les prévisions, les institutions auraient dû réaliser leur autofinancement pour les charges de personnel et le financement de crédits dès 2015, un objectif probablement compromis.

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement

Premier bilan de l'application de l'EITI de 2007 à 2009. Le premier rapport portant sur les paiements et les recettes minières dans le cadre de l'«*Extractive Industries Transparency Initiative* » (EITI) fait apparaître une bonne concordance entre les chiffres déclarés par les industriels et celles qui ont été fournies par l'Etat (de l'ordre de 124 milliards Ar). Mais ce bilan ne porte que sur deux entreprises : Rio Tinto QMM et Sherritt. Les nombreuses compagnies pétrolières qui effectuent actuellement des travaux d'exploration paient également des redevances, en attendant le paiement d'autres droits quand l'exploitation sera effective. Il en est de même pour les compagnies d'exploration et/ou d'exploitation d'autres

produits miniers (uranium, or...). Par ailleurs, l'esprit de l'EITI veut que l'Etat consacre ces ressources à la réalisation d'infrastructures utiles à la population. Et sur ce point, le rapport n'apporte aucun éclaircissement.

Camille Vital a donné une interview à la *BBC* dans laquelle il indique que la société minière Sherritt ne respecte pas son contrat envers l'Etat.

Le décret du 24 mars interdisant la coupe de bois de rose ne serait qu'un mirage pour amadouer les protestations internationales et relèverait du « *marketing politique* », selon le site *Mongabay*, cité par *Réflexiums*. Le décret ne serait pas encore signé. L'un des commentateurs du blog indique que l'énorme masse de liquidités qu'engendre ce trafic pose des problèmes aux opérateurs. Ainsi, le récent chargement du cargo Kiara appartenant à la société Delmas aurait généré une masse conséquente de liquidités qu'il est difficile de cacher ou de faire sortir du pays. Les trafiquants auraient essayé de les déposer à la BMOI, qui aurait refusé la transaction en raison des soupçons pesant sur leur origine. *Mongabay* rapporte que les trafiquants ont été vus par la suite en train d'acheter de nouveaux véhicules Toyota...

Circulation de bois de rose et de bois d'ébène interdite. Le ministère de l'Environnement et des Forêts a publié une note interdisant toute circulation de ces bois précieux par voie terrestre, maritime ou fluviale. Les demandes ou instructions de nouveaux dossiers concernant les autorisations d'exploitation, d'exportation et de transport sont interdites et seront sévèrement sanctionnées.

Port de Toamasina : les conteneurs de bois de rose ne sont que des rumeurs. Suspectant des centaines de conteneurs de bois de rose sur le point d'être embarqués, le chef du gouvernement s'est rendu sur place, accompagné des ministres des Finances et de l'Environnement. Le Premier ministre a ordonné la suspension de toutes exportations durant 3 jours afin de procéder aux vérifications de 130 conteneurs qui doivent être embarqué à bord de 4 navires. Après un rapide « *sondage* », la mesure de suspension a été levée. *Tribune* se demande si l'opération n'était pas tout simplement destinée à rassurer les organisations internationales très critiques ces derniers temps, de la bonne volonté des dirigeants en place. Il y a actuellement 91 conteneurs de bois de rose dans le port de Toamasina qui ont été saisis par l'Etat malgache, il y a de cela 6 mois.

63 conteneurs de bois de rose à Toamasina : levée d'interdiction d'embarquement par le ministre de la Justice. Les opérateurs ont obtenu gain de cause auprès de la Cour d'Appel. Mais malgré cette instruction de la Garde des Sceaux, le receveur des Douanes refuse d'exécuter car le montant des taxes déjà acquittées ne correspond plus au nouveau barème. Ces conteneurs en règle sont entreposés au port de Toamasina depuis le 8 octobre 2009. « *Comment pouvons-vous payer alors que les banques refusent de recevoir l'argent envoyé de l'extérieur par nos clients ?* » s'interroge un opérateur. Norbert Lala Ratsirahonana, conseiller juridique spécial d'Andry Rajoelina à été saisi par la ministre.

Les saisies de bois précieux continuent. Le Task force confirme la poursuite des opérations d'assainissement dans l'exploitation illicite de bois précieux. Selon un dernier bilan, près de 3.000 rondins ont été pris dans la Sava, tandis que 934 planches de bois de rose, 164 d'ébène et 447 de palissandre l'ont été dans l'Analanjirofo et l'Atsinanana.

Des paysans actionnaires d'une banque. La compagnie Rio Tinto exploitant l'ilménite à Tolagnaro a transféré ses actions du capital de l'Institution financière régionale de l'Anosy à trois associations à but non lucratif. Chacune possède 16 titres d'un million Ar. Ces

associations représentent les populations concernées par les plans d'action de réinstallation et par le processus de déclaration d'utilité publique sur les sites de la carrière et du port.

La délivrance des permis miniers est suspendue jusqu'à ce que le secteur soit assaini. « Actuellement, 20 entreprises seulement détiennent la moitié du nombre total des carrés miniers, soit une superficie de 170.000 km². De ce fait, très peu exploitent réellement les carrés », explique le ministre des Mines, Mamy Ratovomalala. « Des opérateurs utilisent seulement les titres pour spéculer sur les marchés boursiers. Les tractations et les transactions se font en dehors du territoire malgache sans aucun bénéfice pour l'État », poursuit-il. « Pour limiter les spéculations, plusieurs actions ont été déjà entreprises, entre autres la hausse des frais d'administration minière et du seuil du montant des certificats de conformité. D'autres sont en cours de préparation, dont le projet d'ordonnance sur l'octroi et les annulations de permis », explique le ministre.

Assainissement de la filière or. Le ministère des Mines annonce une vaste opération d'assainissement de la filière pour appréhender les vendeurs et les acheteurs d'or illicite. Cette action fait suite aux constats de fausse déclaration sur le volume d'exportation. En 2009, à peine 80 kilos ont été déclarés alors que la production totale hebdomadaire au niveau national est estimée à 20 kilos.

17 sociétés d'État chinoises vont s'implanter à Madagascar. Trois représentants de 17 sociétés d'État ont rendu visite aux membres de la HAT. Elles sont intéressées par le secteur des ressources naturelles avec le chrome, le pétrole et l'or. Durant la période transitoire, et en l'absence de reconnaissance internationale du régime, les relations commerciales entre les deux pays se feront par l'intermédiaire du maître de Kung Fu, Ramaherison José, dit maître Gao, président de la fédération malgache de Wushu, un chinois qui a acquis la nationalité malgache. Une autre vague d'entrepreneurs chinois arrivera à Madagascar début mai. La HAT met en avant le fait que la transformation des produits devra se faire sur place et que seuls les techniciens seront chinois. L'objectif serait de parvenir à un transfert de compétences. *La Gazette* croit savoir que ces Chinois auraient, en contrepartie, déboursé une importante somme d'argent, dont la moitié serait destinée aux œuvres sociales d'Andry Rajoelina et de son épouse.

Extension du plateau continental de Madagascar. *L'Express* rappelle qu'en application de la Convention internationale sur le droit de la mer signée à Montego Bay en 1982, Madagascar est fondé à demander que la limite extérieure de son plateau continental soit portée au-delà des 200 milles marins, sous réserve de présentation d'un dossier scientifique et technique justifiant cette revendication. Il est donc très urgent de s'occuper de cette limite extérieure du plateau continental de Madagascar, il y va de la protection de ses ressources naturelles.

« *Des Juifs seraient à la recherche de concessions dans différentes régions de Madagascar* », rapporte le site *Mada.pro*, citant un article de *La Gazette*. Un groupe d'historiens, de religieux, d'économistes et de politiciens plancheraient sur la faisabilité de ce projet. Madagascar abriterait des emplacements idéaux pour accueillir des migrants juifs, lorsque ces derniers ne pourront plus s'implanter en Palestine, en raison de la mise en place d'un Etat palestinien. [Durant la colonisation, les tentatives visant à implanter des juifs à Madagascar n'ont pas manqué. Ainsi, à la fin de la première guerre mondiale, le gouvernement britannique avait mis à l'étude un projet prévoyant l'implantation de juifs dans la Grande Ile. En 1938, l'Etat polonais avait également voulu envoyer dans l'île des juifs polonais mais les colons français s'y sont opposés. De 1939 à 1941, Hitler a ordonné l'étude de la création d'un Etat juif à Madagascar, avant qu'il ait décidé la « solution finale » ; certains historiens et religieux soutiennent que les Malgaches sont des descendants de Juifs

qui ont fui l'esclavage en Egypte. On se souvient que Didier Ratsiraka, du temps où il était président de la République, avait indiqué qu'une partie de l'Arche de l'Alliance se trouvait à Madagascar].

Divers

Les réserves en devises de Madagascar s'élèvent à 900 millions de dollars, a annoncé le gouverneur de la Banque centrale. Selon Frédéric Ramamonjisoa, ce montant permettra au pays de s'acquitter partiellement de ses dettes extérieures et de couvrir l'achat de produits de première nécessité. « Nous avons 900 millions de dollars en réserve, dont 150 millions à utiliser sur des programmes du FMI », a déclaré le gouverneur.

La banque gabonaise BGFI a créé une filiale à Madagascar. La LOI rappelle que Marc Ravalomanana avait bloqué ce projet, qu'il percevait comme risquant de renforcer l'emprise de la Françafrique. Andry Rajoelina a donné son feu vert. La filiale malgache a 6 administrateurs, dont 2 malgaches : le consul honoraire de Madagascar au Gabon et Sylvain Rabetsaroana, un franco-malgache qui a percé sous la présidence de Zafy Albert en important des PPN. Très proche de l'actuel régime, il est membre de l'AVI, le parti de Norbert Lala Ratsirahona, conseiller spécial du président de la HAT. Il a en outre ses entrées au sein du parti présidentiel français, l'UMP.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, Madagascar Matin, La Gazette de la Grande Ile, Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), Sobika, TopMada, Madagate, Tananews, Times of Madagascar, Reflexiums, Actumada, Madonline, 24heures.mg, Madaplus, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, IPS, News Press, Les Afriques, Courrier international, RFI, TV5 Monde, Blog d'Alain Rajaonarivony, orange.mg, moov.mg, Mada.pro, IRIN News, Infosud.org/Tribune des droits humains, L'Express (France)

Taux de change : au 30/04/2010, 1 euro = 2695 Ariary (cours pondéré)

Les revues de presse mensuelle depuis juin 2000 sont consultables sur le Blog
<http://justmad.canalblog.com/>

DROITS DE L'HOMME à MADAGASCAR

Vous pouvez vous y abonner

Le Blog propose en outre une sélection d'analyses, des « *libres opinions* » des documents de référence parus dans la presse malgache et un recueil de dessins de presse